l'unité

M 2805 - N° 498 - 7 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 28 janvier 1983

EDITORIAL

R COMME REAGAN ET COMME REVANCHE

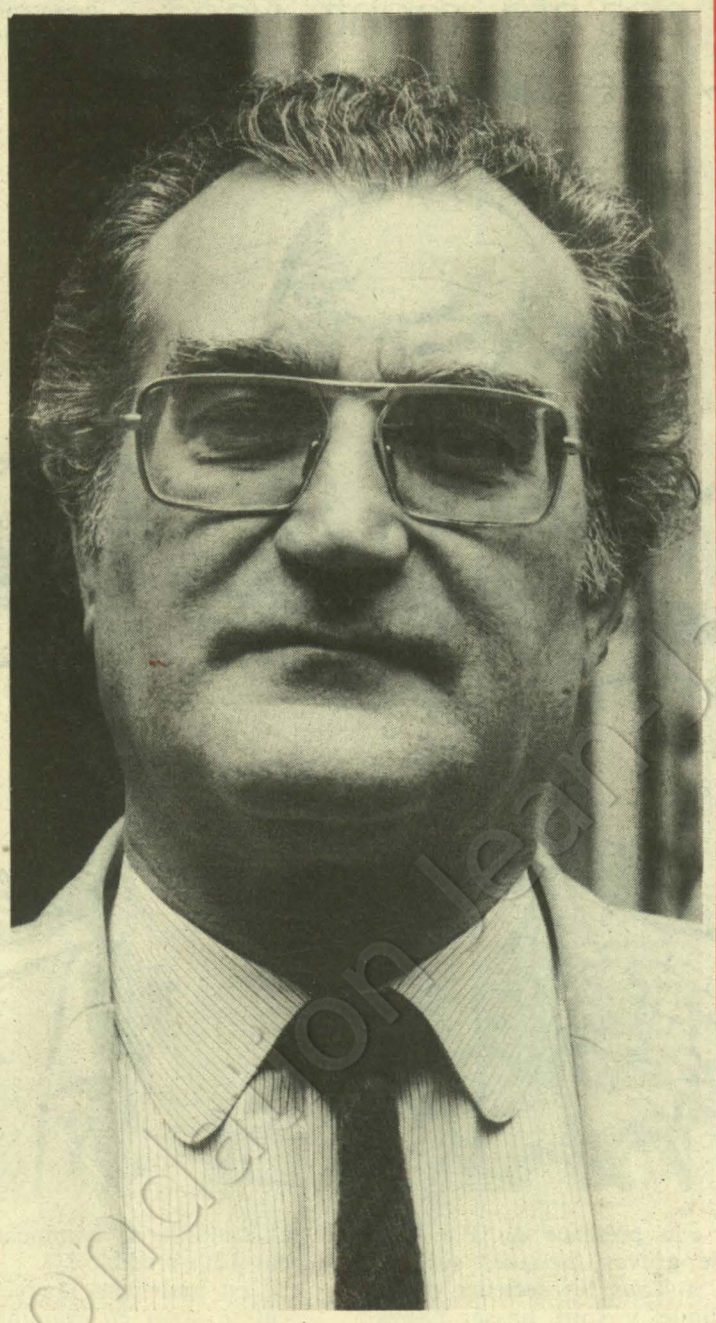
PAR CLAUDE ESTIER

A l'occasion de son congrès-spectacle de la porte de Versailles, Jacques Chirac aurait, nous dit-on, donné son patronage à un parfum dénommé « Alternance ». Nouvelle étonnante car on a plutôt l'impression, à le voir ainsi s'agiter, qu'il a du mal à supporter l'odeur de l'alternance : après vingt-trois ans de règne ininterrompu de la droite, vingt mois de pouvoir de la gauche lui paraissent déjà trop et il est impatient d'y mettre fin. Tout comme le très réactionnaire Alain Griotteray qui, l'autre soir, à Charenton, suppliait Giscard d'Estaing de « faire quelque chose » car il n'avait pas le courage (sic) d'attendre jusqu'en 1986. Singuliers démocrates, en vérité, qui n'acceptent le verdict des urnes que lorsqu'il leur est favorable et dans le cas contraire ne savent y voir, comme Alain Peyrefitte, que le résultat d'une méprise. Que toutes ces vieilles figures du passé se calment : la gauche, ne leur en déplaise, est encore au pouvoir pour plusieurs années !

Au demeurant, sachant fort bien que l'issue pour eux n'est pas pour demain, les leaders de l'opposition se battent en ordre dispersé. Tandis que Giscard bâtit des scénarios qu'il semble d'ailleurs avoir empruntés à Peyrefitte, Chirac, c'était lundi le titre de « France-Soir », « lance sa machine de guerre ». Pour une fois, l'expression est juste. Ce n'est pas un « plan de redressement » que le R.p.r. a présenté dimanche dernier mais une somme rarement égalée d'injures à l'égard de la gauche et de mensonges sur la situation de la France et les résultats obtenus par le gouvernement. Mais il ne suffit pas de faire le V de la victoire du haut d'une tribune mussolinienne pour convaincre les Français. Lors de la campagne présidentielle, Chirac nous avait offert, au Parc des Princes, le même spectacle, avec la même foule, devant laquelle il avait annoncé qu'il serait présent au second tour. Ce qui n'avait pas empêché qu'il soit, quelques jours plus tard, éliminé de la compétition avec à peine 17 % des suffrages. Certains, comme disait l'autre, ont la mémoire courte. Il n'est pas mauvais, de temps en temps, de la leur rafraîchir.

Quant au contenu du « plan Chirac », il faut bien l'engagement inconditionnel de l'éditorialiste du « Figaro » pour oser prétendre qu'il « a fait mouche ». Qui peut croire sérieusement que la crise dont la France doit supporter les contrecoups — et qu'elle supporte aujourd'hui plutôt mieux que d'autres — pourrait trouver sa solution dans cette resucée de reaganisme, d'ailleurs bourrée de contradictions et d'incohérences, que nous proposent les penseurs chiraquiens. Faut-il même poser la question au moment où dans son annuel discours sur l'état de l'Union, le président américain trace de sombres perspectives en faisant apparaître les ravages accomplis en deux ans d'administration Reagan : plus de douze millions de chômeurs (ce qui signifierait, avec la même politique, plus de trois millions en France), un tiers d'Américains ayant vu leur pouvoir d'achat régresser, un déficit équivalent au déficit accumulé de tous les présidents américains depuis Georges Washington ! Le tout entraînant les Etats-Unis dans la crise la plus grave qu'ils aient connue depuis la guerre. De quoi « faire mouche », en vérité !

Comprenons bien que ceux que la majorité des Français a rejetés par deux fois en quelques semaines au printemps 1981 n'ont toujours rien d'autre à proposer que le retour au passé. Ils ne sont capables que de grandes manœuvres pour tenter d'impressionner l'opinion. Mais leur agitation frénétique est déjà en train de faire tomber le masque derrière lequel ils dissimulent leur seule volonté de revanche. Beaucoup d'observateurs lucides ont noté ces jours derniers que l'électorat de gauche est en train de se remobiliser. C'est ce que confirment les plus récentes enquêtes d'opinion. Il reste un peu plus de cinq semaines avant le premier tour des municipales pour faire savoir à Chirac, Giscard, Barre et autres impatients qu'il leur faudra encore attendre.



GEORGES FILLIOUD : LES FRANÇAIS ONT DES RELATIONS PASSIONNELLES AVEC LEUR TELEVISION

MULHOUSE: RETOUR AU BERCAIL SOCIALISTE ?
(page 3)

DREUX: MADAME LE MAIRE A FAIT SES PREUVES
(page 5)

LES MAL AIMES DE L'EDUCATION NATIONALE
(page 8)

LES ACTEURS DU CHANGEMENT EXISTENT... ILS SE SONT RENCONTRES
(page 13)

RENCONTRE A PARIS AUTOUR "DU PAYS DU MILIEU"
(page 15)



R.p.r.: pas du muscle de la gonflette!

Même lorsqu'elle prétend faire peau neuve, la droite musclée ne sait que rabâcher des arguments usés jusqu'à la corde et exhiber ses biceps...

PAR JEAN-PIERRE BEDEI



RELEGUE dans l'opposition, le R.p.r. n'a pas perdu le sens du spectacle. La grand-messe qui s'est tenue dimanche dernier au Parc des Expositions à la porte de Versailles, à Paris, en a fourni la plus éclatante démonstration. Des dizaines de cars plus un T.g.v. spécial venus de province, deux écrans géants, des jeux de lumière, une musique tonitruante, le metteur en scène, Bernard Pons, n'avait pas lésiné sur les moyens pour préparer la prestation de sa vedette préférée, Jacques Chirac.

Le public était issu de toutes les catégories sociales y compris la plus populaire. Il était convié à acheter toute une série de gadgets : assiettes, tee-shirts, bonnets, parfums, jeux de dés, etc., frappés au sigle du R.p.r. Deux journaux avaient encore mieux fait les choses : « Le Quotidien de Paris » était distribué gratuitement tout comme une édition spéciale du « Nouveau journal » consacrée exclusivement au congrès. Heureusement qu'ils se défendent d'être l'organe d'un parti !

Ponctuellement, à travers ce « congrès », le chef du R.p.r. lançait la campagne des municipales. Mais, en proposant un « plan de redressement » et un projet politique, il se posait à plus long terme, en leader de l'opposition puisque, depuis le 10 mai, la droite se montrait incapable d'avancer un quelconque programme politique. Il s'agissait donc de prendre de vitesse Giscard. Une nouvelle étape dans la bataille interne de l'opposition.

Alors comment apparaît le R.p.r. à travers le flot de paroles déversé au cours du super-show Chirac ? Finalement, plus à droite que jamais. Il donne l'impression de réviser ou d'aborder d'un œil nouveau les problèmes politiques, économiques et sociaux de la France et du monde. Simple illusion. Ses critiques du gouvernement, violentes, aux thèmes éculés, les solutions qu'il préconise en guise d'alternance le figent dans cette droite musclée dans son idéologie et ses méthodes, et ultra-libérale dans le domaine économique. Le R.p.r. en est encore à agiter les vieux épouvantails avec lesquels la droite caricature la gauche depuis des décennies, et qui ont été brandis sans succès lors des dernières élections présidentielles. Non, décidément l'imagination n'est pas dans l'opposition.

Que n'a-t-on entendu pendant plus de quatre heures de la part d'une quarantaine d'orateurs qui se sont succédé à la tribune ? « La gauche au pouvoir, c'est la catastrophe économique, l'incompétence, l'incohérence, les trucages », « nous risquons de sombrer dans le néant de la société collectiviste », « la décentralisation mène au centralisme démocratique des pays de l'Est », « avec Badinter c'est l'accroissement de l'insécurité, la banalisation du terrorisme... la tentation de l'autodéfense peut apparaître comme une réponse à l'insécurité créée par la politique de l'Etat », « la présence du P.c. fait courir de graves menaces sur les libertés... » Tous les secteurs de la vie publique y sont passés. Sans oublier, bien sûr, « la culture en veston rose » et l'école où « règne le désordre, la reprise en main avec les menaces sur la liberté de l'enseignement. » L'un de ces perspicaces politiciens a même remarqué que « la situation actuelle est plus catastrophique que celle de la IVe République moribonde ». Vraiment tout et n'importe quoi aura été dit au cours de ce congrès.

N'en déplaise aux chiraquiens, l'action du gouvernement en faveur de l'extension des libertés, des droits nouveaux des travailleurs, de la décentralisation, les premiers résultats encourageants en matière de chômage et d'inflation, les mesures prises pour lutter contre la délinquance et le terrorisme constituent quelques exemples d'une réalité pourtant concrète et positive. Mais au R.p.r. on préfère s'enfermer dans des attaques violentes, des mensonges grossiers et une déformation systématique de la politique gouvernementale. Au risque de porter la réflexion et le débat politiques à un niveau bien bas. Car il ne s'agissait pas seulement du délire verbal de quelques obscurs orateurs de second plan. Les proches lieutenants de Chirac ont tenu le même langage outrancier et râpé jusqu'à la corde. Que ce soit Juppé, Toubon, Labbé ou bien Pasqua, pitoyable dans son numéro d'amuseur du bon peuple dont il se moque éperdument.

Toutes ces interventions dans leur fond et leur forme dépassaient largement le cadre des effets de tribune propres à ce type de meeting. Dans ces conditions, comment le R.p.r. peut-il être crédible ?

C'est également la question qu'on peut se poser en examinant les propositions économiques et sociales énoncées sous la forme du « plan de redressement » et du « projet politique » exposé par Chirac. Le R.p.r. avance des solutions d'essence « ultra-libérale ». Avec un maître mot : « désétatiser. » « Il faut libérer les forces de production en contraignant l'Etat à regagner sa place... Il faudra désétatiser. Les groupes que le capitalisme d'Etat s'est constitués au fil des ans — en 1981 mais aussi dans un passé plus lointain — devront être transférés à la nation et remis en situation de concurrence... Nous reverrons donc tout ce qui a été fait depuis un demi-siècle en matière d'étatisation des entreprises. » Difficile d'être plus catégorique. Du côté de Colombey, un mort doit se retourner dans sa tombe !

Dans son plan d'économie, le R.p.r. prévoit également une réduction du nombre des fonctionnaires, du train de vie de l'Etat, une réduction de la fiscalité. « Les impôts anti-économiques qui frappent l'outil de travail, qu'il s'agisse de l'injuste impôt sur les grandes fortunes, de l'absurde taxe professionnelle ou de la kafkaïenne taxation des plus-values, devront être abrogés », souligne Chirac.

Le chef du R.p.r. a puisé nombre de ces mesures aux Etats-Unis où il vient de faire un voyage publicitaire. Mais l'exemple est plutôt mal choisi. L'échec de la politique de Reagan se solde par quelques chiffres. La production industrielle a baissé de plus de 6 % durant les onze premiers mois de 1982. Certes, l'inflation a diminué passant de 9 % en 1981 à plus de 5 % pour l'année 1982. Mais à quel prix ! Le chômage a augmenté de 30 % depuis un an et touche 12 millions de personnes, soit plus de 10 % de la population active. Et c'est précisément une politique aussi meurtrière que nous propose Chirac. Charmantes perspectives ! D'ailleurs paradoxalement, le chef du R.p.r. évoquant la situation économique aux Etats-Unis parle de la « reprise américaine, véritable « arlésienne » de la conjoncture internationale depuis trois ans... »

Il n'en est pas à une contradiction près !

Dans le domaine social, il n'hésite pas à revenir sur les prestations sociales. En ce qui concerne les rapports au sein de l'entreprise, on ressort des tiroirs ce vieux projet de la participation que l'on a quelque peu dépoussiéré pour l'occasion. On fait du neuf avec du vieux. Enfin le R.p.r. se pose en défenseur des travailleurs. Comment ? « En révisant ce qui dans la législation sociale et notamment dans les lois Auroux privilégie les appareils syndicaux au détriment des droits des travailleurs. » Les travailleurs apprécieront.

Toute cette politique de retour au libéralisme total sent l'échec économique et la régression sociale. Elle a causé suffisamment de ravages lorsque la droite était au pouvoir. D'ailleurs certains passages du projet politique du R.p.r. ne manquent pas de saveur : « Ce sont toujours les économies faiblement innovatrices qui s'enlisent dans le chômage, seules les sociétés créatrices assurent l'emploi, la dignité et la justice. » Autrement dit, la droite qui a géré le pays pendant plus d'une vingtaine d'années et accumulé plus d'un million et demi de chômeurs avait mis en place « une économie faiblement innovatrice ». On ne le lui fait pas dire à Chirac !

Sans craindre le ridicule, le chef du R.p.r. affirme aussi « dès que l'alternance aura joué, une rupture immédiate devra intervenir avec les déplorables habitudes qui s'instaurent dans la procédure de désignation des dirigeants qui seront choisis en raison de leur compétence professionnelle et non de leurs amitiés politiques... » Comme on le sait, le R.p.r. n'a jamais pratiqué le piston politique lorsqu'il était au pouvoir ! Pas sérieux, Chirac !

Enfin, pour rétablir une situation « catastrophique » mais qui n'est pas irréversible, le « plan de redressement » envisage de prendre les décisions clés de la nouvelle politique par ordonnances... alors que la droite a vivement critiqué ce type de mesures dans les rares cas où elles ont été prises par Pierre Mauroy. De quel côté est l'incohérence ?

Tout le battage qui a orchestré la super-production de Chirac à la porte de Versailles n'a finalement réussi qu'à mieux mettre en évidence l'inadéquation, les carences et les dangers de la politique prônée par le R.p.r., lorsqu'on y regarde plus près. Même lorsqu'elle essaie de faire peau neuve, la droite reste toujours la même dans son tréfonds. ●

SPECIAL MUNICIPALES

MULHOUSE: RETOUR AU BERCAIL SOCIALISTE ?

A droite des querelles de chiffonniers. A gauche une jeune équipe menée par Jean-Marie Bockel. Enjeu : une ville alsacienne qui fut longtemps socialiste

PAR PIERRE-YVES POINDRON

(de notre envoyé spécial)

MULHOUSE est une partie jouable. Non seulement parce que l'opposition y est divisée ; non seulement parce que la personnalité de la tête de liste de gauche, Jean-Marie Bockel, l'un des plus jeunes députés socialistes et conseiller général actif, commence à s'imposer aux Mulhousiens mais aussi parce que le travail accompli par son entourage depuis un an et demi porte ses premiers fruits avec les projets repris par le Comité interministériel d'aménagnement du territoire (C.i.a.t.) pour l'Alsace.

Or, même si le développement économique et industriel de la région mulhousienne ne sera que l'un des axes de la campagne, c'est là que se situe pour Mulhouse l'enjeu des prochaines municipales. Trouver un nouveau souffle économique tout en décloisonnant la ville. Et ce ne sont sûrement pas les élus de l'opposition qui pendant des années ont régné en maîtres sur les destinées de la région tout en se battant comme chiffonniers qui seront capables de négocier ce virage.

Le retard accumulé

Oh, cette droite, elle a beau jeu de tirer aujourd'hui le signal d'alarme en chargeant l'action gouvernementale de tous les maux du Haut-Rhin ! Sa division ne date pas d'aujourd'hui. De querelles en crocs-en-jambe, de questions de personnes en retournement de veste, les années sont passées sans que l'ancienne majorité soit capable d'arrêter un projet pour Mulhouse et sa région. Les années passaient et le tissu industriel s'effilochait lentement. Mais l'on s'appuyait sur l'acquis, on invoquait avec un moulin à prières « le potentiel de l'Alsace » ; on poussait des cocoricos locaux sous prétexte que la région semblait échapper à la crise... Le gouvernement se préoccupait peu d'une région bien pensante... Les élus régionaux misaient essentiellement sur les capitaux allemands et suisses qui constituaient plus de la moitié des investissements des P.m.i....



Jean-Marie Bockel. Sygma

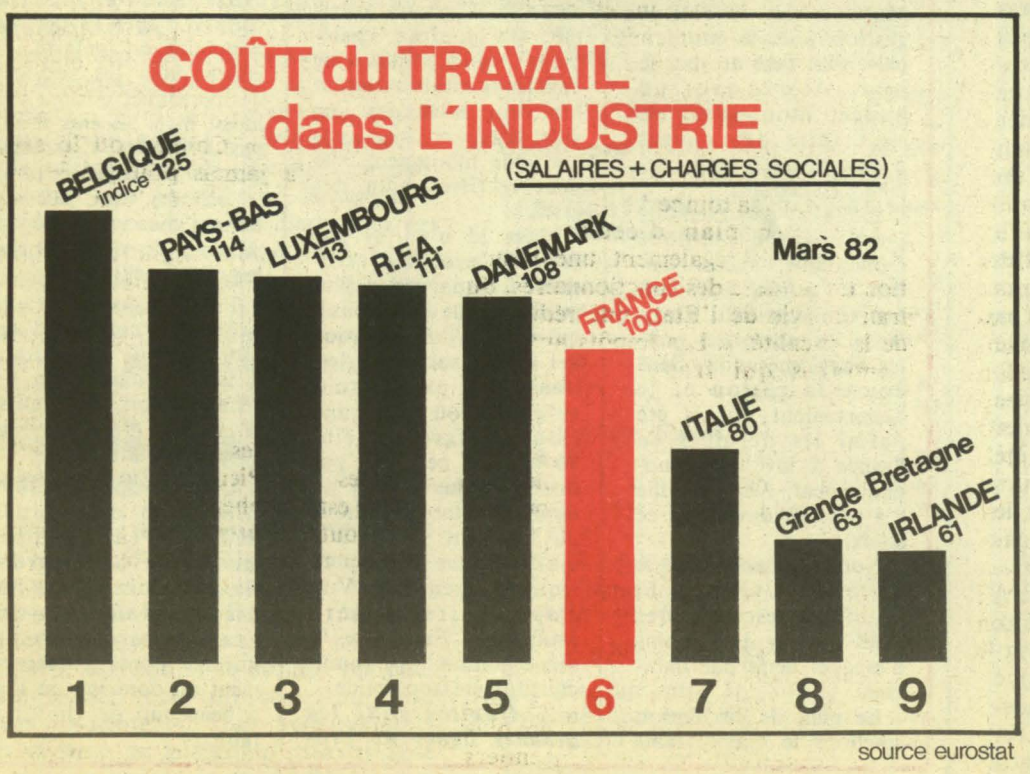
Résultat, la région mulhousienne subit, peut-être en retard, mais à contretemps les effets d'une crise qui passe via l'Allemagne et la Suisse. Les capitaux étrangers se retirent, désertant les unités de production et ne laissant sur place que les cellules commerciales, business obligeant ; les travailleurs frontaliers refluent. Résultat : la variation de la demande d'emploi l'an dernier a été plus élevée que la moyenne nationale. Résultat : il devient vital d'oxygéner le tissu industriel, diversifié sans aucun doute mais affaibli au niveau de la technologie et de la recherche. Depuis son accession à la députation et même avant, Jean-Marie Bockel et son équipe planchent là-dessus avec peu de moyens, mais avec une ardeur à déplacer les Vosges.

L'« ordre » dispersé

La désunion de l'ancienne majorité, quasi omniprésente dans le Haut-Rhin et même dans le Bas-Rhin traduit des querelles de chapelle et de clocher et des ambitions personnelles. Elle se manifeste par des oppositions plus ou moins larvées entre les deux départements, entre l'agglomération mulhousienne et la campagne, entre Mulhouse et sa périphérie. Jusqu'à présent, les élus, prenant prétexte de ces divisions géographiques, se chipotaient à qui mieux mieux. De travail d'équipe ? Point. Y compris

(suite en page 4)

Pauvre Gattaz !



Yvon Gattaz n'a pas de chance. La semaine dernière, participant à la nouvelle émission de T.f.1 « le cœur du débat » où il devait « dialoguer » avec Laurent Fabius, le « patron des patrons » a choisi le parti pris et l'affrontement. Son discours, reprenant la charte élaborée par le C.n.p.f. lors de ses Assises de Villepinte, peut se résumer à quelques points... très simples. Le patronat — pardon, les entreprises — a toujours fait ce qu'il devait faire : il a formé des jeunes, il a innové, il a inventé, il a produit, il veut exporter. Par contre, l'actuel gouvernement ! Tout d'abord les charges. C'est fou ce qu'a fait le nouveau gouvernement avec les charges. Et de citer des chiffres, des pourcentages, d'ajouter des millions aux millions. Bref, si l'économie n'est pas ce qu'elle devrait être c'est la faute du gouvernement actuel, qui écrase les entreprises sous les charges, donne du pouvoir aux salariés, lutte mal contre l'inflation, ne permet pas que l'on mène une lutte efficace contre le chômage. L'ennui pour Gattaz, à propos des charges, c'est qu'au terme de sa longue péroraison Laurent Fabius a sorti un tableau. Ce dernier n'a pas été élaboré par l'administration française, mais par une institution européenne. Un tableau tout simple qui prouve que le total salaire plus charges place la France en excellente position face à la concurrence des pays industrialisés. Un tableau qui prouve que le discours du C.n.p.f. est artifice, excuse, prétexte. Il prouve que si la France a des difficultés dans la compétition internationale il faut en chercher les raisons ailleurs que dans les charges. Certes, et Laurent Fabius l'a expliqué, tout sera fait pour améliorer la compétitivité des entreprises. Mais, d'ores et déjà, il est clair que mettre en avant les « charges » pour expliquer l'état de notre industrie c'est tenter de tromper les Français.

(suite de la page 3)

au sein de l'actuelle municipalité. Le maire, Joseph Kliffa, successeur d'Emile Muller, ne manque pas d'idées et s'appuie sur des services techniques compétents, mais c'est un homme seul. A preuve, les désertions, les « trahisons » de certains de ses adjoints qui ont rejoint la liste du Dr Alphonse Kiensler, l'éternel battu, qui tente encore une fois de se hisser au devant de la scène. Même s'il ne le dit pas ouvertement, le Dr Kiensler joue de son « alsacitude ». Et des bruits se répandent de façon sordide comme quoi Joseph Kliffa, lui, n'est pas alsacien de souche.

Ne cherchez donc pas la liste des « U.d.f. », la liste des « R.p.r. », on en retrouve comme leurs compagnons C.d.s. sur les deux. Kliffa, c'est vrai, s'élève au-dessus de la mêlée, mais est impuissant à la maîtriser. Alors, jusqu'à présent, point de vision d'ensemble ; les lauriers de la droite fanent sans avoir jamais profité à Mulhouse et à sa région. Harmoniser les intérêts des différentes communes... tel est l'un des autres objectifs de Jean-Marie Bockel. Kliffa affiche la même ambition. Mais une nouvelle équipe bénéficierait d'une virginité.

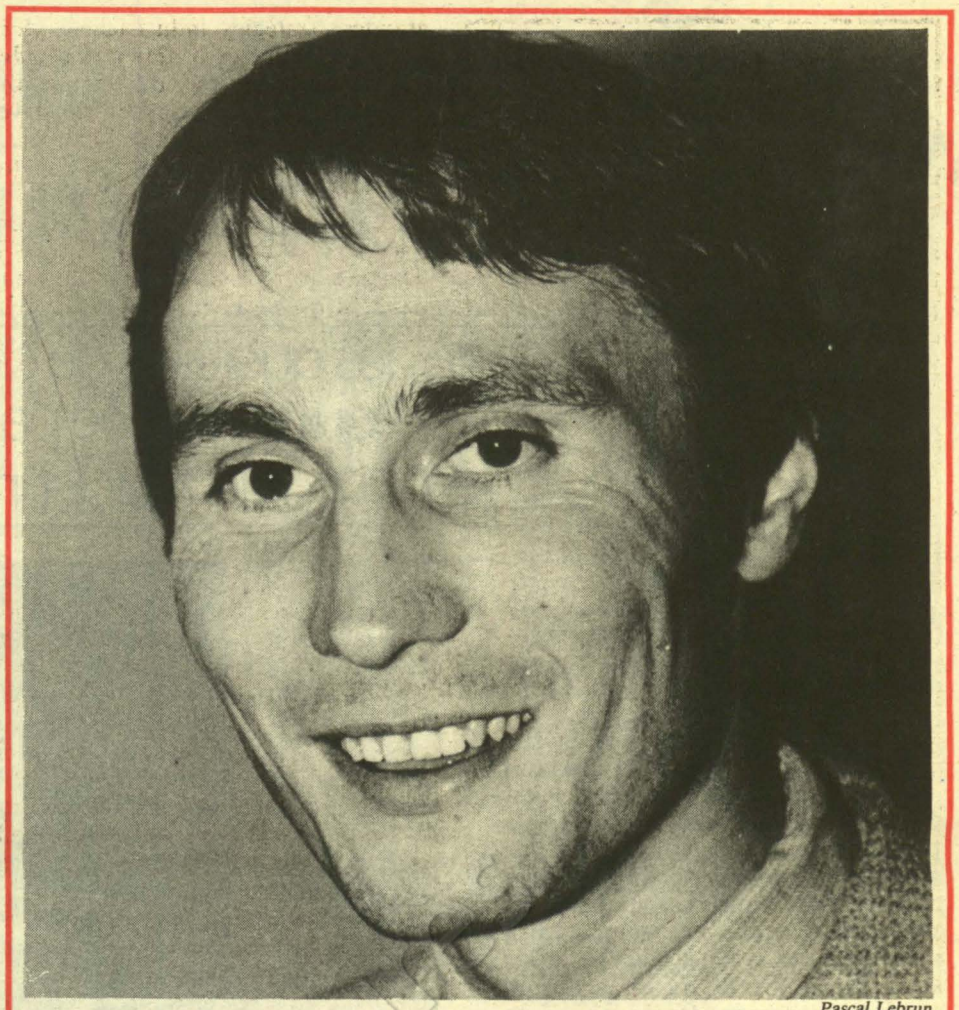
Et puis, le député socialiste a engrangé les premiers résultats d'une action plus globale. Ses interventions successives et insistantes ont fini par décloisonner Mulhouse. Des ministres se déplacent. De mémoire de Mulhousien, on n'en avait jamais vu autant. Jean-Pierre Chevènement puis Michel Rocard viennent sur place se rendre compte des besoins. Le président de la République répond à l'invitation du député... Mulhouse n'est plus seulement un réservoir de main-d'œuvre...

Faute de s'entendre localement, l'opposition fait porter le poids de ses erreurs au gouvernement. C'est vraisemblablement sur le terrain national qu'elle mènera campagne. Terrain accepté. Un premier bilan de la législature aux plans national et régional sera dressé. Le journal de Jean-Marie Bockel « Pour Mulhouse » consacre deux grandes pages au logement et à la loi Quilliot, dont le député haut-rhinois a été le rapporteur, et un dossier au C.i.a.t. Les socialistes alsaciens ne sont pas des socialistes honteux... ils se revendiquent au contraire de la lignée des grands maîtres socialistes mulhousiens. Car, contrairement aux idées reçues, Mulhouse nourrit une tradition socialiste...

« La petite Manchester »

« Mulhouse le petit Manchester », Mulhouse, « la ville aux cent cheminées », « Mulhouse l'industrieuse et le coton », Mulhouse doit son essor à l'industrie textile à partir du milieu du XVIIIe siècle. De la filature aux impressions d'étoffe, de la teinture aux colorants, des colorants à l'industrie chimique, du textile à la mécanisation, puis à l'industrie métallurgique et la création de la Société alsacienne de construction mécanique, tout cela fait boule de neige. La plus vieille école d'enseignement chimique en France est née à Mulhouse ; la formation professionnelle met l'accent sur le commerce et le textile. Les premières cités ouvrières et l'accession à la propriété pour les ouvriers, c'est encore à Mulhouse ! En haute Alsace encore, le premier hôpital pour l'ouvrier retraité, les crèches et les écoles maternelles pour le futur ouvrier, les jardins ouvriers pour les quelques temps libres de l'ouvrier... « Eclairée », la bourgeoisie protestante ? Sans doute, mais sans perdre de vue ses intérêts. Aujourd'hui encore, le pouvoir de la H.s.p. (haute société protestante) n'est pas un vain mot.

Au cours de ce siècle, la ville grandit comme une ville champignon, vitesse V. Mais il y a quand même une tradition de gestion municipale socialiste, avant et après la Seconde Guerre mondiale, dont même la droite aujourd'hui se revendique. Vint ensuite Emile Muller. Là encore, les Mulhousiens envoient à l'hôtel de ville un S.f.i.o.... Un Emile Muller dont les positions contre l'union de la gauche le contraignent à de plus tièdes alliances. Un relent de politique sociale... Un urbanisme bétonisant... Une bonne volonté d'ouvrir le dialogue avec les habitants... Des réalisations au coup par coup dont toutes ne sont pas contestables... Bref, une municipalité qui ne se crispe pas à droite (contrairement à d'autres élus) mais ne campe pas à gauche. Joseph Kliffa, l'héritier de Muller, est l'instigateur d'un plan de circulation qui décongestionne un univers urbanistique un peu chaotique ; l'instigateur d'îlots de verdure donne son aval à de trop modestes mais esthétiques réhabilitations d'habitat... s'enorgueillit de la deuxième société d'économie mixte de France gérant un club de football. Curieux personnage que ce maire sortant en butte à ces « amis » d'hier qui ne lui pardonnent pas d'avoir été nommé par Emile Muller, en cours de mandat : un désir « de partager le savoir avec les habitants », une analyse honnête des égoïsmes locaux... Ancien S.f.i.o. lui aussi, embarqué à la dérive dans une opposition aux moyens mis en œuvre par le gouvernement pour aider sa région ; partagé entre cette opposition et un diagnostic qui lui fait désirer ce qu'il repousse venant de sa gauche. Un peu



Pascal Lebrun

Jean-Marie Bockel: "Mulhouse n'est pas une ville figée"

Au cours de ce siècle, Mulhouse a connu une croissance énorme. Cette croissance a marqué la physionomie de la ville... mais elle a été peu contrôlée au cours de ces dernières décennies. Rectifier le tir ? Jean-Marie Bockel pense que c'est possible. « Mulhouse n'est pas une ville monument. »

« L'UNITE » — Quelles sont les critiques que la gauche adresse au maire sortant ?

J.-M. Bockel — Joseph Kliffa veut se donner l'image d'un bon gestionnaire. Il faut détruire ce mythe de « la bonne gestion depuis vingt-cinq ans ». Il suffit de se promener dans Mulhouse pour s'apercevoir que la politique municipale depuis vingt ans, depuis qu'Emile Muller a mis de côté la gestion sociale municipale, s'est faite au jour le jour. Alors, avec un budget municipal, on peut faire des choses positives, mais cela demeure insuffisant !

Il n'y a, par exemple, jamais eu de politique économique, aucun soutien à l'activité économique et industrielle. On a laissé les entreprises quitter l'agglomération. Sans doute la région et le département ont-ils été parmi les derniers en France à investir économiquement. Mais la ville n'a pas fait davantage ce choix.

Notre seconde critique porte sur l'urbanisme. Mulhouse est une des villes où il y a le moins d'espaces verts par habitant.

Le plan de circulation améliore le trafic, mais l'on a détruit le peu de cohérence architecturale et le peu de vie urbaine qui pouvaient exister. Le carrefour de la place de l'Europe a modifié la structure urbaine. On ne sait même plus où est le centre-ville. Mulhouse est une ville conçue uniquement pour l'automobile.

— Qu'est-ce que vous préconisez ?

— Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de réflexion en matière d'urbanisme, quartier par quartier. Or, ceux-ci ont leur propre originalité avec laquelle il faut composer. De même, il y a peu de rues piétonnes.

Il faut donc qu'il y ait une véritable politique de quartier, utiliser leur passé, reconquérir l'espace. Il y a, près de la gare, des canaux dont on peut faire un espace agréable. C'est un exemple. On pourrait également prendre celui de l'ancienne cité ouvrière... Mulhouse n'est pas une ville figée, ce n'est pas une ville monument. On peut rectifier bien des erreurs.

Mais je n'en ai pas terminé avec les critiques. Le quartier le plus populaire de Mulhouse, qui a subi l'urbanisation des années soixante, s'est transformé par endroits en ghettos où la population immigrée atteint 70 %. On ne peut pas dire non plus qu'il y ait eu une véritable politique du logement social. N'y a-t-il pas une autre politique à mener que la Zup ? Autre chose à imaginer. Faire de la réhabilitation. La municipalité a été trop timide.

— Quelles sont les grandes lignes du programme de la gauche à Mulhouse ?

— Précisons d'abord comment nous comptons nous y prendre. Il y a, c'est vrai, une certaine information faite actuellement, au cours de « carrefours »...

Mais après coup.

Nous pensons qu'il faut déconcentrer, en créant des « mairies de quartiers », des comités de quartier qui auraient la possibilité de gérer une petite enveloppe pour de petites réalisations. Même si le conseil municipal doit conserver ses responsabilités, la création de commissions extra-municipales peut permettre une pratique de la démocratie, avant que les plans ne sortent.

En matière culturelle ? Il n'y a pas suffisamment de lieux d'expression. Le cloisonnement entre culture d'élite et culture populaire est néfaste. Il existe dans les services des personnes qui ont des idées, mais les élus n'ont pas de projets. L'association mulhousienne pour la culture, qui fait de bonnes choses, n'a pas les moyens de décloisonner la politique culturelle.

Pour le logement, je prône un contrat d'agglomération, permettant à la fois rénovation ou réhabilitation, mais aussi la création d'équipements sociaux et culturels.

L'enfant dans la ville ? C'est l'un des grands oubliés. Peu d'équipements, de halte-garderies, de loisirs, pas de piscine dans le plus grand quartier de la ville... C'est certainement un domaine où il y a beaucoup de choses à faire...

LES BANQUES SUR PLACE. DES BANQUES BIEN PLACÉES.

B.R.A. Banque Régionale de l'Ain.
B.R.O. Banque Régionale de l'Ouest.
B.S.D. Banque Scalbert Dupont.
C.I.A.L. Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine.
C.I.C. Crédit Industriel et Commercial.
C.I.N. Crédit Industriel de Normandie.
C.I.O. Crédit Industriel de l'Ouest.
S.B. Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial.
S.L. Société Lyonnaise de Banque.
S.N.V.B. Société Nancéienne de Crédit Industriel et Varin-Bernier.

groupe CIC
LE GROUPE DES BANQUES RÉGIONALES. GROUPE CIC.

CIC 2.023

Même pas d'humour !

Merci au « Quotidien de Paris » pour la publicité faite à « l'Unité » dans son numéro de samedi dernier distribué gratuitement — M. Tesson a les moyens — au grand show R.p.r. de la porte de Versailles.

A ces remerciements nous ajouterons deux observations :

1) Le P.s. n'attaque pas LA presse. Notre dessin de « une » s'en prenait à trois journaux nommément désignés qui étaient « le Journal du Dimanche », « le Figaro » et « le Quotidien » lui-même. Ces journaux, qui sont devenus des feuilles militantes au service de la droite musclée injurient à qui mieux mieux les socialistes. Mais ils ne supportent pas qu'on leur réplique. Ils finiront par apprendre qu'à donner des coups on s'expose à en recevoir.

2) « Le Quotidien » n'a pas apprécié notre dessin et trouve que nous sommes tombés « bien bas ». Comme chacun sait Philippe Tesson, Dominique Jamet et autres Stéphane Denis brillent par une élévation de pensée toute particulière. Nous espérions qu'ils avaient au moins un peu d'humour. Même pas !

comme si la division de l'opposition l'obligeait à la surenchère.

Mais sur la thérapeutique, il existe entre lui et Jean-Marie Bockel des différences fondamentales. « Faire le pari du tertiaire noble, estime le député, est une erreur dans la mesure où Mulhouse est une ville industrielle et non administrative. S'il n'y a plus d'industries à Mulhouse, les services et le tertiaire noble n'ont plus de raisons d'être. Or, depuis vingt-cinq ans, la municipalité, y compris depuis que Joseph Kliffa est maire, n'a rien fait en matière d'intervention économique. Ses services économiques ne sont pas aussi étoffés que dans d'autres villes de même importance. Il ne s'intéresse pas au comité local pour l'emploi... » Ce à quoi J. Kliffa rétorque que les dispositions légales ne permettent pas à la ville d'agir seule.

Et aujourd'hui ! Difficile de dissocier l'avenir de Mulhouse de celui de sa région... difficile de faire l'impasse sur une entente intercommunale. Mais surtout difficile de dissocier Mulhouse du tissu industriel... de l'avenir de l'industrie mécanique par exemple, dont les machines textiles subissent la concurrence japonaise, allemande... Un plan de sauvetage a été lancé avec le concours des pouvoirs publics... à suivre. Manurhin, une filiale de Matra, enregistre un infléchissement des départements machine-outil, matériel pour l'industrie alimentaire... Un plan industriel est en cours... Difficile aussi à Mulhouse de se désintéresser de l'avenir des mines de potasse (appartenant aux entreprises minières chimiques), dont les gisements s'épuisent et qui posent le problème de la diversification du bassin d'emploi, comme des problèmes fonciers et écologiques. Enfin, dernier souci des Mulhousiens : le clignotant rouge s'est allumé à l'usine textile Glück qui emploie 350 salariés. « Sans doute, une municipalité peut jouer un rôle », disent les dirigeants syndicaux...

Une nouvelle stratégie

Ici ou là, on rogne sur l'emploi, on comprime le personnel. Le comité local pour l'emploi, créé à l'instigation de Jean-Marie Bockel, réunit les différents partenaires, mais la municipalité actuelle et le conseil régional n'ont pas versé un sou pour son fonctionnement... Les représentants syndicaux se plaignent d'avoir été trop longtemps tenus à l'écart des grandes stratégies industrielles, alors que les entreprises bénéficient d'aides qui devraient, selon eux, être assorties d'un contrat social sur le développement et le maintien de l'emploi.

On le sent bien, l'avenir de l'agglomération et celui de la région Alsace passent par Mulhouse — Mulhouse « les bras » face à Strasbourg « la tête » — et passent par une nouvelle conception des moyens humains, économiques et techniques à mettre à œuvre. Dans l'optique d'une réunion du comité interministériel d'aménagement du territoire, la fédération socialiste a fait un très gros travail, détruisant le mythe d'une gauche incompétente économiquement. Nombre de ses suggestions concernant Mulhouse sont reprises dans le document du C.i.a.t. Développer des pôles de recherche en technologie nouvelle (pôle de productique, pôle de mécanique) mis au service des entreprises locales et ouvrant de nouveaux créneaux ; installer ou consolider des centres de formation avec l'Institut de recherche polytechnique de Mulhouse ou le Centre d'étude et de recherche de la mécanique textile pour diffuser les innovations ; faciliter la conversion des M.d.p.a. avec, par exemple, la création du laboratoire de recherche agro-biologique et développer le secteur textile, telles en sont les grandes lignes.

Sans doute, les questions économiques ne feront-elles pas l'objet essentiel de la campagne. Mais depuis plusieurs années, les socialistes du Haut-Rhin alertent les élus locaux sur la nécessité de revitaliser le tissu industriel. A l'époque, ils n'étaient pas entendus. Cela ne les a pas empêchés de travailler. ●

MUNICIPALES 1977		
1er tour		
P.s.	***6 705***	***17,10 %***
M.r.g.	***1 935***	***4,94 %***
Mulhouse Demain (Dr Kiensler)	***10 754***	***27,43 %***
Muller (P.s.d.)	***14 673***	***37,43 %***
Ecologistes	***5 134***	***13,10 %***
2e tour		
Kiensler	***15 428***	***44,46 %***
Muller	***19 270***	***55,53 %***
LEGISLATIVES 1978 (1)		
L.o.		***1,28 %***
U.d.p.		***0,37 %***
L.c.r.		***0,45 %***
D.c.		***7,35 %***
M.r.g.		***1,63 %***
LEGISLATIVES 78 (1er tour) (suite)		
P.s.		***21,19 %***
M.d.s.f.		***41,80 %***
		0 %
R.p.r.		***16,01 %***
Eco.		***9,5 %***
2e tour		
P.s.		***38,78 %***
Emile Muller (M.d.s.f.)		***61,21 %***
PRESIDENTIELLES 81		
1er tour		
F. Mitterrand		***24,74 %***
V. Giscard d'Estaing		***36,12 %***
G. Marchais		***7,57 %***
J. Chirac		***16,91 %***
2e tour		
V. Giscard d'Estaing		***27 703 55,29 %***
Mitterrand		***22 399 44,70 %***
LEGISLATIVES 81 (y compris quelques communes suburbaines)		
E. Muller (M.d.s.f.)		***18,85***
Divers		***1,09***
Eco.		***5,52***
A. Kiensler (U.d.f.)		***24,82***
P.c.		***4,04***
Jean-Marie Bockel (P.s.)		***34,05***
R.p.r.		***10,60***
P.s.u.		***0,98***
2e tour		
A. Kiensler (U.d.f.)		***49,60 %***
Jean-Marie Bockel (P.s.)		***50,39 %***
CANTONALES 82		
Le P.s. fait entre 24,09 % et 38,53 % des suffrages exprimés au premier tour. Au second tour entre 34 et 51,74 % des voix.		

DREUX: MADAME LE MAIRE A FAIT SES PREUVES



Viva

Françoise Gaspard (en blanc) dans une cantine scolaire de sa ville.

Exploitant la présence dans la ville d'un fort pourcentage d'immigrés, l'extrême droite tente de brouiller les cartes. Mais Françoise Gaspard reste sereine, elle a fait un parcours sans faute depuis six ans

PAR MARTINE DUCOUSSET

« D'ACCORD, c'est une femme, mais elle est bien. C'est parce qu'elle agit qu'on peut la critiquer. Ceux d'avant ne couraient pas le même risque : ils ne faisaient rien. » Installé à Dreux depuis quinze ans, le vieux monsieur connaît bien sa ville et sait de quoi il parle. Pourtant, en 1977, la victoire de la gauche aux élections municipales ne l'avait pas rendu particulièrement joyeux. Dreux à la sauce socialiste, passe encore. Mais une femme à la tête d'une grosse agglomération, avouez qu'il y avait de quoi se faire du souci. Six ans plus tard, le vieux monsieur est conquis : « Chapeau ! En mars prochain, je voterai pour elle. »

Elle, c'est Françoise Gaspard, 36 ans. Agrégée d'histoire, diplômée de Sciences Po. et de l'E.n.a., membre du bureau exécutif du P.s., députée d'Eure-et-Loir, la seule femme socialiste à tenir les rênes d'une ville de plus de 30 000 habitants. On l'attendait au tournant, d'ailleurs. Un maire en jupons, ça doit faire deux fois plus ses preuves que le collègue en complet veston. Aujourd'hui, les gens se sont habitués. Finies la suspicion et les moues dubitatives. Finis aussi les quiproquos qui faisaient s'étrangler — de rire ou de fureur, selon l'humour — Françoise Gaspard. Du genre : « Mais enfin, mademoiselle, j'ai demandé à parler au maire, pas à sa secrétaire ! » Désormais, chacun sait que la demoiselle en question est le maire de Dreux. Et chacun le sait parce qu'en l'espace de six ans Françoise Gaspard et son équipe ont vraiment fait du bon boulot. Tant et si bien que, dans

(suite en page 6)

ce cas précis, le bilan d'une gestion vous a des allures de publicité style « avant » et « après ».

Avant, les Drouais n'étaient pas gâtés. Ils avaient beau crouler sous le poids des impôts locaux, leur ville n'avait rien d'un endroit vivable. Dreux était sale, Dreux était triste : rues miteuses, souvent sans trottoirs, centre-ville asphyxié, espaces verts mangés par le béton, écoles insalubres. Pas du Zola, mais presque. Pas la misère, mais ça y ressemblait. « De plus, rien n'avait été imaginé pour les enfants et pour les jeunes, et, chose somme toute assez naturelle dans un tel contexte, la vie culturelle était pratiquement inexistante », souligne Denis Sirdey, assistant parlementaire de Françoise Gaspard qui se partage, pour cause de préparation électorale, entre Paris et Dreux. « Nous avons dû mettre les bouchées doubles pour venir à bout de l'héritage du passé, et construire une ville agréable et accueillante. » Exploit d'autant plus méritoire que le maire précédent — un sieur Cauchon dont le fils est candidat cette année sur une liste U.d.f. — n'avait pas hésité à forcer les emprunts, que la dette ainsi contractée était considérable et qu'il fallait malheureusement faire, et faire bien, avec.

MUNICIPALES 1977 1er TOUR		
Gauche		***5 757***
Droite		***4 753***
LEGISLATIVES 1978 1er TOUR		
P.s.		***19 120***
R.p.r.		***16 009***
U.d.f.		***14 865***
P.c.		***10 008***
2e TOUR		
Gauche		***34 909***
Droite		***33 264***
PRESIDENTIELLES 1er TOUR		
Giscard		***3 579***
Mitterrand		***3 390***
Chirac		***1 851***
Marchais		***1 536***
2e TOUR		
Mitterrand	***6 598***	***52,24 %***
Giscard	***6 031***	***47,75 %***
LEGISLATIVES 1981 1er TOUR		
P.s.		***24 739***
R.p.r.		***22 024***
U.d.f.		***6 808***
P.c.		***5 318***
2e TOUR		
Gauche		***57,7 %***
Droite		***44,3 %***



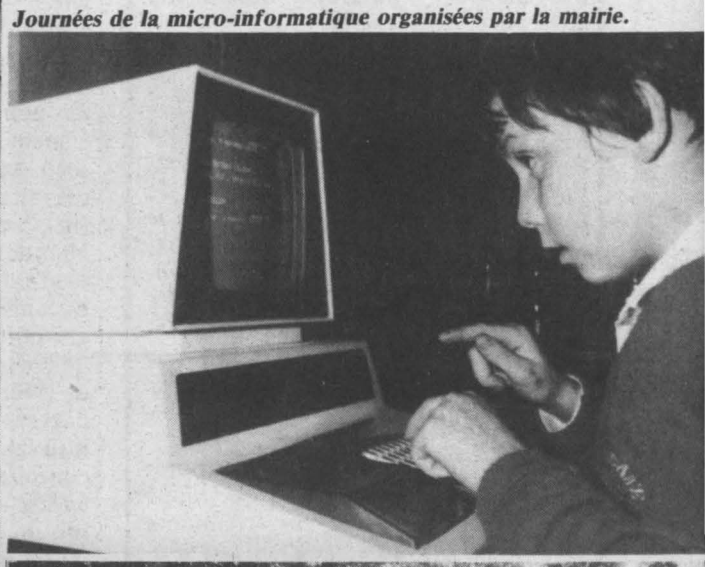
Quartier rénové du Lièvre d'Or.

Pas facile. Mais les nouveaux occupants de la mairie drouaise ont hardiment retroussé leurs manches. Avec, tout au cours de ces années, une priorité : réduire les inégalités dans la ville. Un objectif constant qui se profile derrière chaque action depuis 1977, et qui en résume parfaitement bien le sens. Oh, bien sûr, Françoise Gaspard et ses adjoints ne comptaient pas à eux tout seuls résoudre un problème qui agite le monde depuis fort longtemps. Leur but, tout simplement : faire que les plus défavorisés le soient un peu moins. « Les plus défavorisés, c'est au sens large », reprend Denis Sirdey. « Aussi bien les chômeurs que les personnes âgées, aussi bien les smicards que les handicapés, aussi bien les enfants qui n'avaient rien pour jouer que les femmes travaillant au dehors et ne pouvant bénéficier du service d'une crèche. » Beaucoup de monde finalement, et donc beaucoup d'énergie — et d'argent — à dépenser pour que les Drouais ne se contentent plus d'habiter leur ville, mais apprennent à y vivre bien.

L'argent, c'est ce qui manque le plus, surtout en période de crise. Malgré son désir, Françoise Gaspard n'a pu réaliser de miracle : la fiscalité locale à Dreux est toujours ce qu'elle était, même si les impôts, depuis trois ans, augmentent moins vite que l'inflation. Et puis, n'oublions pas qu'en pleine ère giscardienne une mairie à couleur socialiste n'avait pas grand-chose à attendre des pouvoirs publics. Sinon des bâtons dans les roues. Alors, ces impôts, impossible d'y couper. Mais après tout, ça en valait — et ça en vaut — toujours la peine.

Première étape du changement façon Françoise Gaspard : l'aménagement et l'embellissement d'une ville jusqu'alors embarquée dans un laisser-aller suicidaire. En 1977, sur 92 kilomètres de rues, 60 étaient sans trottoirs, sans assainissement. Le programme lancé voilà six ans a déjà permis de remettre à neuf plus de 25 kilomètres de voies désormais praticables aisément. En 1977, les nombreux H.l.m. qui ceinturent le centre ville n'avaient de logement que le nom : une flopée d'immeubles laissés à l'abandon, des murs grisâtres incapables de retenir le soleil, et des espaces verts boueux à ne pas mettre un chien dessus. Dès 1980 — parce qu'avant la droite, archi-présente à la direction de l'Office H.l.m., bloquait toute initiative —, la municipalité s'attaquait à l'ouvrage. Ainsi dans le quartier du Lièvre d'Or, près de 600 logements ont été améliorés, et rendus réellement habitables. Puis, grâce à la commission nationale de développement des quartiers, plus connue sous le nom de « commission Dubedout », Dreux obtenait en février 1982 le statut de ville prioritaire pour des opérations de réhabilitation des quartiers défavorisés. Un feu vert qui n'est pas tombé dans l'oreille d'une sourde : très vite, le quartier Proud'homme, quartier pour le moins défavorisé, faisait dans le rajeunissement. Une cure de jouvence qui touche aujourd'hui 159 logements,

Journées de la micro-informatique organisées par la mairie.

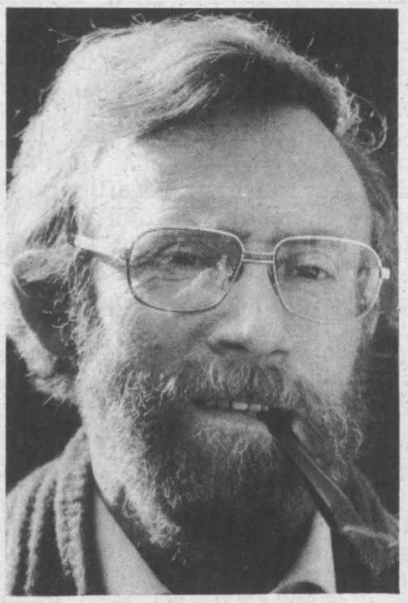




Fête au centre aéré municipal de Comteville.

DIPAPACÉQUOI

Missiles de croisière



par Piem

L'ENFANT s'était assis près d'un hublot, les yeux remplis de rêves ; il s'apprêtait à vivre sa première croisière touristique à bord d'un missile de croisière.

En effet une agence de voyage avait décidé d'utiliser à des fins pacifiques les fusées meurtrières que les hommes avaient disséminées de par le monde. Une espèce de Trigano racheta pour moins que rien ces objets inutiles et transforma les SS 20, les Pershing, les Cruisers en cargos de vols vacances.

On était bien loin de cette période trouble des années quatre-vingt où l'idée même d'un vol de missiles lancés par une main assassine faisait frémir l'univers. Les fusées n'avaient jamais quitté le sol et leurs carcasses rouillées pourrissaient au soleil.

Plus personne n'en voulait. Face à ce gâchis, la France, encore elle, la première, réagit. Elle avait d'ailleurs prévu dans son infinie sagesse un ministère pour faire face à ce genre de situation : le ministère du Temps libre. La force de dissuasion devint la force de distraction. Un homme d'affaire avisé fit le reste.

L'enfant avait attaché sa ceinture sous l'œil protecteur d'une hôtesse diplômée du centre nucléaire de Saclay. Alléché par les dépliants publicitaires qui annonçaient en noir et en couleur « Cent fois mieux qu'Hiroshima et Nagasaki », un contingent de touristes japonais occupait les trois quarts du missile.

Les curieux petits hommes jaunes à l'appétit féroce avaient dévoré les photos du voyage où l'on voyait ruines sur ruines et campagne dévastée, Poitiers éventré et océans asséchés. C'était mieux que les girls du Lido.

Or donc l'enfant attendait le départ. Il connaissait par cœur le programme des réjouissances. A l'instant où le directeur de l'agence de tourisme appuiera sur le fameux bouton, son missile de croisière touristique s'arrachera du plateau d'Albion-Charles-de-Gaulle ; au même instant, dans chaque succursale étrangère, un directeur fera le même geste et le ciel se remplira de têtes chercheuses de plaisir.

Le compte à rebours arrivait à son terme. A bord du missile l'enfant ferma le yeux. Un bruit terrifiant emplit la carlingue et la fusée prit son vol.

Il en fut de même à Moscou et Washington, à Jérusalem et Johannesburg, Londres et Tripoli.

La lumière du soleil fut voilée tant le ciel était couvert de missiles. Les Pershing côtoyaient les SS 20. A bord on sablait le champagne en pinçant quelques fesses par force d'habitude. Ces fusées de mort devenaient des fusées d'amour.

La terreur atomique était vaincue.

Lorsque chacune des fusées atteignit le but qui lui avait été fixé, ce fut l'immense explosion de joie qui est encore gravée dans la mémoire de tous les extra-terrestres.

Le dépliant touristique n'avait pas menti. L'enfant était aux anges. Ceux-ci l'entouraient, jouant de luth et du pipeau, battant des ailes en cadence.

Des milliers d'étoiles scintillaient autour d'eux.

C'est la vie.

avec plusieurs autres à suivre. Et non seulement la réhabilitation se fait, mais elle se fait aussi avec concertation.

« Les gens donnent leur avis, expliquent quels travaux leur semblent essentiels », souligne Françoise Gaspart. En cas de litige, Madame le maire tranche. Parce qu'il faut bien quelqu'un pour le faire. « Mais en règle générale, les gens prennent leurs responsabilités : ils suggèrent, ils proposent. Et lorsqu'ils parviennent à se mettre d'accord, ils décident. » Bel exemple de démocratie locale, qui transparaît aussi dans les nombreux comités de quartier fort actifs depuis 1977, et dans les sessions publiques du Conseil municipal, qui attirent en moyenne, à chaque réunion, quelque 200 habitants, 200 admirateurs, questionneurs ou contradicteurs qui applaudissent, interrogent ou interpellent. Mais 200 citoyens qui s'intéressent au sort de leur ville, et sortent pour une fois de la léthargie dans laquelle ils sont habituellement confinés.

Aménagement des « plateaux » — l'empire du béton —, mais aussi du centre ville, engorgé depuis longtemps. La municipalité a mis en place un plan de circulation, un plan tracé au cœur de la ville, et qui fait la part belle aux voies piétonnières. « L'enfer de Dante », affirment certains. Mais c'est qu'ils n'ont pas compris. Suivre la flèche, c'est simple, non ? En 1980, 12 000 bagnoles traversaient chaque jour la Grande Rue. Aujourd'hui, on peut s'y balader tranquille, tout comme dans la rue de Rotrou, la rue de Flandres, ou la rue Porte Chartraine. Quand on aime la vie, on se déplace à pied. Hormis les fanas du quatre roues, nombreux sont les Drouais qu'enthousiasme aujourd'hui leur centre ville piétonnier. Même les commerçants ont fini de bouder, c'est dire !

Transformer une ville, c'est bien. La rendre pourvoyeuse d'emplois, c'est mieux. Tâche plutôt ardue à l'échelon local. C'est pourquoi Françoise Gaspard a préféré se polariser sur une mini-région, en lançant dès 1978 l'idée d'un comité de bassin d'emploi. But de l'opération : associer, dans un même effort de promotion de la ville de Dreux, chefs d'entreprise et syndicats ; obtenir de la région et de l'Etat des aides exceptionnelles afin de favoriser certaines opérations économiques et développer la formation professionnelle, enfin susciter dans le domaine de la mécanique ou du bâtiment des regroupements entre entreprises pour conquérir des marchés. Le résultat est prometteur : 5 entreprises — avec 32 emplois — ont vu le jour, des stages de formation professionnelle ont été créés, et le salon micro-informatique de décembre dernier a remporté un franc succès. La crise n'en est pas résolue pour autant, surtout dans une ville qui compte 54 % de jeunes de moins de vingt-quatre ans dans sa population. Mais c'est toujours ça de pris, ce sont toujours quelques emplois disponibles et bienvenus.

A l'actif encore de la mairie : le travail accompli en direction des enfants et des jeunes, avec notamment la création de centres de loisirs, le développement de l'école municipale de musique et la revalorisation de l'éducation sportive. Les tout petits — et leurs mères — n'ont pas été oubliés : plusieurs crèches et halte-garderies fonctionnent aujourd'hui à Dreux. En fait, personne n'a été oublié : ni les personnes âgées, qui disposent désormais d'un certain nombre de services à domicile, ni les handicapés dont les déplacements ont été facilités — en 1977, il n'existait même pas d'accès handicapés pour entrer à l'hôpital ! Pas de doute : le bilan est positif et Françoise Gaspard est un bon maire. « Les Drouais ont des dizaines de preuves de sa bonne gestion. Ici, le vote sera peut-être moins politique qu'ailleurs », estime Denis Sirdey.

« Ce qui ne signifie pourtant pas que Françoise sera réélue dans un fauteuil. » Parce que le hic, à Dreux, ce sont les immigrés. Des immigrés qui représentent 20 % de la population et dont certains habitants supportent très mal la proximité. Alors, bien évidemment, la droite a découvert là un merveilleux argument électoral dont elle use et abuse avec délectation. La droite et l'extrême-droite, qui mènent d'ailleurs bataille commune pour les municipales. Front national-R.p.r., même combat. Jean-Pierre Stirbois, le bras droit de Le Pen, — qui déclarait voici peu : « Immigrés de la Méditerranée, retournez à vos gourbis » — ne figure pas en tête de liste, mais c'est tout comme. La chose n'a pas plu du tout à l'U.d.f., qui a donc retiré ses billes et formé une liste à part, menée par le fils Cauchon. Une division qui peut servir la gauche. « Mais attention, rien n'est jamais joué », souligne, prudente, Françoise Gaspard. « Le Front national a réussi un score impressionnant aux dernières cantonales : 12 % des voix. Il peut très bien, non pas gagner, mais brouiller les cartes. » Méfiance, donc. Mais une méfiance teintée d'espoir. Sauf surprise de taille, Françoise Gaspard devrait, en mars prochain, rempiler pour six ans. ●



La bonne image du P.s.

Nous évoquions la semaine dernière un certain nombre d'études et de sondages qui, contrairement à ce que voudrait faire croire la droite, n'indiquent nullement que la victoire de celle-ci est acquise aux municipales. Les enquêtes Ipsos publiées cette semaine par « le Point » sur Saint-Etienne, Marseille et Grenoble confirment que la gauche est au contraire en très bonne position pour l'emporter.

Mais il est un autre aspect de ces enquêtes, comme des précédentes, qui mérite d'être souligné, ce que personne n'a fait jusqu'à présent : c'est la très bonne image que le Parti socialiste conserve dans l'opinion. Il est la seule des grandes formations politiques à avoir partout un solde largement positif d'opinions favorables. A Metz : 51 % de bonnes opinions contre 37 de mauvaises ; à Reims : 52 contre 36 ; à Cambrai : 47 contre 31 ; à Strasbourg : 44 contre 37 ; à Lyon : 50 contre 43 ; à Saint-Etienne : 62 contre 26 ; à Grenoble : 61 contre 29 ; à Marseille : 54 contre 37.

Le bruit et la fureur entretenus par les deux partis de l'opposition ne doivent pas faire oublier que dans la plupart de ces villes les Français ont d'eux une image nettement négative. Dans les états-majors du R.p.r. et de l'U.d.f., au-delà des rodomontades, on sait d'ailleurs fort bien que la partie n'est pas gagnée.

Pétrole : une mauvaise nouvelle pour tout le monde

ET si le prix du brut baissait ? Réponse des spécialistes : « Ce serait grave ! » Etrange économie où la hausse du pétrole fut présentée comme une catastrophe et où une éventuelle baisse fait également frémir. La nouvelle n'est pourtant pas surprenante : dimanche, à Genève, les ministres du pétrole de l'Opep ne sont pas parvenus à un accord. Et chacun d'eux est reparti en espérant que du côté des prix ou des quantités produites, il ferait mieux que son voisin.

Depuis de longs mois, la crise couvait. Car, si en 1979 l'Opep produisait 31 millions de barils par jour, la production actuelle n'est plus que de 17,5 millions de barils par jour. Une chute de près de 50 %. C'est qu'entretemps la crise, avec une baisse de consommation énergétique, l'émergence de nouveaux producteurs (en particulier la Grande-Bretagne et le Mexique) et la politique d'économies d'énergie pratiquées par les pays industrialisés sont venues réduire le marché. Ce qui signifiait une réduction équivalente des ressources pour les pays producteurs. D'autant que du côté des prix les 34 dollars « officiels » ont souvent été oubliés. Car bon nombre de pays, les plus endettés, ceux à populations nombreuses, ont des besoins financiers à la hauteur... des rêves qu'ils firent il y a quelques années.

Pour le Vénezuela qui doit rembourser 20 milliards de dollars en 1983, ou pour le Nigéria qui ne doit « que » 5 milliards toute baisse de ressources est dramatique. Mais elle l'est pour tous les autres : l'Irak et l'Iran qui sont en guerre, l'Algérie ou la Libye qui ont planifié leur développement.

Quantité et prix à la baisse, il ne restait à l'Opep que tenter de mettre d'accord les divers partenaires sur la part de chacun et les prix de chacun. Car tous les pétroles selon leur localisation et leur qualité n'ont pas le même prix. Or les « égoïsmes nationaux » ne pouvaient pas ne pas peser. A Genève le non-accord est venu rappeler que l'Opep, pas plus que d'autres associations de ce type, n'avait les moyens de résister à la crise.

Mais les conséquences d'une baisse du brut sur les autres économies ne seront pas forcément bénéfiques. Loin de là. Tout d'abord selon l'évolution du dollar, les Etats-Unis seront les seuls bénéficiaires d'une éventuelle chute des prix. Et pour peu que le dollar augmente — et toute perturbation internationale ne peut que lui faire dépasser chaque mois les « records historiques » précédents — la « baisse » exprimée en dollars équivaudra à une hausse dès que les prix seront exprimés en francs, en marks ou en yens. Il en sera de même pour les pays producteurs : ils recevront un peu moins de dollars, mais leurs dettes exprimées en monnaie américaine ne baisseront pas, elles. Conséquence prévisible, les pays membre de l'Opep achèteront un peu moins. Un peu moins de produits manufacturés, tirant ainsi vers le bas la production industrielle des pays développés.

Autre conséquence prévisible : si une baisse sensible devait intervenir, les énergies de substitution seraient un peu moins compétitives. Ce qui signifie qu'ici et là bien des efforts — de recherche et d'industrialisation — seront annulés.

A court terme le prix du brut a quelque chance de varier. L'Arabie Saoudite pourrait être tentée de « casser les prix » pour amener les autres membres de l'Opep à un accord. Reste à mesurer si la menace — une chute légère — suffira.

Dans une économie relativement désorganisée, l'échec de la conférence de l'Opep n'est pas une bonne nouvelle.

Certes il faut relativiser les conséquences de cette désunion. Mais une fois de plus la preuve est faite : l'organisation des marchés, des prix, des grands flux commerciaux est une pratique souhaitable. Tout comme une relance concertée pratiquée par les pays industrialisés. Cette dernière procurerait, sans même que les prix varient, des ressources supplémentaires aux pays producteurs. On n'en est pas. Et la spirale descendante risque de peser lourd. Il serait nécessaire que les « libéraux » le comprennent.

G.P.

Ni "Tintin au Congo" ni "l'Etat sauvage"... le message d'un peuple ami

Accompagnant le président de la République au Togo, au Bénin et au Gabon Jean-Jacques Kourliandsky n'a pas vu ni entendu les mêmes clichés que les "observateurs" patentés. Il témoigne

TOGO, Bénin et Gabon ont été successivement visités par le président de la République du 14 au 18 janvier. La forme a pris pour beaucoup le dessus sur le fond tout au long de ce voyage. Il est vrai que les apparences, dans ces pays où Français, patrons et Blancs sont souvent synonymes, font facilement resurgir les lieux communs ; « Tintin au Congo » et « l'Etat sauvage ». François Mitterrand n'a pas échappé au regard redoutable porté par certains observateurs voyant, d'un œil, Amin Dada, et de l'autre, le bonhomme Banania. D'où cette accumulation d'images et de dépêches privilégiant le pittoresque « comique », Mitterrand vêtu à l'africaine au Bénin et le penchant « sauvage » de l'homme noir : le non-respect des droits de l'homme.

Il ne s'agit pas de nier folklore et atteintes aux droits de l'homme. Le côté « sauvage » est bien réel. Le président de la République, ayant sans doute à l'esprit le rapport d'Amnesty International, a réaffirmé clairement à Lomé comme à Cotonou et Libreville « dans le respect de la souveraineté et de l'indépendance des Etats (...) la mission particulièrement délicate mais tellement noble de la France (...), plaider partout où cela est nécessaire pour la sauvegarde des libertés individuelles et collectives ».

Le côté « choc des photos » est d'une réalité tout aussi évidente. « Je vous remercie de votre accueil, de sa chaleur, qui me paraît aller bien au-delà de ce que dicte l'hospitalité », a déclaré le premier responsable français le 14 janvier dès son arrivée au Togo. En effet, ce jour-là, la foule était au rendez-vous, dansant au rythme des percussions, la photo du président Mitterrand sur une fesse, celle d'Eyadema sur l'autre. Et quelques heures plus tard, au cours du banquet officiel offert par le président togolais, un chanteur, Dama Damawuzan, a fait reprendre en chœur par l'assistance « Chevaliers de la table ronde », image insolite qu'il n'est pas possible de passer sous silence...



Gamma

Accueil togolais.



A.f.p.

Le président de la République et Madame Mitterrand au Bénin.



A.f.p.

Inaugurant le transgabonais.

Dérapage gabonais

Mais trop c'est trop — danseurs, échassiers, groupes ont fait le spectacle mais non l'essentiel du voyage. « Tout ça on le montre souvent... chaque fois qu'il y a des visiteurs étrangers », m'a-t-il été dit très spontanément à Lomé. Ce folklore, qu'il soit gai ou « noir », a pourtant marqué les media et dérapé le lundi 17 janvier en affabulation : « Bongo adresse un sévère avertissement aux coopérants français du Gabon », le « chef de l'Etat gabonais a mis en garde les coopérants français indociles »... Quelques jours plus tard, un quotidien du matin parlera à ce sujet de « désinformation », l'incident rapporté n'ayant pas eu lieu. Rectificatif utile mais bien tardif.

Les propos du président Bongo, laissons ici le style, auraient mérité un autre sort. En adressant un avertissement aux « Français du Gabon » proches de l'opposition, non aux coopérants, comme on a pu le lire, il a voulu transmettre un message. Comme les présidents Eyadema ou Togo et Kerekou ou Bénin, il estime que rien ne doit troubler les relations avec Paris. Pas plus les amitiés anciennes, les options idéologiques que les choix politiques des résidents français. Le constat s'impose à tout observateur. La presse béninoise a célébré « l'événement » (la visite de Mitterrand) comme « un événement historique ». Pour Omar Bongo, « cette visite officielle (...) constitue (...) un événement d'importance capitale ». Quant au président togolais, il a accueilli François Mitterrand en le citant, citation par ailleurs répétée sur calicots et banderoles : « Aider le tiers monde c'est s'aider soi-même. » A cette qualité de l'accueil a répondu une même chaleur : « Vous recevez le messager d'un peuple ami. » Et c'est là le grand enseignement de ce voyage.

La France a besoin de l'Afrique, l'Afrique a besoin de la France. Politiquement, économiquement, le cartiérisme conduirait la France à perdre son rang et son poids dans le monde. L'Afrique constitue, pour Paris, une zone d'importants échanges commerciaux et de marchés privilégiés pour ses entreprises. Spie-Batignolles, les grands travaux de Marseille, Compenon Bernard, etc. participent à la construction du chemin de fer transgabonais.

De la même façon, la recherche de partenaires autres que la France ne s'avère à l'expérience pas facile, politiquement risquée et souvent peu profitable pour les pays africains. Les Japonais font du commerce et aident peu. Les Soviétiques, techniquement peu fiables, ne se mêlent pas à la population. Américains et Cubains ne parlent pas et ne pensent pas français. Seuls les Chinois... mais leurs moyens sont limités. Le baromètre de la vox populi qui est aussi celui des étudiants, des militaires et des responsables reflétant cette prise de conscience s'est d'autant plus élevé pour fêter le président français que la France, ces derniers mois, paraissait lentement mais sûrement s'éloigner.

Le discours tenu par le président Mitterrand dans les trois capitales a rassuré : « Ce continent, vous le savez, occupe une place privilégiée dans les orientations de politique et de coopération françaises. C'est un sentiment très fort et profondément partagé par mes concitoyens qu'entre la France et l'Afrique et plus particulièrement encore l'Afrique noire (...) existe une évidente conjonction d'intérêt, une naturelle communauté de destin et même de culture. »

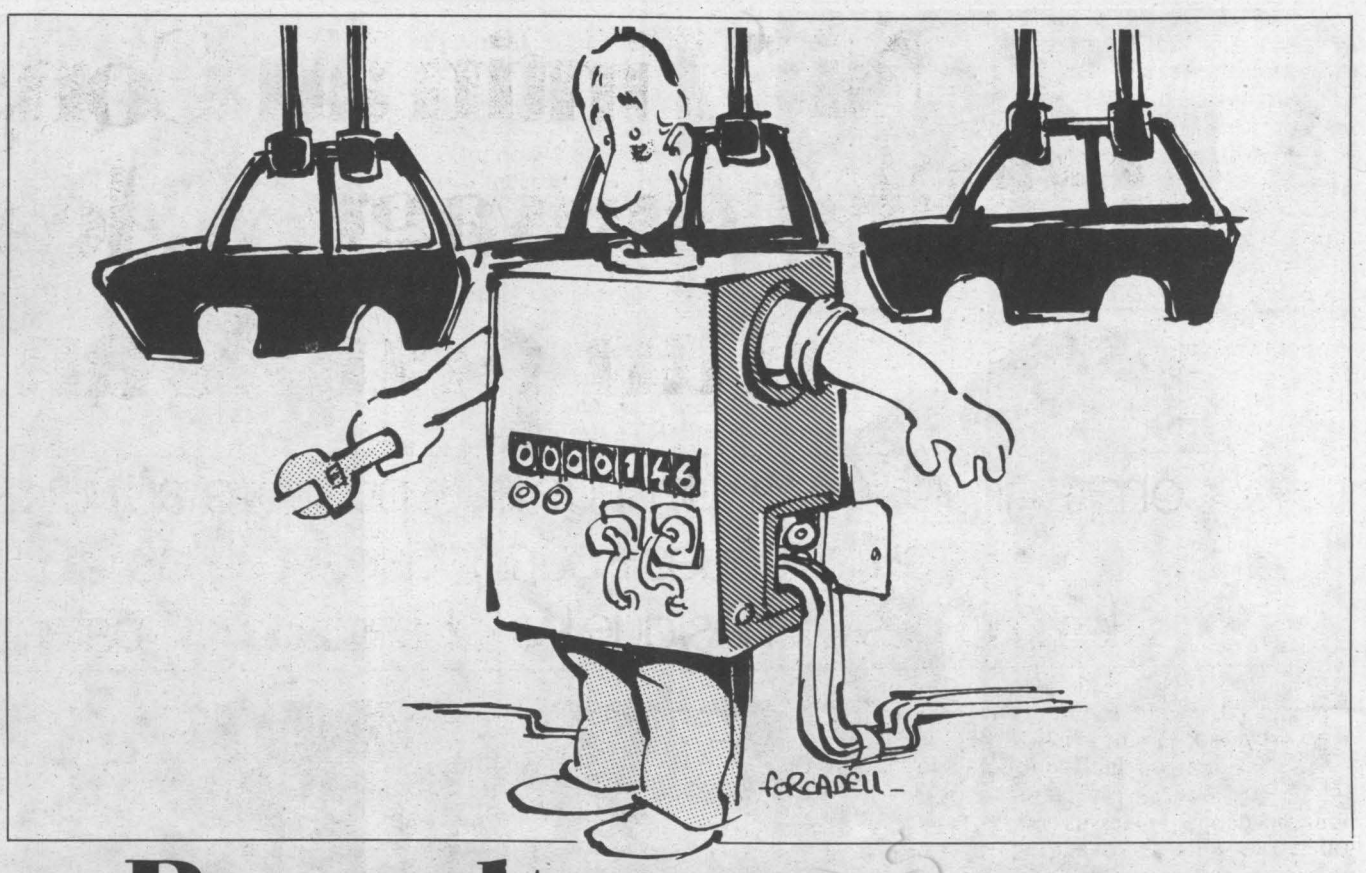
Propos d'autant mieux reçus que pour la première fois depuis bien longtemps l'affinité culturelle s'accompagne d'une définition globale du nécessaire compromis entre pays industrialisés et nations en voie de développement. « Plus que jamais (...) je crois profondément que l'une des solutions à apporter à la crise qui nous frappe, c'est précisément de restituer aux termes de l'échange leur valeur et leur force (...) plutôt que de redistribuer des aides insuffisantes (...) pour compenser de trop grandes misères, mieux vaudrait procéder autrement (...) acheter les matières du tiers monde à leur prix ».

Mais cela est une autre histoire, très loin de la politique spectacle coutumière à nos latitudes. Pourtant au-delà de tous les clivages idéologiques, le défi du développement est le seul qui importe vraiment à l'Afrique. C'est sans doute pourquoi le message porté par le président français a été écouté avec autant d'attention à Lomé, Cotonou et Libreville, à défaut de l'avoir été à Paris. ●

Pascal Lebrun



Bernard Hanon, p.-d.g. de la Régie.



Renault: les rustines ne suffisent plus

Pour que la Régie soit de nouveau en bon état de marche, il faudrait tout mettre à plat. Mais par quel bout commencer ?

PAR CLAUDE JADOUL

FAUT-IL raser Flins et Billancourt ? Provocatrice, absurde, cette question, des militants syndicalistes se la posent, dans l'absolu, bien sûr. Et avec une pointe de désenchantement. Là-dessus, direction de la Régie et centrales syndicales sont d'accord : il est de plus en plus difficile de « gérer » les contradictions sociales internes de la « boîte ».

« Tout le monde vit dans les contradictions », lâche François Chateau, membre C.f.d.t. du comité central d'établissement.

Contradictions entre Flins, Cléon, Le Mans et Billancourt ; contradictions entre cégétistes et cédétistes ; contradictions à l'intérieur surtout de la C.f.d.t. majoritaire à Flins ; contradictions dans la politique du personnel menée par l'entreprise depuis vingt ans. Et l'aspect salarial n'est que la pointe émergée... L'iceberg des contradictions plonge profond, par strates successives. « La gauche hérite d'un dossier pourri », m'explique un militant. Renault, phare « social » des luttes syndicales, bastion avancé s'il en est, vit au rythme des grèves-bouchons avec une sorte de fatalisme. Dangereux. Car l'abcès est de taille : 103 000 travailleurs au total, une très forte proportion d'immigrés, des réseaux — multiples — d'intérêt. La direction de la Régie a voulu régner en divisant, en réprimant, en « copiant » Talbot et Citroën. Alors, les pots cassés sont là et bien là. A charge pour le gouvernement de gauche-patron de gérer le bébé...

Socialement, la Régie c'est un tuyau qui crève à répétition. Sitôt la rustine posée — la dernière en date chez les peintres de Billancourt — un autre conflit éclate deux ateliers plus loin, à la sellerie. Henri Krasucki n'a pas tort de proposer de « mettre à plat » l'ensemble du problème. Mais par quel bout commencer ? Par les immigrés, par les classifications, par les primes, etc. ?

La grève des peintres, de l'électrolyse et du centre-livreur de Flins, le lock-out de 11 000 travailleurs (mesure rapportée), la mauvaise humeur latente dans l'ensemble des usines, oui tout cela « remet à l'avant-scène le type d'organisation du travail, le Taylorisme, les conditions de travail, les qualifications », comme l'écrit Bernard Poirier, de la C.f.d.t. Une question simple. Sur quelles revendications se battent les travailleurs ? Des sous, oui bien sûr. La direction de la Régie voudrait bien restreindre les conflits en cours à cette seule question. C'est sa méthode depuis dix ans, au coup par coup.

Mais quand on gratte, quand on interroge on débouche dans le diffus. « J'ai interrogé plusieurs gars de la sellerie de Billancourt, commente un militant C.f.d.t., eh bien, j'ai fini par comprendre qu'ils étaient inquiets pour l'avenir. » Billancourt devra être aménagé, robotisé ou automatisé pour accueillir le nouveau modèle que la Régie doit — impérativement — sortir. Et, là-dessus, c'est le black-out...

Et les immigrés sont aussi inquiets que les Français.

Nouveau. Une problématique redoutable pour la direction. Côté gestion du personnel, la recette c'était, grosso modo, «avec les immigrés pas d'histoires ». « Turn over » garanti. En 1983, ce n'est plus pareil. Les travailleurs immigrés veulent faire carrière, progresser, sauter les échelons, quitter le carcan de l'O.s. pour devenir « professionnel ». « L'arrivée de la gauche au pouvoir a desserré l'étau », explique Daniel Richter, le permanent C.f.d.t. de Flins. « Le discours sur les libertés est « passé » chez les immigrés. » Ceux-ci s'expriment. Normal.

Le langage des peintres de Flins est dur, très dur. Et le malaise est profond. A 170, ils bloquent une usine de 18 000 travailleurs. Et les immigrés de la peinture sont conscients de leur force neuve. Trois semaines de grève déjà, et un moral intact.

« La direction joue le pourrissement ; elle veut d'abord régler le cas de Billancourt. Nous, on veut être reçus. » Têtus, les peintres. Et pas question de négocier à Flins sur base de la prime arrachée par les peintres de Billancourt. « Nous, on ne veut pas des primes différenciées, on divise les travailleurs. Ceux de Billancourt ont accepté 155 francs par mois. C'est trop peu pour nous, nous en revendiquons 300. » Mais on s'accorderait aux alentours de 200 francs.

« On est dans une discussion de marchand de tapis, affirme Daniel Richter. La pédagogie de négociation de la direction est mauvaise. » Facile à comprendre : plus la grève se prolonge, « plus les travailleurs trouvent que la somme proposée est ridicule ». Les immigrés vivent petitement, en foyer, pas de gros besoins, pas de famille sur place. Et, le soir, le ton monte dans les foyers de Flins. Des leaders apparaissent. Et même des slogans surprenants dans une grève : « Allah est grand. » Une contradiction de plus.

A vrai dire, la proposition du p.-d.g. de l'entreprise, Bernard Hanon, de réunir des commissions paritaires par usine n'a pas bouleversé les grévistes. « Il faudrait un pari social plus considérable pour débloquer la situation », pense Richter. Un permanent bien seul. Classé à la gauche de la C.f.d.t., il ne fait pas l'unanimité dans sa confédération. Et la C.g.t. — minoritaire — attend les élections pour le comité d'établissement (en février)... et compte les points. La centrale de Krasucki espère secrètement reprendre la majorité à Flins. Sa récente — et large — victoire à Billancourt la met en bonne position. « Avec une C.g.t. forte, on règle vite les problèmes. » Le langage de Krasucki, répercuté par les délégués C.g.t. de Flins, ne laisse pas les peintres indifférents.

François Mitterrand a convoqué mardi matin Bernard Hanon, en présence de Pierre Mauroy. La Régie a mis de l'eau dans son vin et a — sensiblement — assoupli sa position.

Alors qu'il était question de lock-out à Billancourt, Bernard Hanon a décidé de rappeler les 11 000 travailleurs de Flins en chômage technique. Avec une indemnisation de 70 %. « C'est un coup de poker, pense Richter, car il y a des contentieux entre la Régie et les lock-outés. » Et, « un conflit risque de repartir ailleurs », estime-t-il. Avec les mêmes effets « bouchon ».

André Sainjon, le « patron » des métallos C.g.t. se pose en homme responsable devant le « gâchis ». Pour lui, il faut sortir la Régie du dilemme, « l'homme, esclave de la machine ». Et définir une politique sociale Renault « qui tienne compte de l'évolution technologique, des applications au niveau de la productivité et d'une nouvelle formation des travailleurs ». « Il faut, dit-il, prendre cette question à bras-le-corps. Mais c'est avec la Régie qu'il faut négocier, pas avec l'U.i.m.m., le syndicat patronal. » Renault doit conserver son caractère de locomotive sociale. ●

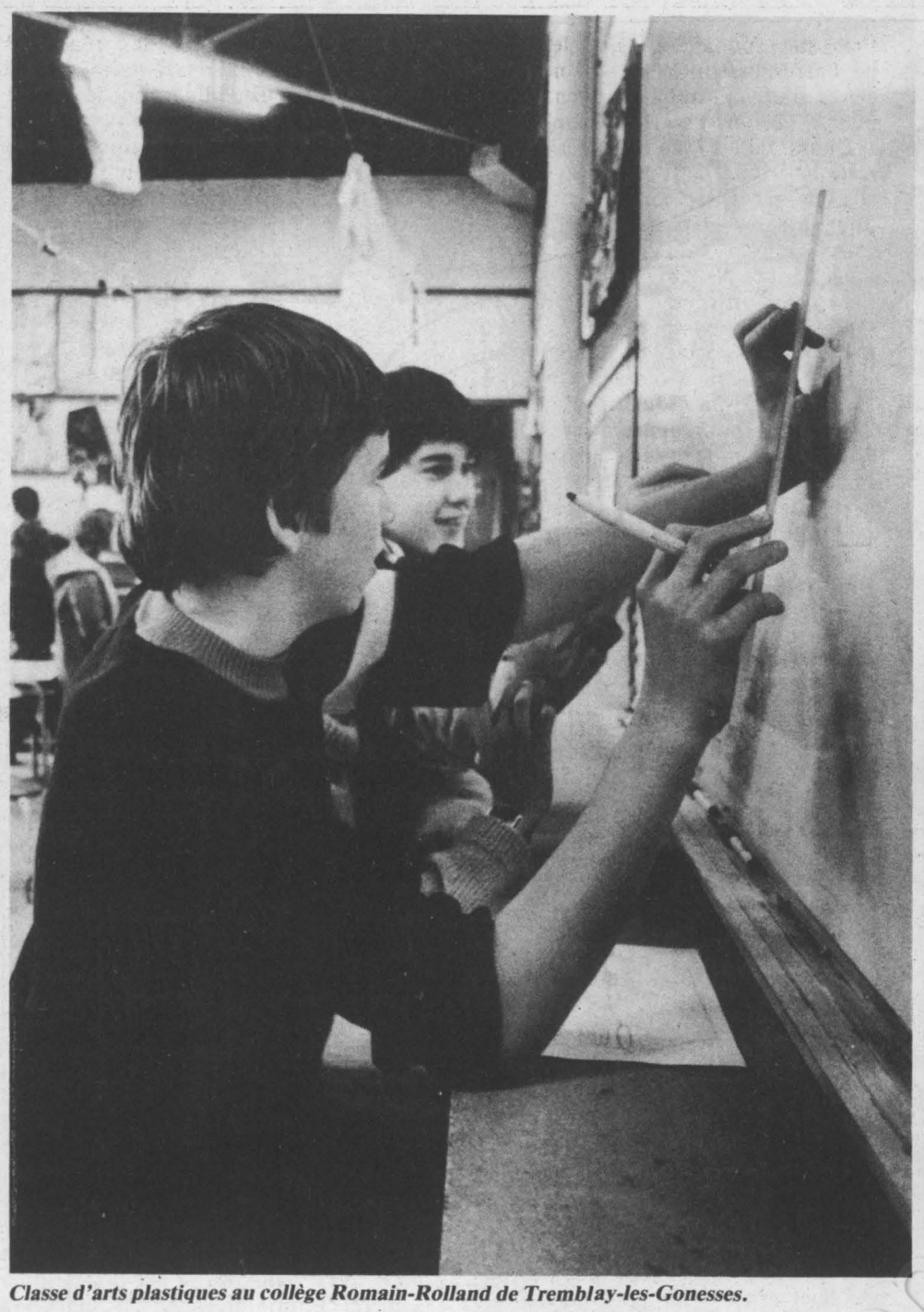
A l'occasion de son 500e numéro (qui vous apportera d'autres surprises) « L'UNITE » offre à ses lecteurs une soirée de théâtre

Les lecteurs de « l'Unité » sont en effet invités à la répétition générale de la nouvelle pièce de Roger Hanin :

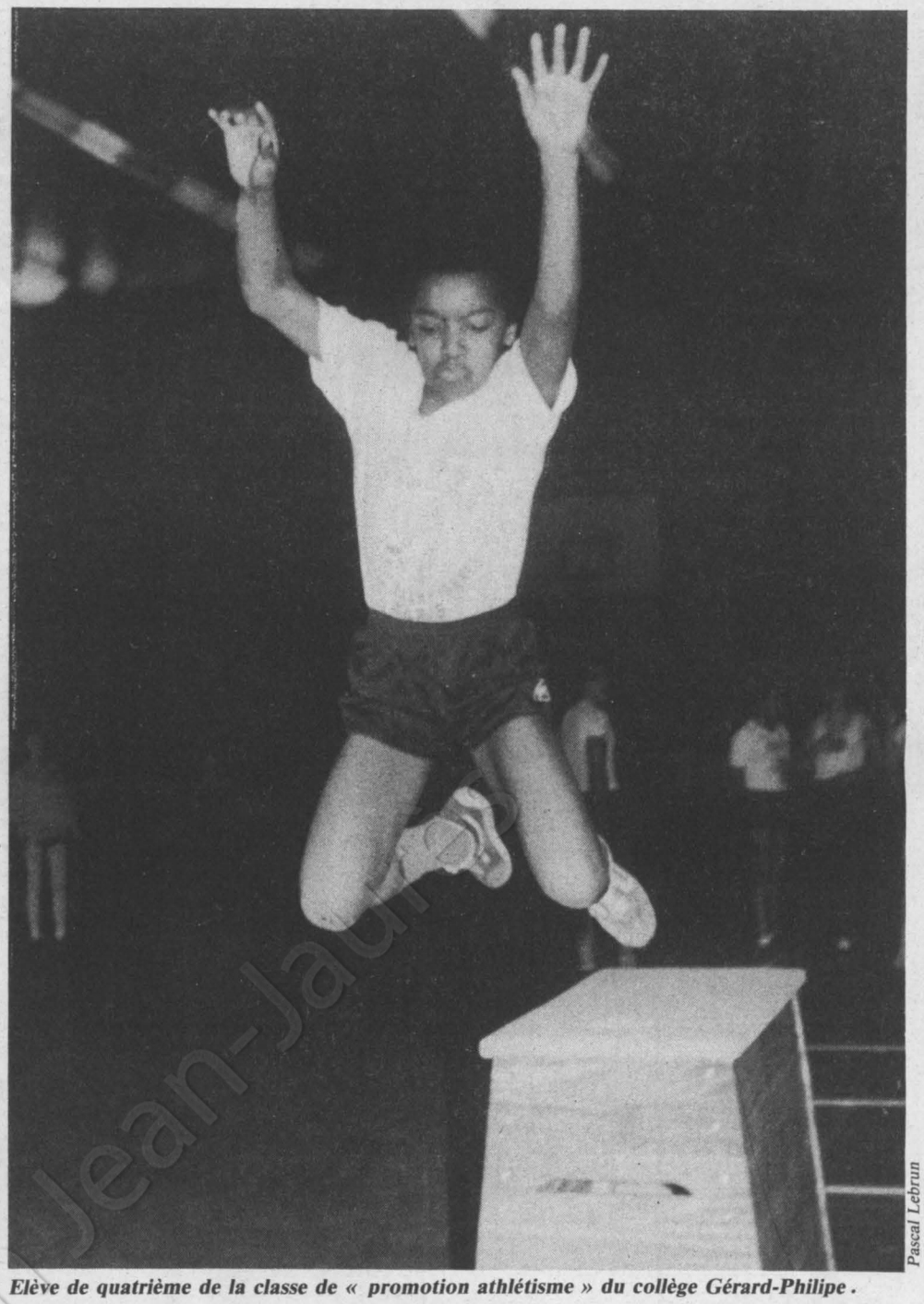
« Argent, mon bel amour », le lundi 7 février à 20 h 30, au Théâtre Daunou, 7, rue Daunou - 75002 - Paris.

Mise en scène de Roger Hanin, avec Corinne Marchand, Mony Dalmès, Roger Dumas, Gérard Darmon, Jean-Pierre Bacri. Décors de André Levasseur.

Vous pourrez retenir vos places en passant au théâtre, muni de ce numéro de « l'Unité », le vendredi 4 ou le samedi 5 février, de 12 heures à 17 heures.



Classe d'arts plastiques au collège Romain-Rolland de Tremblay-les-Gonesses.



Pascal Lebrun

Elève de quatrième de la classe de « promotion athlétisme » du collège Gérard-Philipe .

LES MAL AIMES DE L'EDUCATION NATIONALE

Le rapport Legrand milite pour un rééquilibrage en faveur des disciplines concrètes, du développement harmonieux des enfants, des rapports plus directs entre professeurs et élèves... bref il est temps de réhabiliter l'enseignement artistique et l'éducation physique

Education physique: ce sont les moyens qui manquent le plus

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

FAIRE du sport quand on aime ça, pourquoi pas ? L'école française, jusqu'à présent, n'a guère donné aux fanas de l'éducation physique l'occasion d'exercer leurs talents : avec difficultés, les collèges n'assurent pas encore les trois heures prévues par semaine ; quant aux lycées ils en restent à deux heures par semaine.

Et pourtant, les enfants prêts à sacrifier du temps et de l'énergie aux disciplines sportives ne manquent pas. C'est pourquoi les élèves de quatrième du collège Gérard-Philippe, dans le XVIIIe à Paris, font figure de privilégiés : ils bénéficient de la seule classe de promotion athlétisme de la capitale ; deux autres collèges seulement en île de France offrent la même possibilité.

Un peu différente des classes sport-étude qui existent à partir de la seconde, cette classe-là offre à ses élèves une initiation poussée à toutes les disciplines. L'éducation physique et sportive (E.p.s.) est considérée comme une option et ses six heures de cours s'ajoutent au programme normal de toutes les autres 4e. « Nous avons trois séances par semaine, l'après-midi à trois heures et demi, comme en Angleterre », explique Danielle Prévostat, le professeur qui a défendu le projet auprès des différents ministères concernés. Un peu bourrue, elle dirige son cours avec énergie mais parle de ses « athlètes » avec une certaine fierté.

Pendant qu'ils s'échauffent en courant dans la salle couverte du stade, elle explique les grandes lignes de son travail. Sauts le lundi, course le mardi, lancers le jeudi, en plus des séances traditionnelles assurées au collège. « Ils sont encore très jeunes, treize, quatorze ans, la musculation doit donc être naturelle. Je dois leur ménager des temps de repos et organiser des jeux : à cet âge, ils ont encore l'esprit très ludique et il ne faut pas non plus trop les fatiguer. »

Pour cette première année d'expérience, le recrutement a été limité à l'établissement, si bien que la classe est très hétérogène, en capacités physiques comme en performances. Eric, un grand blond costaud à la barbe naissante, y côtoie Patrick, petit Noir vif et gracieux — les Noirs représentent la moitié de l'effectif — qui, malgré un talent indéniable, n'a pas encore la musculation nécessaire pour se mesurer complètement à lui. Sylvie, petite et mince, est championne de cross, alors que Suzanne, grande Noire baraquée, est spécialiste du lancer de poids. Une hétérogénéité qui pose évidemment des problèmes au professeur, au point même qu'elle souhaiterait pouvoir sélectionner ses élèves au départ sur leurs performances, comme cela se pratique en classes sport-étude.

« Il va falloir se tenir à carreau »

Les enfants, eux, ne semblent pas s'en préoccuper. D'une seule voix, ils se disent très contents de pratiquer le sport de façon intensive. « Parce qu'on aime. » « Evidemment, c'est

quelquefois fatigant, on a alors du mal à travailler après le cours, mais c'est vraiment bien », raconte Sylvie, à peine impressionnée par l'interview. L'avenir ? Ils n'ont qu'un désir, continuer. « Il va falloir se tenir à carreau pour pouvoir rester », raconte Eric qui souhaite, comme Sylvie, pouvoir entrer en seconde au lycée technique Renault, le seul à Paris qui offre des classes sport-étude. Ensuite ? Etre prof d'éducation physique ou, bien sûr, champion, « si c'est possible ». « Je fais attention à ne pas leur donner trop d'espoir », raconte Danielle Prévostat, qui pense pourtant que dix d'entre eux pourraient être plus tard de bons athlètes. Dix sur vingt-deux, ce n'est déjà pas si mal... On se prend à rêver de meilleures performances françaises dans les rencontres internationales si se multipliait ce genre de classes.

Les fédérations nationales sont évidemment conscientes de l'enjeu lorsqu'elles espèrent voir se développer ces pépinières à champions. Pour la seule classe du collège Gérard-Philipe, six élèves ont déjà été qualifiés cette année pour les championnats de France scolaires qui doivent se dérouler, ce week-end. Et Danielle Prévostat espère encore mieux de ses poulains pour les rencontres d'été.

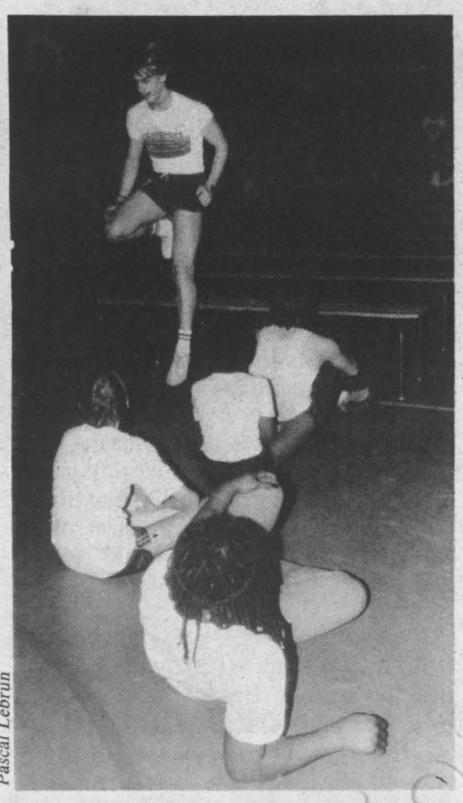
Mais former des champions n'est pas le seul intérêt de ces classes en qui de nombreux pédagogues voient une des armes de lutte contre l'échec scolaire. Ce n'est en effet pas un hasard si la seule classe parisienne de ce type a vu le jour dans une zone d'éducation prioritaire où les enfants viennent souvent de foyers désunis et de familles à revenus très modestes.

Pour mieux soutenir les enfants de cette classe, les professeurs se sont entendus pour mettre en place une sorte de tutorat : chacun d'eux suit particulièrement deux élèves — cinq pour le seul professeur d'E.p.s. — et veille à ce que les résultats scolaires ne passent pas au second plan. Ces enfants seraient dans un autre contexte traités de « difficiles », « parce qu'ils sont très remuants, très vivants et facilement agressifs les uns envers les autres ». Ce que Danielle Prévostat comprend d'autant mieux qu'un peu d'agressivité est nécessaire à la compétition sportive. Ici, ils trouvent à canaliser leur énergie. Et leur comportement s'en ressent. « Depuis le début de l'année, ils ont fait beaucoup de progrès. Même si je dois faire attention à éviter les antagonismes trop violents, ils s'entraident beaucoup dans leur travail. Et leurs parents aussi ont constaté un changement : ils sont plus gentils avec leurs frères et sœurs, ils mangent mieux. Des petites choses mais qui sont révélatrices. »

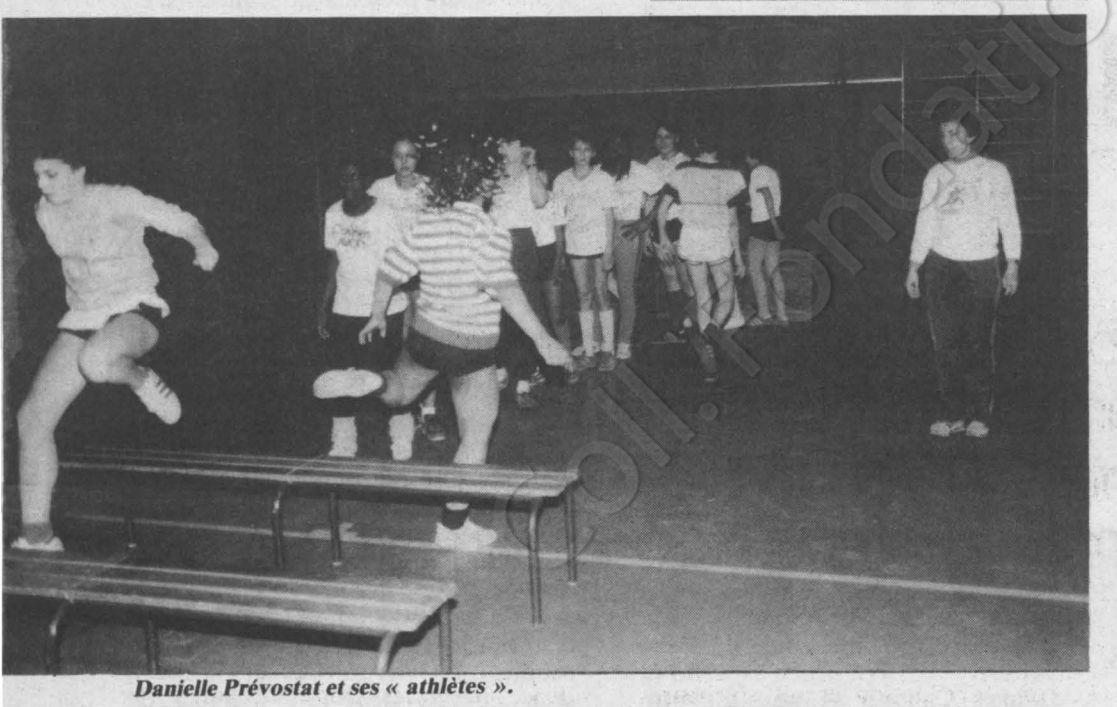
Côté scolaire, les résultats sont moins nets, du moins pour l'instant. Le début d'année a même été assez difficile. « Ils associaient mal le sport et les études, ce qui n'est guère étonnant puisque le passage en quatrième est toujours une étape délicate. » Mais une réunion entre professeurs et parents, où, fait remarquable, tous les parents sont venus, a permis de rectifier le tir. « Maintenant, ils font leurs devoirs et apprennent leurs leçons. »

« Autant d'énergie qu'eux »

A la satisfaction des parents et de leurs enfants s'ajoute celle du professeur. « Ils ont beaucoup progressé physiquement et, surtout, ils sont toujours intéressés par ce qu'ils font. Je dois même faire attention à ce qu'ils n'en fassent pas trop. » A cette motivation correspond une vitalité exceptionnelle : « Ils ne sont jamais malades. Mais attention, il faut avoir autant d'énergie qu'eux, ne pas arriver fatigué à un cours. J'ai même été étonnée de devoir rester aussi directive avec eux. »



Pascal Lebrun



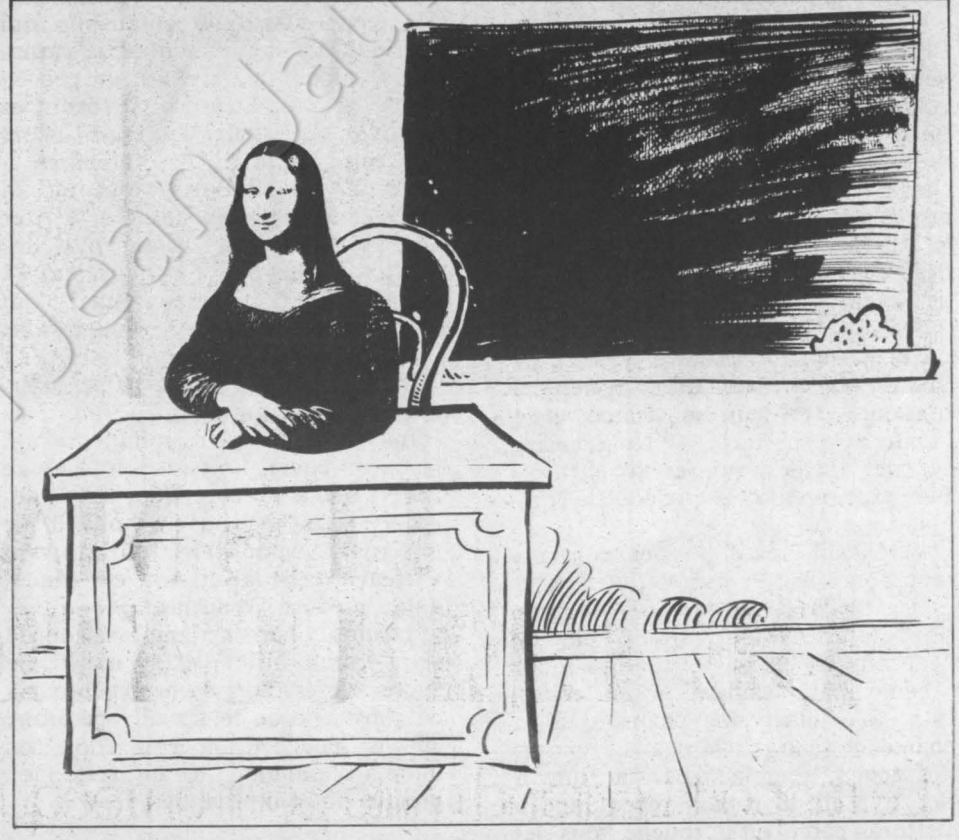
Danielle Prévostat et ses « athlètes ».

Malgré tout, l'expérience n'est pas complètement satisfaisante encore, de l'avis de Danielle Prévostat. Le terrain bourbeux en hiver, l'impossibilité de pratiquer les lancers longs, javelot et disques, qui sont interdits sur le territoire de Paris, l'absence de subvention spéciale qui permettrait d'acheter du matériel... « Nous sommes en train d'essayer d'acheter une vidéo parce que observer les défauts de ses camarades ne suffit pas pour rectifier les siens. Et, pour l'entraînement au lancer, nous avons dû confectionner nous-mêmes beaucoup de choses. » Des conditions qui ne permettent pas aux classes de rivaliser avec les clubs sportifs. Danielle Prévostat insiste d'ailleurs sur la complémentarité des deux structures. Ces élèves gardent tout de même l'avantage de pouvoir s'entraîner l'après-midi et non le soir, et Danielle Prévostat souhaiterait que les clubs de l'arrondissement lui envoient des élèves motivés, qui pourraient continuer à concourir sous leur bannière.

Quant à l'avenir de l'expérience, il reste incertain. « Nous ne savons pas si nous aurons les heures suffisantes pour assurer une autre 4e l'année prochaine : l'éducation physique manque de postes partout. » Cette préoccupation rejoint là celle de l'ensemble des professeurs d'E.p.s. Leur syndicat majoritaire, le S.n.e.p., affilié à la Fen, a d'ailleurs organisé sur ce thème une journée d'action le 27 janvier, pour sensibiliser les parents et convaincre le ministre, qu'ils doivent rencontrer le 4 février, de la nécessité de donner à l'éducation physique une place de premier plan.

Ils s'accordent d'ailleurs en cela au rapport Legrand qui fait couler tant d'encre actuellement et suscite chez les enseignants bien des réactions contradictoires. Le rééquilibrage en faveur des disciplines concrètes, le développement harmonieux des enfants, les rapports plus directs entre professeurs et élèves, l'interdisciplinarité... Sur tous ces points, l'éducation physique et sportive a de toute évidence beaucoup à apporter. Et, contrairement aux autres disciplines en faveur desquelles le rééquilibrage devrait s'opérer, enseignements artistiques et technologiques, elle bénéficie d'un atout considérable : des enseignants déjà formés qui ne demandent qu'à pratiquer leur métier. Mais, éternel problème, ce sont les moyens qui manquent le plus. Et nul ne sait encore si le ministère de l'Education nationale va bénéficier l'an prochain d'un budget à la hauteur des ambitions qu'il nourrit pour l'école publique. ●

Enseignement artistique: la foi rien que la foi



PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

UNE vibration grave qui enfle, décroît, joue sur plusieurs notes, envoûtante. Des sons ponctuels viennent se greffer, des sons comme des balles rebondissant sous la pluie. Claquement mat, deux morceaux de bois l'un contre l'autre. Et, dans un silence, une lame de couteau vibre contre un coin de table.

Assis en cercle autour de la classe, des élèves de 4e du lycée Condorcet, à Pontault-Combault, prennent un cours d'éducation musicale. L'un d'eux dirige cet étrange orchestre : à main droite, les bourdons ; en face, les ponctuels ; à droite, les instruments — cymbalums et xylophone — et les couteaux. « C'est un travail fondé sur des objets simples et sur la voix », explique le professeur, Geneviève Clément. Une élève ajoute : « Il faut mêler les sons, les lier, pour qu'il n'y ait pas de tintamarre, qu'on arrive à tout percevoir. »

Rien d'étonnant donc à ce que tout commence par le silence avec lequel le son apprend à jouer, variant en puissance, en longueur, en hauteur, en timbre... Toute la classe écoute le groupe des couteaux se mettre en train, montrer comment la vibration varie selon que le couteau est tenu plus ou moins près du manche, qu'il cogne sur le rebord de la table ou sur le coin, que le pouce vient en freiner le mouvement ou le relancer. « Un couteau, c'est quelque chose de très mystérieux », dit Geneviève Clément.

Elle intervient souvent, pour encourager, critiquer : « Il faut qu'il y ait un lien dans ta tête, un chemin entre les sons que tu vas faire. » Ou pour redresser la position : assis, bien droit. « Détendez-vous et concentrez-vous. On ne peut rien faire sans concentration. » Plus tard, elle explique : « On ne sollicite pas assez la concentration à l'école alors qu'elle est primordiale. »

Geneviève Clément critique le manque de vie musicale dans la société actuelle. « C'est impossible d'être musicien sans être créateur, alors que les deux choses ont été séparées. Et le bain de son dans lequel sont plongés les enfants ne fait pas appel à l'initiative. » Donc, pour créer, elle utilise des éléments nouveaux, « des jeux sur les formes et les couleurs des sons ».

Geneviève Clément consacre les deux premières années, la 6e et la 5e, à permettre aux enfants de retrouver une identité musicale, par le biais des chansons de la tradition populaire. Au début de sa carrière, elle travaillait avec les chants qu'elle aimait, Joan Baez et Pete Seeger par exemple. Avant de se rendre compte que cette musique ne correspondait pas à la culture profonde de ses élèves. Au

(suite en page 12)

Pascal Lebrun





Classe de musique au lycée Condorcet de Pontault-Combault.

(suite de la page 11)

fil des années, elle a mis au point un véritable répertoire qu'elle fait invariablement travailler, si bien que toutes les familles de la ville connaissent ces chansons. « Ce sont des chants traditionnels qui font boule de neige, parce qu'ils ont été faits pour la pauvreté, la nudité, et correspondent parfaitement à nos conditions de travail. »

Puis, parallèlement à ce répertoire où la musique savante n'a guère de place, les enfants en viennent à pratiquer des jeux musicaux, et à monter des spectacles. « Uniquement sur des thèmes qui les touchent. » Par exemple, la guerre ou la brimade.

Ce travail créatif est très exigeant, tant pour l'élève, qui y fait l'expérience de la découverte de soi, que pour le professeur, qui y engage beaucoup de lui-même. « Nous n'apprenons pas, pendant notre formation, à assumer une chanson, à la chanter à fond. Et le chant disparaît des écoles, remplacé par la flûte à bec. » Mais le résultat encourage à l'effort, parce qu'il touche tous les individus, « sans distinction de classes sociales, sans que ceux qui bénéficient d'une culture musicale soient avantagés ».

L'enjeu, lui aussi, en vaut la chandelle : « Faire retrouver aux enfants un rapport naturel avec eux-mêmes. Ce qui est évidemment très difficile à l'école. » Geneviève Clément considère qu'un échauffement physique serait nécessaire au début des cours, avec des exercices au sol — « mais on me refuse toujours la moquette » — et un quart d'heure d'exercices de respiration. Dans ces conditions, une heure, c'est trop court. Surtout depuis la réforme Haby : après 1968, les classes n'ont plus été dédoublées et les cours, dans les disciplines artistiques, regroupaient vingt-cinq élèves au lieu de dix-huit.

« Nous sommes moins efficaces. » Jacques Chapuis, professeur en arts plastiques au collège Romain-Rolland de Tremblay-les-Gonesses, raconte par exemple qu'il ne peut plus faire de photo : « La mise en œuvre des produits est trop longue. » Et ses collègues s'aventurent moins volontiers dans des activités créatrices qui demandent souvent une longue préparation.

Regrouper deux heures en s'entendant avec un autre professeur n'est pas toujours possible. Reste la solution, pour gérer la pénurie, d'organiser strictement le cours. A ce jeu, les élèves de Jacques Chapuis ont atteint une étonnante dextérité. Par exemple, cette classe de cinquième qui fabrique des masques pour le carnaval. Quelques-uns arrivent un peu en avance et commencent à sortir les masques, à installer les tables en H au centre de la salle, à préparer la colle. En dix minutes, tout est en place et chacun travaille. Qui à fixer sur le cou de la fausse tête des demi-bouteilles de plastique qui la maintiendront sur leurs épaules ; qui à y accrocher un groin, une trompe ou des oreilles ; d'autres encore à coller des bandelettes de papier journal sur le masque pour lui donner sa forme définitive. Dix minutes avant la fin du cours, les petites fourmis se remettront à l'œuvre pour tout ranger et nettoyer, sous la houlette de quelques responsables qui doivent s'assurer que tout est en place, qu'aucun outil n'a disparu.

Jacques Chapuis tient beaucoup à cette organisation. « En maîtrisant les méthodes d'approche, en prenant en considération le travail opératoire et pas seulement la réalisation, on initie à l'autonomie, ce qui reste mon premier objectif pédagogique. »

Un lieu entièrement polyvalent

Cette approche est favorisée d'abord par le lieu. « Il faut un espace non rigide, assez souple pour se transformer rapidement. » Il y a six ans, Jacques Chapuis a hérité de cet ancien préau : un espace vide. « Les 3e et les 4e ont d'abord critiqué la salle que nous avions avant parce que leurs travaux n'étaient pas à l'abri et avaient brûlé dans un incendie. » Il a donc été décidé de construire une mezzanine où seraient gardés les travaux. Sous ce petit plancher, on a placé un laboratoire de photo. A l'entrée de la salle, le coin-eau, pour nettoyer et préparer la peinture ou la colle. Au fond, les outils, pour la sculpture ou la menuiserie. Le reste du lieu est entièrement polyvalent.

Ce projet, mis au point par les plus grands, a d'abord été refusé par la direction du lycée : trop cher. Les élèves ont invité des professionnels, discuté les devis, obtenu un rabais de 3 000 F. Les 6e et 5e, quant à elles, ont réalisé.

Cette histoire est très symptomatique du travail de Jacques Chapuis. « La première séance de l'année est toujours consacrée à une discussion sur le contenu des activités. » Du dessin à la peinture en passant par la bande dessinée, la sculpture ou la vidéo : en bref, tout ce qui appartient au domaine du visuel. Ensuite, chaque classe se dote d'un projet qui l'occupera pendant plusieurs mois. Deux classes de 4e préparent cette année une comédie musicale, vaste programme qui mobilise de nombreux professeurs : arts plastiques, éducation musicale, éducation physique, éducation manuelle et technique, français et même sciences naturelles. La 5e-1 travaille sur le relief : l'idée est venue après la projection à la télévision de « l'Etrange Créature du lac noir ». Par groupes de deux ou trois, les élèves préparent des montages audiovisuels qui racontent une histoire.

Le programme dans tout cela ? « En quatre ans, on finit par en faire le tour au fil des réalisations et des questions qu'elles soulèvent. » Exemple : une 3e qui planche sur « ma maison quand j'aurais trente ans » a écouté sans sourciller un véritable cours sur la perspective parce que deux de ses membres en avaient besoin.

Même procédé pour l'étude du patrimoine : « Nous ferons sans doute une visite au musée de l'holographie avec les élèves qui ont travaillé sur le relief quand ils auront fini, et je montrerais des masques africains à ceux qui auront préparé le carnaval. » Le tout étant, pour ne pas perturber la créativité des enfants, de ne pas leur montrer ces exemples trop tôt. D'autant qu'on s'intéresse beaucoup plus à une technique quand on s'y est soi-même essayé.

Jacques Chapuis se veut d'abord « coordonnateur ». « Mais je reste détenteur d'un savoir et je peux aussi faire des interventions autoritaires si les objectifs de travail ne sont pas respectés. » Il ne se considère pas comme le « producteur du cours » mais comme le « catalyseur qui va permettre à l'enfant de se découvrir, de se mettre en valeur ».

Tout repose évidemment sur la motivation des élèves, qui ne naît pas d'un coup de baguette magique. Et sur l'engagement du professeur. « Pour être à la fois acteur et observateur, il faut être sans arrêt sur la brèche. C'est usant, tant physiquement que nerveusement. » D'autant que l'enseignant voit défiler par vagues successives cinq cents élèves par semaine. « Qui peut résister à ça ? s'interroge le spécialiste des arts plastiques au ministère de l'Education, M. Pélissier. A ce régime, les meilleures volontés s'épuisent. »

D'où les avantages du mi-temps. « Après quinze ans d'enseignement, il faut se renouveler », raconte Geneviève Clément qui, à côté de son métier de professeur, fait des émissions à France-Musique. « Il s'est créé une dynamique entre les deux métiers et la radio, comme la pratique du chant et de la musique contemporaine a considérablement enrichi mon travail de professeur. »

Cette solution est de plus en plus pratiquée. Même si elle pose d'autres problèmes au ministère, puisqu'elle ne peut qu'aggraver la pénurie de professeur. Par exemple, cette année, deux cent quarante-cinq postes ont été ouverts au Capès d'éducation musicale. Il n'y a eu que deux cent trente et un présents au concours et cent trente-huit admis...

Moyens financiers et statut

Après avoir dressé un triste bilan de la situation des enseignements artistiques, Pierre Baqué a été chargé d'en préparer une réforme, en accord avec le ministère de la Culture. Un premier volet de ses propositions a été appliqué, dans l'enseignement supérieur, car la question de la formation des maîtres est urgentissime. Actuellement, le corps enseignant dans ces disciplines vient de dix-sept formations différentes et la moitié seulement a en fait reçu une formation spécifique. Pas étonnant, dans ces conditions, que les enseignements artistiques soient en si piteux état, que la grande majorité des cours y ennuient les élèves. Car des professeurs comme Geneviève Clément et Jacques Chapuis sont loin de représenter le corps enseignant dans son ensemble, même si beaucoup de choses ont changé depuis une dizaine d'années dans la pédagogie de ces disciplines.

« Ce secteur manque avant tout de moyens financiers et d'un statut », constate Pierre Baqué qui voudrait voir reconnues ces disciplines comme « essentielles pour le développement de l'enfant et pour la lutte contre l'échec scolaire ». Sans oublier que le progrès économique d'une société est en partie fondé sur la capacité d'invention de ses membres, sur la créativité des individus.

Un message qui passe mal, surtout en ces temps de restrictions budgétaires. Et qui doit vaincre bien des résistances. Comment en effet consacrer dans les lycées et les collèges plus de temps aux arts plastiques et à l'éducation musicale quand les élèves sont déjà surchargés et que les autres disciplines ne sont pas prêtes à céder la moindre de leurs heures ?... ●



LES ACTEURS DU CHANGEMENT EXISTENT... ILS SE SONT RENCONTRES



Lionel Jospin avec Gérard Delfau, l'organisateur des Rencontres.

Pascal Lebrun

PAR
GUY PERRIMOND

CERTAINS ont voulu y voir un pari. D'autres un symbole. D'autres encore une opération politique bien programmée. A courir après la « petite phrase », intoxiqués depuis des années par des doses trop fortes de politique-spectacle, les journalistes ont souvent du mal à prendre la véritable mesure des efforts d'un parti. Les Rencontres des acteurs du changement qui se sont déroulées du 20 au 23 janvier à Paris sont à cet égard révélatrices.

Ces rencontres, dont l'idée avait été lancée par Lionel Jospin et l'organisation assurée par Gérard Delfau, n'étaient pas un mini-congrès. Pas plus qu'un super-colloque. Pas d'affrontement, pas de condamnation, pas de révélation. Que voulez-vous que la presse en tire ? Certes, des ministres y ont pris part. Mieux, des Premiers ministres. Mais ils se sont contentés de discuter, de réfléchir, d'écouter. Difficile d'en faire des gros titres. Mieux, ces journées parisiennes, prolongement de multiples réunions qui se sont déroulées dans les départements, étaient organisées de manière à ce que la parole soit partagée : durant les trois premières journées, des commissions réunissaient les participants, ce qui permettait de surmonter la traditionnelle césure entre la salle et la tribune. Et les animateurs de commission peuvent témoigner que durant ces journées la parole ne fut jamais confisquée...

Revenons à l'essentiel. Ces rencontres étaient une nécessité. En France, depuis vingt mois, la gauche est « aux affaires ». Sur le plan législatif, elle a mis en œuvre l'essentiel de son programme. Dans la loi sont inscrites, d'ores et déjà, des mutations considérables. Mais entre la loi et la vie... Sur le plan économique on peut également mesurer les premiers fruits d'une politique radicalement différente de celle suivie jusqu'au 10 mai dans l'Hexagone, poursuivie ailleurs... ou proposée à nouveau par Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing ou Raymond Barre.

Cela tout le monde le sait. Ou plus exactement devrait le savoir. Pourtant lorsqu'un ministre s'écrie : « Il n'y aura pas de mobilisation pour le changement si l'Etat doit décider de tout », il ne s'agit, compte tenu du public devant lequel il s'exprimait, ni de démission ni de propagande. Mais de la conscience claire d'une évidence : le changement ne concerne pas seulement les hautes sphères de l'Etat. Changer c'est mettre en cause son propre statut, et a priori rares sont ceux qui pensent que le changement, n'importe quel changement leur sera profitable : il y a loin entre le désir et le passage à l'acte. D'autant que la crise qui ravage l'économie mondiale a ouvert une période d'incertitude, de crise des valeurs, de remise en question.

Dès lors on comprend mieux la structure des journées parisiennes. Le jeudi, « cultures, mentalités et changement ». Pour ouvrir le débat, en quelque sorte, venaient des questions portant sur les dynamiques culturelles. Un rappel du passé est utile. A chaque étape historique l'attitude des intellectuels par exemple a eu des caractéristiques bien typées. Il y eut le temps de l'enthousiasme, celui du poing levé, celui de l'obéissance, et celui du rejet. Aujourd'hui, les intellectuels, plus nombreux mais souvent échaudés, mis en cause par la crise des cultures traditionnelles et celle de « la grande culture » semblent silencieux. Tout se passe comme si les liens avec le mouvement ouvrier avaient été brisés, comme si l'irruption des technologies nouvelles réduisant leur discours à une simple marchandise les laissait sans voix. Sauf en ce qui concerne leurs problèmes spécifiques.

Or, du côté du changement leur présence, leurs efforts sont nécessaires. Pour comprendre l'évolution des mentalités, les points de blocage, pour analyser les mutations causées par la crise. Le corporatisme, par exemple, ne saurait s'expliquer sans les inquiétudes nées du chômage. Durant de longues années les militants ont cru — et parfois craint — que « l'initiative historique des masses » soit le simple fruit des mythes révolutionnaires. Or, les grands mythes fondateurs sont morts, brisés par les glaciations venues de l'Etat...

Dès lors comment lier le mouvement social aux efforts du gouvernement ? Comment dépasser la seule critique ? Certains se rassurent en affirmant que « les choses changent d'elles-mêmes ». Mais, au fil des discours et des interrogations, il semblait évident qu'une pédagogie du changement devenait nécessaire, que la gauche devait tout à la fois rendre à notre peuple son passé — l'Histoire n'étant pas la discipline la mieux connue — et, en innovant, briser les habitudes, ouvrir portes et fenêtres. Car éviter la passivité, transformer les spectateurs en acteurs du changement est une tâche primordiale.

Et là on retrouve les responsabilités d'un parti. Accélérateur du mouvement social, un parti doit être à même d'impulser, de faire naître l'espoir, de canaliser les aspirations du « changement au quotidien ». Exercice difficile mais nécessaire : les différentes commissions (« le monde intellectuel en quête de changement ? » ; « une nouvelle étape pour les femmes ? » ; « l'école, moyen de diffusion de valeurs et de comportements nouveaux ? » ; « les nouveaux moyens de communication : moteur ou frein du changement ? ») ont prouvé qu'entre la société civile, la vie quotidienne et les décisions d'Etat les passerelles étaient nombreuses. Il est donc nécessaire de savoir les utiliser, de ne pas laisser aux seuls « professionnels » la maîtrise du discours et des actes. De cette journée émerge une grande leçon : les capacités d'initiative sont multiples. A nous, nous tous de savoir les utiliser.

Du jeudi au vendredi, le

(suite en page 14)



(suite de la page 13)

lien était évident : qu'il s'agisse des libertés (voir ci-contre) ou des solidarités, c'est aussi avec les mentalités qu'il faut compter. Mais élargissant le débat il s'est agi, aussi, ce jour-là, des acteurs collectifs du changement que sont les associations, les élus, etc.

La décentralisation par exemple n'en est qu'à ses balbutiements. Elle est encore affaire de spécialistes. Rares sont ceux qui espèrent que les prochaines municipales feront prendre conscience au plus grand nombre des possibilités offertes par la loi. Quant aux associations, on en est encore à recenser les exemples, à les décrire, les étudier. Dans les commissions (« décentralisations » ; « le changement au quotidien » ; « des libertés en plus » ; « les acteurs collectifs du changement »), une évidence : le mouvement social a une capacité d'auto-organisation évidente. Les exemples furent multiples, depuis le rôle des coopératives jusqu'à celui des multiples associations qui structurent le tissu social. Avalanche d'initiatives plus ou moins réussies, catalogue des barrières, des freins, crainte de l'inconnu, position de pouvoir. En bref un résumé des contradictions françaises. Et des efforts à faire pour que le réseau associatif soit à la hauteur de ses tâches.

Pas de solution miracle

Les problèmes de solidarité, d'un autre partage des revenus, ne pouvaient pas ne pas émerger. Face à un bon millier « d'auditeurs », un ministre et deux responsables de confédération syndicale plus un journaliste et un professeur. C'est cela aussi le changement, ce dialogue, parfois vif, toujours vrai, entre ceux qui en d'autres lieux « négocient ». Car, face à la société duale mise en place avant le 10 mai, face au poids financier de la solidarité mise en œuvre, il n'y a pas de solution miracle. Réduire les inégalités, renforcer la cohésion sociale n'est pas simple. Surtout lorsque la croissance économique n'est pas au rendez-vous. Le dialogue entre un ministre et deux syndicalistes prenait dès lors valeur d'exemple. Car du côté du « partage » il ne saurait s'agir de simple partage des revenus. Le partage du pouvoir est aussi à l'ordre du jour. La journée de samedi allait en témoigner.

L'économie était pour cette troisième journée au cœur du débat : politique industrielle, relations sociales dans l'entreprise, solutions françaises. Bref, face aux contraintes externes et internes, quels étaient les choix du gouvernement et leurs implications ? Les commissions (« revenu disponible » ; « création et sauvetage d'entreprises » ; « le rôle de la banque » ; « le commerce et l'artisanat »), les plus « animées » peut-être, ne pouvaient que refléter l'actualité de certains débats ou plus précisément l'actualité que la droite et les médias imposent.

L'essentiel de cette journée ne fut pas dans la réaffirmation, nécessaire, que les ministres présents firent de leur politique. Mais plutôt dans le lien entre les grands problèmes économiques et sociaux et leur représentation politique. Du refus du déclin — voir la politique industrielle — à de nouvelles relations sociales dans l'entreprise — donc à un pouvoir déjà partagé — en passant par les questions que soulèvent la « voie française », ou la notion de compétitivité, ou le rôle de l'Etat, ou l'attitude du patronat, etc., c'est des difficultés et d'une possibilité de sortie de crise qu'il s'est agi. En quelque sorte, une préface à la dernière journée de ces rencontres, celle du dimanche.

Tout au long de ces trois premières journées c'est l'ensemble des efforts et des difficultés des vingt derniers mois, des espoirs et des craintes pour l'avenir, qui se sont exprimés. Les efforts ? La mise en perspective — ce qui est rare — des actes de gouvernement. Les difficultés ? Les contraintes, externes ou internes. En une phrase : un discours sur l'état de la crise. Les espoirs ? La volonté d'éviter le déclin, de réduire les inégalités, de partager le pouvoir. Les doutes ? Les inquiétudes dues à la lenteur des mutations, à la « réserve » de toute une partie de l'opinion, à la violence des attaques de la droite. Sur chaque point, les débats ont parfois été vifs. Entre ceux qui reprochent au gouvernement d'être « trop gestionnaire », de ne « pas assez parler de politique » et ceux qui font remarquer aux autres « vous attendez tout d'en haut, considérant chaque avancée comme normale, sans prendre part aux efforts communs », il y avait une gamme évidente de positions. Sur les efforts et les difficultés, le consensus put aisément se faire : ce qui prouve bien la légèreté des attaques de la droite sur « l'incompétence des socialistes ». Sur la gravité de la crise mondiale, ses caractéristiques, pas de problème. C'est du côté des doutes et des espoirs que les débats ont prouvé leur utilité. Car depuis vingt mois, du côté de la communication, une évidence s'est peu à peu imposée : la gauche n'est pas toujours parvenue à faire prendre conscience aux Français de ses succès. Par exemple sur le chômage, l'inflation, la réduction des inégalités. Tout se passe comme si, compte tenu des besoins, de l'état de notre pays le 10 mai, chaque succès était dévalué, chaque échec amplifié.

Qui a peur de la sécurité ?

PAR PAUL LEDUC

« L'ETAT de droit, garant de la sécurité ? » En prenant cette question pour thème de la table ronde à laquelle ont notamment participé vendredi Robert Badinter et Joseph Franceschi, le P.s. a réfuté d'emblée la problématique pernicieuse chère à Peyrefitte. Une problématique où liberté et sécurité étaient de fait placées dans les deux plateaux opposés de la balance. Les socialistes défendent au contraire la thèse selon laquelle on peut faire progresser de pair les deux éléments de ce couple.

Robert Badinter en a apporté d'emblée une démonstration puissante après avoir dressé un rapide bilan des réformes judiciaires mises en œuvre depuis le 10 mai 1981. L'abolition de la peine de mort est restée, comme on pouvait s'y attendre, sans effet sur les statistiques de la criminalité sanglante dont tous les spécialistes observent la constance depuis vingt-cinq ans. « J'ai aussi relevé, ajoute le ministre, qu'il n'y a pas eu une seule prise d'otages avec meurtre depuis l'abolition. Et sur les cas toujours dramatiques de policiers tués dans l'exercice de leurs fonctions — dont la mort est toujours exploitée de façon moralement douloureuse par certains syndicats de police qui la présentent comme une conséquence directe de l'abolition —, voici les chiffres : en 1979-1980, trente et un policiers victimes de leur devoir ; en 1981-1982, vingt policiers tombés. » On ne saurait mieux nier toute corrélation entre la guillotine et une certaine criminalité.

De même la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, déplorée hypocritement par la droite lors de la vague d'attentats de l'été dernier, n'a-t-elle évidemment aucun rapport avec ces actions qui, après une terrible flambée, ont brusquement cessé. Le ministre de la Justice a rappelé que plus de 2 500 personnes ont été jugées entre 1963 et 1981 par la Cour de sûreté de l'Etat. Parmi celles-ci, on ne relève aucun de ces terroristes internationaux qui ont semé la mort l'an passé.

S'agissant du problème corse, Badinter a souligné que la Cour de sûreté de l'Etat avait été « généreusement utilisée, ce qui entraînait plus de réactions que cela n'apaisait la situation dans l'île puisqu'on y a compté sept morts sous le précédent septennat. »

Plus qu'un outil efficace, cet instrument supprimé par la gauche représentait, selon le garde des Sceaux, « une commodité extrême entre les mains du pouvoir de l'époque ».

Le ministre s'est ensuite félicité de la suppression dans les prisons des quartiers de haute sécurité (Q.h.s.). Il s'est réjoui de ce que les prophéties catastrophiques des Cassandre, qui y voyaient en filigrane des drames dont les gardiens feraient les frais, aient été démenties. Et rien n'autorise, a-t-il expliqué, à comparer les quartiers d'isolement aux anciens Q.h.s. qui déshonoraient le système pénitentiaire.

Badinter a également répliqué aux propos poujadistes de Jacques Chirac qui, le matin même sur Europe 1, estimait que l'ensemble de réformes judiciaires mis en œuvre par la gauche « crée un climat général qui favorise à la fois la délinquance et le terrorisme ». Exprimant sa « stupéfaction », Badinter a ironisé : « Je ne savais pas que la peine de mort ait jamais été utilisée contre les voleurs de portefeuilles dans le métro. Je ne savais pas non plus que les jeunes loubards pourraient tomber sous le coup des tribunaux militaires ou de la Cour de sûreté de l'Etat. J'ignorais que les Q.h.s. pourraient jamais abriter les jeunes Tziganes. Bref, il y a là le type même de l'amalgame dans lequel on prend d'un côté l'insécurité, de l'autre côté les progrès des libertés (...) et on établit entre les deux une relation causale qui n'existe pas. C'est cette confusion qui, évidemment, va dans le sens de la peur régnant du fait de l'insécurité, qui est systématiquement utilisée. »

En réalité, on ne peut parler aujourd'hui de laxisme. Les chiffres cités par le ministre le démontrent. L'appareil judiciaire a prononcé en 1982 plus de 7 millions de condamnations dont 500 000 visaient des crimes et délits. Près de 90 000 personnes sont entrées en prison l'an dernier et il y a actuellement 36 000 détenus pour 29 000 places. Jamais autant de criminels — mais malheureusement c'est vrai aussi des personnes en détention provisoire — n'ont été mis « à l'ombre » qu'actuellement. Enfin, sur 700 personnes arrêtées par la police et déférées aux tribunaux, on relève 96 condamnations prononcées. Ceux qui dénoncent le laxisme des juges émettent donc une grossière contrevérité à l'objectif politique limpide.

Avant que n'intervienne le secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, Michel de la Fournière, secrétaire national du P.s., a rappelé que l'élargissement des libertés depuis vingt mois ne se limite pas au domaine judiciaire. « L'extension des libertés, a-t-il déclaré, n'a pas pour seul objet l'accroissement de la sécurité mais répond à notre projet fondamental d'organisation sociale. » Puis il a souligné que cette extension est dictée par l'état de la société qui ne se décrète pas. « Tout au plus peut-on accélérer certaines prises de conscience. » Il convient de ne pas être naïf, estime-t-il, et de considérer les problèmes de sécurité en eux-mêmes.

Joseph Franceschi a alors abordé quelques difficultés concrètes auxquelles se heurtent la police et la justice. Par exemple, celle des bandes organisées qui envoient quotidiennement 300 à 350 Tziganes yougoslaves voler les voyageurs du métro ou les touristes en visite à Paris. Il est naturellement exclus de mettre en prison ces gamins de 7 à 13 ans et, en même temps, on ne peut rester sans réagir quand leur butin atteint 300 000 F nouveaux chaque jour. Le droit, à l'heure actuelle, n'offre pas de réponse opérationnelle à cette situation inacceptable. Et ceux qui envoient ces mineurs dans le métro connaissent ces insuffisances du droit et savent habilement les exploiter.

« Voilà pourquoi, a expliqué Franceschi, nous sommes preneurs de réflexions, d'orientations qui nous permettront d'apporter des réponses démocratiques et humanistes à ce type de problème. »

Le ministre s'est également montré préoccupé par les méfaits de la Chinese Connection, cette filière asiatique de drogue, drogue qui dans la mesure où elle n'est pas cultivée en France est un problème importé. Que faire contre les étrangers qui forment ces réseaux ou qui sévissent dans d'autres domaines du banditisme ? La question se pose d'autant plus, observe Franceschi, que « leur action entraîne, et c'est grave, des réactions populaires de type poujadiste ou xénophobe. Il faut ne pas tomber dans ce piège et savoir distinguer l'immense majorité des travailleurs immigrés honnêtes de cette poignée de délinquants qui perturbent l'ordre social. »

Edwy Plenel, journaliste au « Monde », s'inquiéta de voir la gauche reprendre à son compte le discours sécuritaire. Et il observa que l'opinion était plus sensible à la petite et moyenne délinquance qu'au grand banditisme du type de la Chinese Connection.

Le secrétaire d'Etat à la Sécurité publique s'est défendu de toute continuité de sa pratique avec celle de ses prédécesseurs sous Giscard d'Estaing. Il a justement fait remarquer que la drogue avait une énorme influence sur la délinquance : « Pour se procurer chaque jour les 500 ou 600 F nécessaires à l'achat d'une dose, combien de jeunes sont devenus délinquants. C'est là le lien de causalité entre les gros réseaux formés à l'étranger et la petite délinquance sur notre sol. » Et Franceschi a réitéré sa demande aux militants présents de lui faire part des réponses et suggestions qu'ils ont pu découvrir dans leur pratique quotidienne.

Cette table ronde a ainsi été le reflet d'une double réalité. D'un côté, le gouvernement s'attache à réaliser les promesses de François Mitterrand tout en s'adaptant à une situation complexe et difficile. De l'autre, une base qui n'a rien perdu de son sens critique et parfois prompte à s'impatienter devant un certain décalage entre ses aspirations et la politique mise en œuvre, dans la mesure où elle tient pour un dû tout ce qui a déjà été réalisé. Mais, par-delà ce qui différencie les approches des uns et des autres, la volonté de dialogue l'emporte largement. De part et d'autre. Encore fallait-il le démontrer publiquement.

cès ne faisait qu'étendre le champ des besoins. Ce qui explique l'impatience, les doutes. Et ce qui rend à l'espoir qui demeure toute sa valeur.

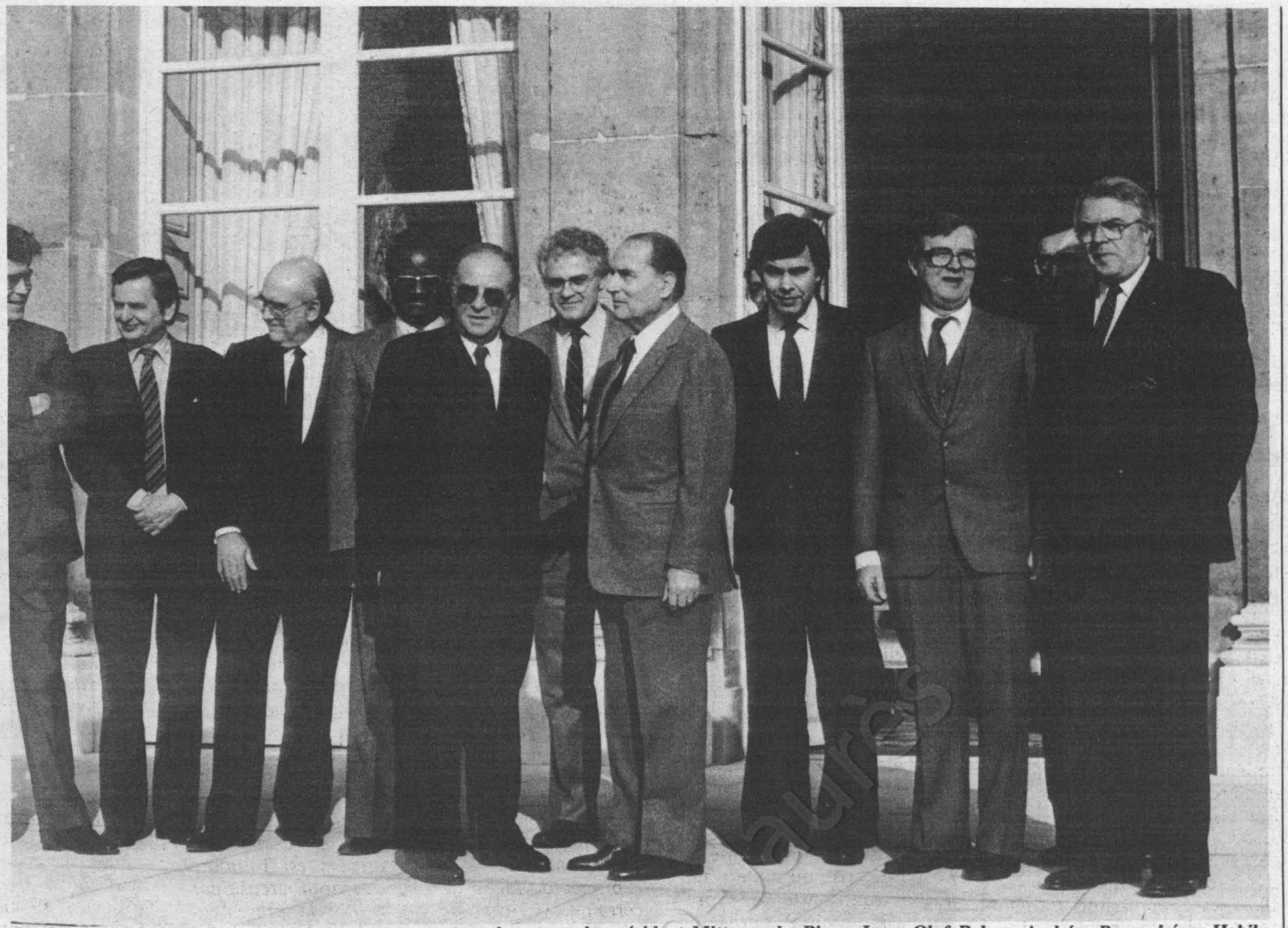
L'intérêt de telles rencontres, tenues à la veille d'une campagne électorale, est évident. Elles ont prouvé, tout d'abord, la capacité du P.s. à organiser dans le pays et à Paris des débats portant sur ce qui a été fait, sur ce qui doit être fait et sur son propre rôle. Ce n'est pourtant pas dans la tradition des partis majoritaires ! Elles ont prouvé qu'un parti politique pouvait également admettre ses erreurs d'analyse. Par exemple à propos de l'état de délabrement de l'appareil industriel français en 1981. Elles ont aussi prouvé que tout majoritaire qu'il soit, assuré de la durée, le P.s. tenait à rassembler, à débattre, à travailler avec les autres.

Mais surtout que tout autour de la gauche « classique », très loin parfois si l'on se réfère aux schémas classiques, des Français étaient prêts à prendre leurs affaires en main, acceptaient d'endosser des responsabilités. Et c'est peut-être le plus rassurant. Car, depuis plus d'une décennie, « l'idéologie dominante » a préparé l'opinion publique au catastrophisme. La mort tant de fois annoncée des « idéologies » visait surtout les idées, les rêves de la gauche. Le doute, les difficultés présentées comme des échecs, les succès passés sous silence, tout a été fait pour pousser « le peuple de gauche » vers la passivité : n'importe quelle revue de presse le prouve.

Or, tout au long de ces journées, les différents « acteurs » — responsables ou simples participants — ont affirmé que le changement suppose la mobilisation de tous et que cette mobilisation était possible. Ce n'est pas rien, bien au contraire. En organisant de telles rencontres, le P.s. a donc prouvé son utilité et son rôle. Car un parti, fût-il de gouvernement, ne saurait limiter son action aux seules périodes électorales. Or, si la gauche avait une longue pratique du « contre », il lui a été, visiblement, difficile de changer de registre : prendre la parole pour parfois critiquer était, aux yeux de beaucoup, déjà trahir. Et le P.s. — pas plus que le gouvernement — n'avait su, depuis le 10 mai, organiser de véritables débats toute discussion passant pour de la « cacophonie » ! Le pouvoir culturel de la droite imposant, là aussi, son moule.

Ces rencontres ont donc été l'occasion de « paroles libres ». Mais aussi — et l'un ne va pas sans l'autre — de l'approfondissement de l'analyse faite de la crise.

La presse a peu parlé de tout cela. Dommage. Car ces journées n'étaient pas qu'un symbole opposé à d'autres, tactique électorale contre une autre tactique. C'était un moment de la mobilisation des énergies. Le comprendre aujourd'hui aurait permis à certains de ne pas se tromper demain. ●



Sur le perron de l'Elysée, après le déjeuner, on reconnaît autour du président Mitterrand : Pierre Joxe, Olof Palme, Andréas Papandréou, Habib Thiam, Bruno Kreisky, Lionel Jospin, Felipe Gonzalez, Kalevi Sorza, Gérard Delfau et Pierre Mauroy.

RENCONTRE A PARIS AUTOUR "DU PAYS DU MILIEU"

PAR CLAUDE ESTIER

IL était bon que la Rencontre des acteurs du changement s'achève dans une dimension internationale avec la réunion à Paris, autour de Pierre Mauroy et Lionel Jospin, de six chefs de gouvernements socialistes, le septième invité, le président bolivien Hermann Siles Zuazo, n'ayant pu être présent en raison de la situation dans son propre pays.

Comme l'a souligné Lionel Jospin, en ouvrant le débat, ces chefs de gouvernement venus de l'Europe du Nord, comme le Suédois Olof Palme et le Finlandais Kalevi Sorza, d'Europe centrale, comme l'Autrichien Bruno Kreisky, d'Europe méditerranéenne, comme l'Espagnol Felipe Gonzalez et le Grec Andréas Papandréou, d'Afrique comme le Sénégalais Habib Thiam, et se retrouvant dans ce « pays du milieu » qu'est la France, ne sortent pas du même moule. Ils sont issus de branches différentes du mouvement ouvrier. Ils ont aujourd'hui à conduire le changement dans des pays de niveaux de développement également très différents. Certains ont d'ailleurs une longue expérience du pouvoir, dans des pays où la démocratie est installée depuis longtemps, d'autres une expérience beaucoup plus récente, faisant suite à une longue période de dictature.

Mais ils ont en commun d'être tous socialistes, d'avoir une vision très proche de la société et de l'homme, d'avoir choisi la voie démocratique, celle du suffrage universel pour faire avancer le changement.

Dès lors, ces hommes avaient beaucoup à échanger, d'une part en évoquant les priorités qui se posent chez eux, d'autre part en réfléchissant ensemble sur les moyens de faire face à une crise qui frappe chacun de leur pays.

Si un certain nombre de spécificités évidentes sont apparues, par exemple le problème de la consolidation de la démocratie en Grèce ou en Espagne, celui des autonomies dans ce dernier pays, ou celui de la pauvreté au Sénégal, chacun des intervenants s'est situé dans le cadre qu'avait tracé Pierre Mauroy en soulignant les trois caractères originaux de l'actuelle politique française, à savoir la révision du rôle de l'Etat (renforcement du secteur public et levée de la tutelle pour les collectivités territoriales) ; la nouvelle appréciation de la crise (qui n'est pas une fatalité mais la résultante d'une profonde mutation technologique et sociologique) ; la restauration de la primauté de l'homme (développement des libertés individuelles, droit au travail). Olof Palme, soulignant le rôle essentiel du secteur public, Andréas Papandréou, évoquant la décentralisation engagée dans son pays, Felipe Gonzalez, insistant sur le changement qualitatif et culturel, ont montré à leur tour tout ce qui relie entre elles les politiques socialistes.

Ce lien débouche au plan international proprement dit sur deux thèmes qui ont été largement évoqués au cours de cette rencontre. Le premier est celui du désarmement sur lequel des nuances se sont exprimées, ne serait-ce qu'entre pays membres de l'Alliance atlantique et ceux qui ne le sont pas, mais la constatation faite par Olof Palme que les milliards de dollars engloutis dans la course aux armements seraient mieux employés à aider le tiers monde à sortir de son sous-développement a rencontré une large approbation.

Le second thème, repris par tous les participants, est qu'il n'y a pas d'issue isolée à une crise qui est mondiale mais seulement une solution concertée qui suppose que soient dépassés les égoïsmes nationaux. Au-delà même de la rencontre à laquelle ils participaient, les chefs de gouvernement ont insisté sur ce point avec le président François Mitterrand qui les recevait à déjeuner à l'Elysée. Ils sont d'ailleurs tombés d'accord pour affirmer publiquement leur volonté d'élaborer dans les trois prochains mois — ce sera également le thème central du congrès de l'Internationale socialiste en avril à Sydney — un plan de relance mondiale comprenant « la reconstitution d'un ordre monétaire mondial, la relance des crédits internationaux consacrés au développement ainsi que la garantie internationale de la stabilisation du prix des matières premières ».

Comme l'avait souhaité Andréas Papandréou, cette rencontre de Paris aura bien été, pour ceux qui se réclament du socialisme démocratique, le point de départ d'une politique coordonnée d'actions et d'initiatives internationales.

(suite en page 16)



Olof Palme: "Nous ne sommes pas tout à fait les mêmes mais nous comprenons qu'il faut changer ensemble"

Pascal Lebrun



Olof Palme pendant son intervention.

LA crise que nous subissons est grave dans les pays industriels : le chômage, l'inflation, la chute des investissements), le déficit budgétaire, etc. Mais elle est encore beaucoup plus grave dans le tiers monde.

Je reviens d'Afrique et je voudrais parler d'abord de l'Afrique. L'Afrique du Sud a commencé une guerre raciale non pas seulement chez elle mais contre les pays voisins : Mozambique, Angola, Namibie, Bostwana, Zimbabwe. On entre avec des troupes, on tue des femmes, des enfants, on développe une politique de déstabilisation. Et tout cela est basé sur cette idée épouvantable de l'apartheid. S'il y a une moralité socialiste, elle nous enseigne que nous devons prendre part à la lutte contre l'apartheid.

L'Afrique et le tiers monde sont extrêmement pauvres. La misère y augmente. Ils ne peuvent pas payer leurs dettes. Et leur seule chance est dans l'expansion de l'économie mondiale. Je me souvient que mon ami Claude Cheysson préconisait, il y a quelques années, un transfert massif de ressources vers les pays du tiers monde pour leur donner une chance de se développer réellement et de pouvoir acheter nos produits industriels, ce qui aurait en même temps donné du travail à nos usines. C'était une sorte de plan Marshall. Mais on n'a rien fait dans cette direction et maintenant nous avons une crise financière mondiale.

Autre point : il faut naturellement lutter contre la folie de la course aux armements. Parce que tout serait changé si l'on utilisait les 700 milliards de dollars qui s'engloutissent dans les dépenses militaires pour aider les pays pauvres. C'est là la plus grande ressource dont nous pourrions disposer pour aider ces pays.

Des négociations sont engagées. Il est indispensable qu'elles aboutissent. Dans une guerre nucléaire, il n'y aurait pas de vainqueur. En tant que Suédois, je suis neutre mais je me demande si les pays occidentaux s'interrogent suffisamment sur la question de savoir si les Soviétiques sont prêts à s'engager vers le désarmement. Naturellement il faut qu'il y ait un équilibre dans les armements de part et d'autre, mais on ne peut pas sauver la paix par des phrases militantes. On ne peut la sauver que par des négociations.

Je voudrais évoquer un autre thème qui est celui de la chute de la droite. Jusqu'à il y a cinq ou six ans, il y avait une sorte de rêve de la droite, un rêve d'avenir qui reposait sur la liberté des individus, la liberté du marché, l'idée que le marché allait apporter la solution de tous les problèmes. Je me souviens du discours d'un professeur allemand qui portait le nom, étonnant en la circonstance, de Doktor Engels et qui s'était écrié : « Keynes est mort. » Maintenant, ce rêve n'existe plus parce que la droite a échoué en Amérique du Nord, en Angleterre, au Chili. Elle n'est plus porteuse d'avenir mais seulement de nostalgie. Il y a, certes, toujours une pensée sauvage et une pratique brutale de la droite, mais elle a échoué et c'est pour cela que dans nos pays nous avons gagné.

Mais la situation n'est plus celle des années trente. On ne peut plus pratiquer une politique d'expansion nationale, car nous sommes devenus trop dépendants les uns des autres. Pourtant, pour redresser l'économie mondiale nous avons besoin de l'expansion et de la croissance. Sans elles on ne vaincra ni le chômage dans les pays industrialisés ni la pauvreté dans le tiers monde.

C'est à partir de cela que nous parlons en Suède de la « troisième voie » qui conduit à une croissance orientée vers les investissements plutôt que vers la consommation, une croissance sélective dirigée vers les secteurs les plus touchés par le chômage mais aussi une croissance qualitative, combinée avec une politique de solidarité, une répartition égale. C'est aussi le rêve des conservateurs que l'on peut lutter contre la crise par une politique d'inégalités, que l'on peut créer l'avenir en divisant la nation. Pour nous socialistes, il faut au contraire unifier la nation pour lutter contre la crise, ce qui veut dire que l'on pense d'abord aux citoyens les plus défavorisés.



Pascal Lebrun

Bruno Kreisky avec Pierre Mauroy.

Il faut défendre le secteur public, car c'est un instrument essentiel pour une politique de lutte contre les inégalités. Est-ce une idée révolutionnaire que d'affirmer que chaque enfant a droit à l'éducation, que chaque malade a droit à se soigner, que chaque citoyen a droit à un logement ? Cela ne peut pas être laissé totalement au marché privé. Si on veut construire une société d'égalité et si on veut augmenter la qualité de la société, il faut défendre le secteur public tout en luttant contre la bureaucratie. Sans un secteur public efficace il n'y a pas de politique d'égalité.

Sans doute est-ce beaucoup plus difficile que la politique des années trente ou des années soixante parce que, maintenant, nous devons la développer dans une période de crise internationale, de tension, où l'on ne peut pas promettre au citoyen que son niveau de vie va augmenter chaque année. Nous l'avons dit chez nous avant les élections et les électeurs nous ont compris, car ils voulaient une politique et non pas seulement des promesses.

La grande leçon, pour nous socialistes, est que nous ne pourrons jamais résoudre nos problèmes chacun de notre côté. L'expansion doit être concertée et il faut entraîner avec nous les dirigeants conservateurs. Nous devons faire confiance à la capacité de François Mitterrand de convaincre Margaret Thatcher ! Notre responsabilité est grande parce que nous comprenons la situation et que nous, nous avons un rêve d'avenir. Nous ne sommes pas des victimes du pessimisme. Nous connaissons les difficultés. Mais nous sommes convaincus qu'il est possible à la fois de construire la solidarité et d'élargir la démocratie. Nous ne sommes pas tout à fait les mêmes mais nous comprenons qu'il faut changer ensemble. ●

Fondation Jean Jaurès



Pascal Lebrun

Felipe Gonzalez: "La réponse est dans le socialisme démocratique qui concilie solidarité, égalité et liberté"

JE ne peux pas encore parler de l'expérience du gouvernement socialiste espagnol. Elle est trop courte, puisque nous ne sommes là que depuis quelques semaines, bien que les secteurs de la droite exigent déjà des résultats de cette expérience gouvernementale. Il faut avoir de la patience !

Je voudrais dire que chaque pays a sa propre histoire, ses conditions spécifiques et sa personnalité. Mais, au-delà de ces traits particuliers, il y a aussi des problèmes qui sont communs et nous pouvons retrouver dans les deux dimensions les caractères d'un projet socialiste.

Pour nous autres, Espagnols, le premier objectif est la consolidation des institutions démocratiques. Cela peut paraître un objectif modeste mais pas pour l'Espagne. Pour les Espagnols, un système de coexistence en paix et en liberté est, historiquement, un objectif révolutionnaire.

Pour y parvenir il est nécessaire de trouver l'espace d'un consensus national et d'éliminer les oppositions qui ont jusqu'ici empêché ce consensus. Pour nous, en tant que socialistes, le premier objectif est donc de consolider la démocratie et les libertés en Espagne.

Nous avons des problèmes qui n'existent pas dans d'autres pays. Par exemple, nous avons fait un effort extraordinaire pour promouvoir un projet sur les autonomies. C'est un sentiment profond dans l'histoire de l'Espagne. C'est la récupération de la personnalité des différents peuples qui composent l'unité de l'Espagne. C'est un projet historique chargé de difficultés mais aussi d'espoirs. Il faut garantir à la fois la sécurité et l'unité de l'Espagne et le développement des autonomies en tant qu'expressions des diversités culturelles et politiques qui enrichissent l'ensemble de l'Espagne. La question se pose aussi en termes de sécurité et de liberté pour tous les citoyens.

Mais je voudrais maintenant parler des problèmes qui nous sont communs. Nous sommes devant une crise économique conjoncturelle et structurelle dont nous ne connaissons vraiment ni l'ampleur ni les causes profondes. Il faut le dire franchement aux citoyens en laissant à la droite son arrogance et ses certitudes quant aux solutions qu'elle prétend apporter à cette crise. La droite a inventé le néo-libéralisme, c'est-à-dire le retour au XIXe siècle. Mais en tant que socialistes démocratiques, nous ne devons pas nous présenter comme les porteurs d'une solution totale et définitive.

Une réponse socialiste et démocratique à la crise économique suppose donc que nous mettions en lumière les contradictions très graves qui existent dans le monde actuel. Par exemple, il y a



Pascal Lebrun

des limitations considérables du point de vue de ce que l'on appelle la macro-économie dont les cadres sont très rigides. Le plus souvent, les problèmes qui se posent ne sont pas les nôtres propres mais sont des problèmes mondiaux. Il n'y a pas de solution pour chaque pays isolé. Toute solution relève de la solidarité internationale. C'est donc celle-ci qu'il faut pratiquer mais il faut reconnaître que c'est très difficile.

D'abord quand nous disons solidarité internationale, qu'est-ce que cela veut dire exactement : solidarité régionale au niveau de l'Europe ? De la seule Europe occidentale ? Ou solidarité plus large, au-delà de l'Europe ?

Ensuite, il est clair que dans les moments de crise il y a plutôt moins que plus de solidarité. Il y a plus d'égoïsme national. Chacun devient plus défensif pour protéger sa petite parcelle nationale.

Pourtant nous sommes tous convaincus qu'il n'y aura pas de solution s'il n'y a pas une réponse de dimension internationale à la crise. Et pas seulement au niveau régional. Au niveau du tiers monde aussi.

L'Espagne est précisément à mi-chemin, car c'est à la fois un pays développé et sous-développé suivant les régions. Nous comprenons donc à la fois les problèmes des pays industrialisés de l'Europe du Nord et le problème du sous-développement.

Si je peux me permettre d'employer une expression qui peut choquer, je dirai que nous devons faire sortir la pensée socialiste du sac dans lequel elle est enfermée depuis des temps historiques. Il faut trouver des formulations nouvelles.

Chacun de nos pays doit aussi trouver le chemin de la solidarité interne. Le changement ne peut pas être un changement quantitatif mais qualitatif, et il faut faire comprendre cette dimension qualitative. Nous ne sommes plus dans les années soixante. Il y a aujourd'hui d'autres défis qui appellent d'autres schémas de changement. Pierre Mauroy a raison de parler de changement culturel. Mais le changement des mentalités est beaucoup plus lent que la crise d'un système qui provoque dans mon pays le chômage de plus de deux millions de personnes dont un million de jeunes, ce qui est une situation pratiquement insupportable.

Quels sont donc finalement les obstacles que nous trouvons devant nous ? Il y a la résistance des élites politiques, économiques et sociales. Mais il y a aussi un obstacle difficile à surmonter : celui qui vient de la non-compréhension que nous sommes dans une crise non seulement structurelle mais existentielle, presque philosophique, peut-être morale et en tout cas culturelle. Je répète qu'il n'y aura pas de solution de la crise hors de cette solidarité au niveau mondial, qui peut seule redonner l'espoir d'un équilibre un peu plus juste entre les pays riches et les pays pauvres. Tant qu'on n'y parviendra pas, chacun s'enfermera de plus en plus dans son égoïsme national. Nous-mêmes sommes obligés de le faire parce que nous recevons des coups des pays industrialisés et parfois même des pays sous-développés avec des coûts de main-d'œuvre beaucoup plus faibles et donc plus compétitifs que nous.

Nous devons donc avoir le courage de dire aux citoyens qu'il n'y a pas de solution immédiate à la crise mais que la réponse est dans le socialisme démocratique qui veut concilier solidarité, égalité et liberté. ●

Andréas Papandréou: "Pas de sortie de la crise sans coopération internationale"

IL n'y a pas de doute que les victoires socialistes en Europe sont l'expression d'une nouvelle dynamique qui se développe avec force. Cette dynamique ne représente pas seulement un besoin de changement dans les pays en cause. Son importance dépasse largement les frontières et constitue un facteur nouveau essentiel sur le plan international.

Nous traversons une période internationale difficile. En premier lieu, nous assistons à une nouvelle tension entre les superpuissances, dans un contexte marqué par plusieurs foyers de crise. En second lieu, on voit se développer une nouvelle course aux armements, doublée de la menace physique d'une guerre nucléaire dont le théâtre le plus probable serait l'Europe. Enfin, nous avons à faire face à une crise économique internationale prolongée dont la toile de fond est le fossé énorme entre le Nord et le Sud. C'est dans ce cadre international que nous devons effectuer le changement.

Dès le début, notre gouvernement, en Grèce, a dû faire face à des problèmes nationaux particuliers et en même temps à une triple tâche de démocratisation, de développement économique et de transformation socialiste. Je souligne particulièrement le problème de la démocratisation qui se posait en Grèce, comme en Espagne, après des décennies de gouvernement de la droite et la lourde hypothèque de la guerre civile, étant entendu qu'après la chute de la dictature certaines choses avaient été changées même sous le gouvernement conservateur.

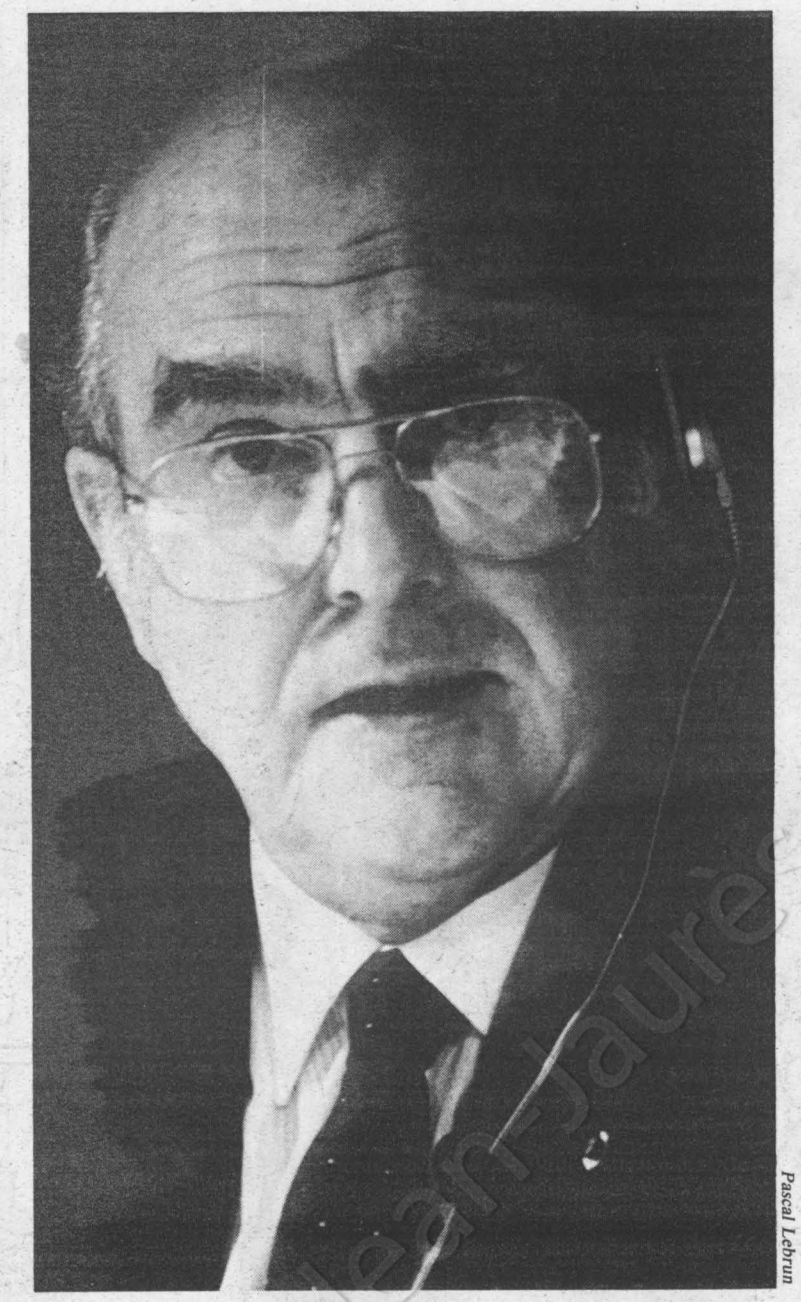
Ainsi, nous avons pris une série de mesures qui revêtent un caractère symbolique de mémoire collective et d'unité nationale, comme la reconnaissance, pour la première fois en Grèce, de la résistance nationale contre l'Occupation pendant la Deuxième Guerre mondiale. D'autre part, nous avons voulu mettre fin à tout un chapitre de notre histoire marquée par les séquelles de la guerre civile des années soixante, par exemple, le rapatriement des exilés politiques, l'abolition des lois d'exception, etc. En même temps, nous avons procédé à l'ouverture démocratique des institutions, des forces armées, de la police et des différents corps de l'Etat ainsi qu'à la démocratisation dans tous les autres domaines, en particulier dans les syndicats et les coopératives. Les élections qui ont eu lieu récemment dans ces organismes ont donné partout une victoire éclatante aux candidats socialistes.

En Grèce, nous avons hérité d'une situation économique caractérisée par une inflation annuelle de 25 %, un déficit de la balance des paiements de l'ordre de 2 milliards et demi de dollars, un déficit du secteur public équivalent à environ 14,5 % du produit national brut ainsi qu'une tendance à la baisse des investissements. Dans ce contexte, il fallait satisfaire les revendications salariales des travailleurs les plus exploités et des paysans pauvres en même temps que stabiliser l'économie. Cela a été la tâche de la première année de notre gouvernement. Il faut y ajouter des conquêtes sociales dans un sens plus large dans le domaine des droits démocratiques, de la santé, de l'expression et de la culture. Ils s'inscrivent dans un bilan positif en faveur des travailleurs qui ne doit donc pas être jugé seulement sur la base étroite des progrès salariaux.

Stabiliser l'économie

Il n'est pas possible d'aller plus loin dans une politique sociale à un moment où nous traversons une période de stagnation économique, de recours grandissant au protectionnisme, à un moment où nous nous trouvons devant la nécessité d'entreprendre de grands investissements pour le développement, la restructuration et la modernisation de notre économie.

Cette année sera donc celle de l'assainissement de la situation des entreprises endettées et de la restauration de la compétitivité. La dévaluation de la drachme obéit à cet objectif ainsi que l'application d'une politique austère des revenus en 1983. Nous encourageons, d'autre part, les organes de l'administration locale à prendre des initiatives économiques et nous reconnaissons un grand rôle aux coopératives, en particulier du type agro-industriel. En résumé, pour ce qui est de la situation économique, nous sommes optimistes malgré toutes les difficultés.



Pascal Lebrun

Dans un contexte plus général, j'aimerais faire remarquer que la sortie de la crise ne peut pas se faire sans une coopération internationale en vue d'établir des relations de type nouveau, en particulier par rapport au fossé entre le Nord et le Sud. Un fossé qui existe aussi à l'intérieur de l'Europe et qui nous affecte tout particulièrement dans nos rapports avec la Communauté européenne. D'autre part, une réforme radicale du système monétaire international s'impose, car celui-ci assure au dollar une position hégémonique et fonctionne comme un mécanisme mondial en faveur des plus riches.

Le Pasok, comme le Parti socialiste français, a donné une place centrale dans son programme de gouvernement à l'administration locale et à la décentralisation. Nous avons procédé à une réforme axée sur l'élargissement des pouvoirs des collectivités locales, par la mise en place, sous la présidence des préfets, de conseils départementaux élus. On a également mis en œuvre la participation populaire par la création de conseils de quartiers et d'assemblées du peuple. Cette politique a eu l'approbation populaire ainsi que la preuve en a été apportée par les récentes élections municipales, où le mouvement socialiste a gagné le contrôle de soixante-dix conseils municipaux.

En ce qui concerne la participation des travailleurs, nous considérons comme un pas important la création de comités de surveillance qui fournissent un premier cadre de participation sur l'orientation générale des entreprises. Auparavant, nous avons, bien entendu, procédé à la garantie institutionnelle des libertés syndicales. Nous sommes également en train d'introduire des changements dans les domaines de la santé, de l'enseignement, des droits familiaux, de l'égalité entre hommes et femmes, de la jeunesse, de la culture, etc.

Dépasser les blocs militaires

Si nous en venons maintenant à la politique extérieure, nous devons considérer que la Grèce est un pays à la fois européen, méditerranéen et balkanique. La Grèce est aussi un pays au voisinage du monde arabe avec lequel elle a une longue tradition d'amitié et d'échanges. Nous comptons poursuivre activement le développement de nos relations avec les pays arabes. Mais il nous faut surtout affirmer notre indépendance et assurer notre sécurité. Nous devons par ailleurs contribuer activement au changement sur le plan international. A cet égard, notre politique est basée sur la poursuite de la paix, de la détente et de la réduction des armements conventionnels et nucléaires. Nous pensons que c'est là une condition nécessaire à une marche autonome européenne qui peut conduire au dépassement progressif de la division de l'Europe en blocs politico-militaires. Récemment, quelque chose de très important s'est produit dans ce domaine. Je me réfère à l'offre qui a été faite à l'Otan par les pays du pacte de Varsovie. Nous estimons que cette offre doit être étudiée très sérieusement. Elle pourrait ouvrir le chemin à un rapprochement des points de vue et permettre de faire des progrès.

Mon ami, le Premier ministre de Suède, Olof Palme, a proposé la création d'une zone dénucléarisée en Europe centrale. Je profite de cette occasion pour lui dire que j'apprécie particulièrement sa proposition. Quant à nous, nous prenons dans le même sens des initiatives pour la création d'une telle zone dans les Balkans et je suis optimiste sur la possibilité d'y parvenir à bref délai.

Le changement sur le plan international doit se faire également, selon nous, dans la direction de l'établissement de nouveaux rapports entre les pays du Nord et les pays du Sud. Si la situation actuelle continue, le monde court le risque de se trouver dans son ensemble plongé dans une crise économique et partant sociale et politique incomparablement plus grave. Enfin, dans le même sens, la poursuite d'une politique de solidarité avec les peuples qui luttent pour leur indépendance et leur libération est nécessaire. Cela est particulièrement vrai pour l'Amérique latine. A cet égard, je voudrais rendre hommage au président socialiste de Bolivie, empêché d'être présent à cette rencontre de Paris.

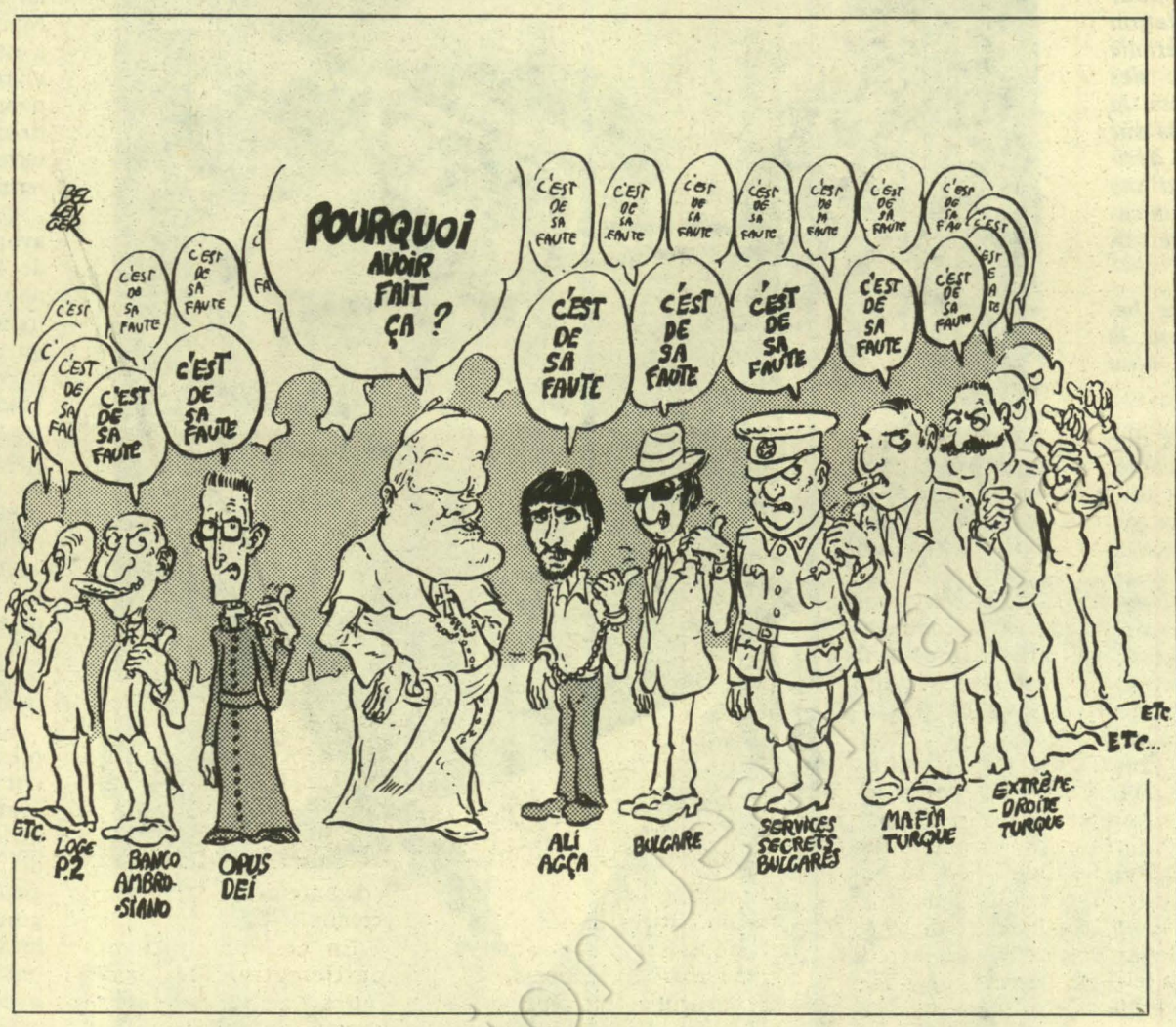
Je voudrais dire aussi quelques mots sur la question du Moyen-Orient, qui se trouve à l'heure actuelle à un tournant décisif. Nous sommes convaincus que la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens, leur droit de fonder leur propre Etat indépendant, parallèlement à la reconnaissance et à la sécurité d'Israël, constitue une condition *sine qua non* pour la solution du problème. C'est seulement sur cette base que peut être fondée la paix dans la région d'une manière juste et permanente.

Quant à la Grèce, nous avons malheureusement des problèmes nationaux particuliers dont il faut tenir compte dans notre politique de changement, par exemple celui de nos relations avec la Turquie. J'aimerais cependant répéter notre désir sincère d'avoir des relations de coopération et d'amitié avec la Turquie en faisant abstraction du caractère du régime actuel. La Grèce et la Turquie ont tout intérêt à consacrer le maximum de leurs efforts et de leurs ressources à leur développement respectif.

En conclusion, je voudrais formuler le vœu et l'espoir que cette rencontre de Paris soit le point de départ d'une politique coordonnée d'actions et d'initiatives, pour un monde moins dangereux, moins pauvre, plus solidaire et plus libre. ●

Politique internationale

PAR GILBERT SANS



Jean-Paul II : le rôle de la sainte mafia

Le citoyen turc, Bechir Celenk, recherché dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre Jean-Paul II et « arrêté » début décembre par les autorités bulgares, résiderait en fait actuellement dans un grand hôtel de Sofia. A Rome, deux mois après le démarrage de l'affaire, les enquêteurs tendent à confirmer la participation et la complicité des services secrets bulgares dans l'attentat. D'où, sans doute, le rejet par les magistrats italiens de la demande de mise en liberté du directeur-adjoint de la compagnie bulgare Balkan-Air à Rome.

La Bulgarie vient d'ailleurs de faire paraître un dossier sur cet homme — le dénommé Antonov — publié comme supplément du bulletin de leur ambassade romaine qui se compose, en fait, d'articles parus dans la presse soviétique, polonaise et bulgare. Y verra-t-on un peu plus clair un jour dans une affaire aussi ténébreuse que les déclarations constamment contradictoires d'Ali Agça, fasciste et trafiquant turc, tendent encore à obscurcir davantage ? Certes, la « filière bulgare » ne fait plus aujourd'hui la Une de l'actualité. Mais l'affaire Ali Agça a permis de mettre en relief les étranges connections reliant les Brigades rouges à de puissants réseaux de trafiquants de drogue, ou entre la Bulgarie communiste et la Turquie fasciste. (1)

Au Vatican, on se laisserait assez facilement convaincre du fait qu'Ali Agça serait bien une créature manipulée par le K.g.b. (alors dirigé par Youri Andropov). Mais, remontons quelque peu la filière. Bechir Celenk, le trafiquant, apparaît bel et bien comme étant au centre de l'embrouille turco-bulgare. De 1976 à 1979, cet individu « travaille » sur les montres suisses. 1979, c'est aussi la date de sa première disparition : il laisse une ardoise de 8 millions de francs suisses. Avec les montres suisses, Celenk achète des devises à la Bulgarie, fait rentrer des armes en Turquie et sortir de la drogue de ce même pays.

Au printemps dernier, trois laboratoires clandestins d'héroïne étaient découverts près de la frontière syrienne. Toutes les recherches menaient alors vers une même piste : le Syrien Henri Arsan, grand trafiquant d'armes et de drogue. Selon certaines sources étrangères, les armes, achetées en Occident, étaient acheminées un peu partout dans le tiers monde et le plus souvent payées avec de la drogue.

Du côté italien, on ne sous-estimerait plus aujourd'hui la possibilité de liens entre la dangereuse « mafia » syrienne, la loge P.2 et la banque Ambrosiano, elle-même liée au Vatican et à l'Opus deï, et dont le président, Roberto Calvi, connut la curieuse et triste fin que l'on sait sur les bords de la Tamise ; car non moins curieusement, une des sociétés fictives dirigée par Arsan aurait été, au moins durant quelque temps, domiciliée au second étage de l'immeuble de la banque Ambrosiano de Milan...

A partir de là tout s'embrouille. Le rôle direct des services secrets soviétiques dans ces affaires n'est pas prouvé. Du temps de Staline, le K.g.b. opérait directement, et pour son propre compte, en Occident (surtout à partir de quelques places fortes : Paris, Bruxelles, Mexico, Barcelone...). Il aurait aujourd'hui davantage tendance à la sous-traitance. D'où l'irruption bulgare.

Restent quelques évidences plus politiques. L'ensemble de ces affaires infirmeraient la politique de paix et de coexistence officiellement proclamée à Moscou. Le rôle du syndicaliste marron italien, Luigi Scricciolo, aujourd'hui inculpé, n'était-il pas de pousser Solidarnosc à la radicalisation ; et dans quel but politique ? C'est Scricciolo qui aurait informé les Bulgares de l'envoi de 40 millions de lires à Solidarité par la banque Ambrosiano, selon les instructions de monseigneur Marcinkus, ex-grand argentier et garde du corps de Jean-Paul II. Mais Ali Agça, au cours de ces nombreux voyages, aurait également reçu beaucoup d'argent en provenance de l'extrême droite internationale — appuyée par la C.i.a. ? —, argent destiné à favoriser la déstabilisation politique de certains pays européens comme l'Italie ou l'Espagne. Et tout cela est-il réellement contradictoire ?

(1) Voir « l'Unité » n° 494 du 24 décembre 1982.

Qui veut déstabiliser la fragile démocratie bolivienne ?

Un absent de marque au colloque socialiste sur les acteurs du changement : le président du gouvernement de gauche bolivien, Hernan Siles Suazo, qui aurait pu y faire entendre une des voix du tiers monde.

Mais le gouvernement de ce pays traverse sa première crise. Le président Siles Suazo a annoncé samedi dernier un remaniement partiel de son gouvernement, dans lequel son propre parti, le Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (M.n.r.i.) consolide sa position dominante. Cependant deux ministères importants — Finances et Education — ont volontairement été laissés vacants.

Ce remaniement fait suite à la démission des six ministres du mouvement de la gauche révolutionnaire (Mir — les mêmes initiales mais rien à voir politiquement avec, par exemple, le Mir chilien) du vice-président Paz Zamora. Ce dernier reprochait notamment au ministre de l'Intérieur, membre du M.n.r.i., de ne pas lutter assez efficacement contre le trafic de drogue et les groupes armés clandestins d'extrême droite.

Après le remaniement, le gouvernement de gauche bolivien se compose de neuf ministres du M.n.r.i., trois communistes (pro-soviétiques), trois démocrates-chrétiens et trois indépendants. Pour sa part, Hernan Siles Suazo a accusé le Mir d'« intransigeance ». Cette crise a ouvert en tout cas une brèche profonde et périlleuse dans la coalition du Front de l'Unité démocratique et populaire (U.d.p.), composée du M.n.r.i., du P.c.b. et du Mir.

Après dix-huit années de dictatures militaires, la Bolivie était retournée à la démocratie en octobre dernier. La faillite était d'une telle ampleur que même le Fonds monétaire international (F.m.i.) et les Etats-Unis ne s'étaient pas opposés au changement. La crise actuelle de la gauche ne doit pas faire oublier pour autant les premières mesures et réalisations du gouvernement Suazo-Zamora : vingt-trois généraux ont été relevés de leurs fonctions (dont le sinistre Garcia Meza, cocaïne et compagnie...) ; le conseil national de lutte contre le trafic des narcotiques — en fait couverture de la mafia — a été dissous ; la cogestion des mines accordée à la puissante centrale syndicale C.o.b. de Juan Lechin ; hausse des salaires de 30 à 100 % ; interdiction des importations de produits de luxe. Il est cependant vrai, par ailleurs, que l'inflation pour 1982 s'élevait à plus de 200 %... Un bien lourd héritage.

Yasser Arafat et la délégation du Conseil israélien pour la paix.



A.f.p.

Espagne : le syndicat socialiste en tête

Les élections syndicales espagnoles commencées le 15 mars 1982 se sont achevées le 31 décembre. Alors que plus de 90 % des résultats enregistrés dans l'ensemble des entreprises du pays sont aujourd'hui connus, on constate déjà une nette progression de la centrale socialiste U.g.t. (Union générale des travailleurs) par rapport aux dernières élections de 1980.

Première constatation : face à la multiplication des petits syndicats locaux ou nationaux (et des sigles), le scrutin confirme l'hégémonie des deux grandes centrales, socialiste et communiste (les Commissions ouvrières). Les travailleurs espagnols votent décidément pour les représentants réels de leurs intérêts de classe.

Pour la première fois, les résultats sont extrêmement significatifs dans la mesure où 89,95 % exactement des entreprises ont effectivement participé au scrutin. Autre élément riche de signification : c'est dans les grandes entreprises que l'U.g.t. obtient ses meilleurs scores. A ce jour — mais les résultats définitifs ne feront guère varier les chiffres — la centrale socialiste obtient plus de 36 % des voix, enregistrant une progression de 7,5 %, tandis que les Commissions ouvrières en obtiennent 31 %, progressant d'un demi pour cent.

L'U.g.t. s'affirme ainsi comme la première centrale syndicale espagnole. Ces élections marquent, pour la première fois, une nette rupture par rapport à la tendance de l'ensemble des pays de la Méditerranée jusqu'alors favorables à une prédominance syndicale de caractère communiste.

Yasser Arafat continue le forcing

Rencontre historique à Tunis que celle du chef de l'O.l.p., Yasser Arafat, recevant trois membres du Conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne. En public ou secrètement, c'est la première fois qu'une organisation sioniste israélienne rencontre le dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine. Jusqu'alors, Arafat n'avait guère reçu la visite que de journalistes israéliens ou de députés du petit parti communiste israélien. La différence est de taille.

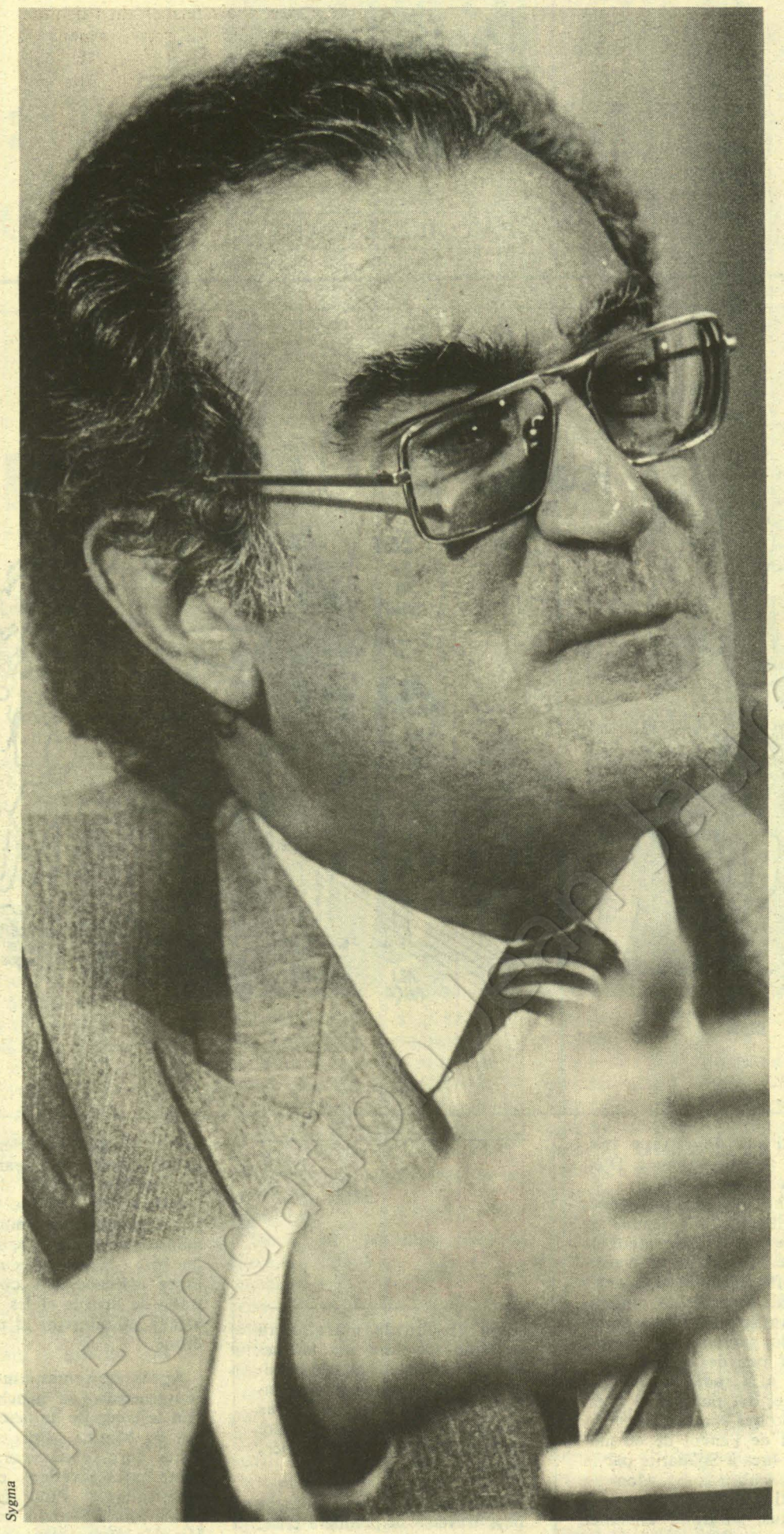
Les membres de ce Conseil israélien pour la paix sont des personnalités connues. Ils ont une influence plus large qui implique, par exemple, le mouvement « la paix maintenant » et la gauche travailliste. En Israël, à droite et à l'extrême droite, on persiste dramatiquement à dénoncer les « terroristes palestiniens » et à parler d'« intelligence avec l'ennemi ».

De l'autre côté, la Syrie a condamné formellement la rencontre de « M. Arafat et de sionistes » et dénonce « la bande qui joue avec l'avenir du peuple palestinien ».

Les voix de la paix sont toujours aussi difficiles et encombrées aux hommes de bonne volonté. En son temps déjà Jaurès... Certes, la réunion de Tunis n'aura aucune influence concrète et immédiate sur les événements et la situation au Proche-Orient. Elle demeurera cependant d'un symbolisme évident et témoignera du fait que courage et politique ne sont pas toujours des mots antinomiques.

GEORGES FILLIOUD : "LES FRANÇAIS ONT DES RELATIONS PASSIONNELLES AVEC LEUR TELEVISION"

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS



Sygma

DEMAIN, on communique. Tout le monde en est encore à compter les minutes d'antenne accordées à Yves Mourousi par le p.-d.g. de T.f.1, ou à polémiquer autour du retour de Guy Lux : broutilles et vieilles lunes que tout cela ! Le ministre de la Communication, Georges Fillioud, lui, prépare déjà l'avenir. En exclusivité pour « l'Unité », il annonce la création d'une commission interministérielle chargée de préparer le règne des « industries culturelles » ; et aussi la refonte des ordonnances de 1944 sur la presse écrite. Il replace ses décisions dans le cadre général d'une politique globale de la communication. Demain on « communique autrement ».

« L'UNITE » : A-t-on encore besoin, après le vote de la loi sur la communication audiovisuelle, d'un ministre de la Communication ?

GEORGES FILLIOUD : Plus que jamais ! Evidemment, si les problèmes de communication cessaient tout à coup d'être une interrogation majeure dans la société française d'aujourd'hui, si les tensions suscitent disparaissaient comme par enchantement, si les contradictions d'intérêts qu'ils agitent s'évanouissaient, je serais heureux d'aller ailleurs m'occuper d'autre chose. Mais il serait pour le moins utopique d'envisager une telle hypothèse pour l'instant... Depuis le 10 mai 1981 dans le domaine de la communication, nous avons déjà fait beaucoup, mais nous n'en sommes encore qu'au début du chemin.

Personne ne peut nier qu'au stade historique où nous sommes arrivés l'une des grandes questions qui se posent à la société française est celle de la communication entre les citoyens, qu'ils soient à divers niveaux les acteurs de la vie sociale ou qu'ils en soient les simples témoins. Car, humainement, socialement, je dirais même moralement, il y a un vice commun à tous les modes de fonctionnement de la communication nationale : les gens se connaissent mais ne se reconnaissent pas. Un enfant peut mourir des sévices que lui a fait subir sa mère : les autorités n'ont pas pu intervenir parce que les voisins, pourtant au courant, n'avaient prévenu personne. On ne se parle plus, on ne se rencontre plus, on ignore son voisin le plus proche. En ville, dans un même immeuble, des dizaines de familles peuvent se côtoyer, se croiser dans la plus grande indifférence. En milieu rural, là où les gens sortaient sur le pas de leur porte, organisaient des veillées, on a pris l'habitude de rester devant son poste de télévision, on ne se rencontre plus.

On ne peut pas éviter d'affronter ce paradoxe : la science et la technique ont inventé des outils de communication extraordinaires mais les gens se parlent de moins en moins. Bien sûr il faut vivre avec son temps, donc utiliser ces moyens quasi magiques de la communication de masse. Mais il faut aussi veiller à ce que ces instruments fascinants ne se substituent pas aux relations individuelles. C'est pourquoi j'estime que la place de la télévision dans la vie des Français est à revoir, à réajuster.

Ce disant, je ne fais peut-être qu'énoncer des évidences ; mais ce sont là des éléments essentiels si l'on veut entamer dès maintenant un vrai travail de réflexion dont on ne pourra plus se passer dans les prochaines décennies. Il n'y a pas d'objectif social plus urgent que celui-ci : établir une meilleure communication entre les Français.

— Pensez-vous que le résultat de ce que vous avez déjà fait soit bien perçu par l'opinion ? Pensez-vous que les buts que vous fixez soient bien compris ?

— Une seule chose inspire le travail de mes collaborateurs et le mien : la recherche et la mise en place d'une politique globale de la communication. C'est un fait nouveau, effectivement. Auparavant, la droite s'est toujours contentée de régler les problèmes de communication en les isolant les uns des autres, en les abordant au coup par coup. Mais jamais, avant de décider, elle ne s'est demandé : dans quelle socété vivront les Français dans dix ans, dans quinze ans, dans vingt ans ? La droite a toujours pensé à court terme ; nous, nous travaillons à long terme.

Qu'avons-nous déjà fait ? Nous avons d'abord libéré le service public de la radio-télévision. En créant de nouvelles institutions. En renonçant (renonciation difficile et déchirante) au monopole qui avait toujours prévalu. Bref, en faisant tout pour hâter l'avènement d'une des idées-forces du socialisme : la liberté de s'exprimer. Le premier paragraphe du premier article de la loi sur la communication audiovisuelle du 29 juillet 1982 le dit clairement : « la communication audiovisuelle est libre ». Dans la réalité, cela s'est traduit, notamment, par la législation des radios privées associatives et par la décision de câblage du territoire français.

Les radios privées associatives : près de mille stations émettent désormais librement à travers la France. Grâce à l'utilisation rationnelle de la modulation de fréquence, des communautés minoritaires, religieuses ou ethniques par exemple, des groupes locaux ou des collectivités locales, des mouvements associatifs ont pu sortir de leur isolement. Hier, avec la commission consultative, aujourd'hui avec la Haute autorité, l'équipe du ministère de la Communication chargée de ce dossier a tout fait pour que la « bande » soit ouverte au maximum, pour qu'un maximum de groupes puissent mener à bien un maximum de projets. On pourra toujours nous objecter telle ou telle bavure, telle ou telle difficulté d'application de la loi (dans la région parisienne par exemple il n'y a pas de place pour tout le monde), il faut comparer ce qui est comparable : la situation avant le 10 mai 1981 et la situation après le même 10 mai.

Le temps qu'elle fut au pouvoir, la droite tint le raisonnement suivant : « Nous avons à notre disposition un instrument de communication dont nous pouvons faire un outil de propagande efficace. Donc, il faut empêcher toute contestation de ce système. » D'où un refus borné de toutes formes de communications sociales ou locales. D'où une politique de répression systématique contre les radios privées : poursuites juridiques, inculpations, opérations de force, saisies du matériel, condamnations en justice et emprisonnements. Nous au contraire, nous avons décidé de laisser s'exprimer la communication locale. Mais sans rien figer définitivement : nous allons laisser se développer et évoluer ce phénomène. Et, si le besoin s'en fait sentir, le gouvernement et la majorité parlementaire pourront toujours procéder à des adaptations en fonction de la réalité... N'y aurait-il à l'actif du ministère de la Communication que ces mesures en faveur des radios privées associatives, il y aurait déjà de quoi être fiers.

Les câbles : la France a dix années de retard dans le domaine de la télédistribution. Toujours pour les mêmes raisons : peur de la liberté d'expression, peur d'une éventuelle contestation politique. Frileuse, la droite a bien laissé câbler telle région ou telle ville (surtout des villes nouvelles), mais elle a interdit toute

possibilité de libre utilisation du câble : les réseaux câblés existants n'ont jamais pu recevoir autre chose que les programmes déjà diffusés par voie hertézienne. Pourquoi, dans ces conditions, les gens se seraient-ils abonnés à des réseaux qui ne leur offraient rien de plus que leur menu habituel : T.f.1, A.2, F.r.3 ?

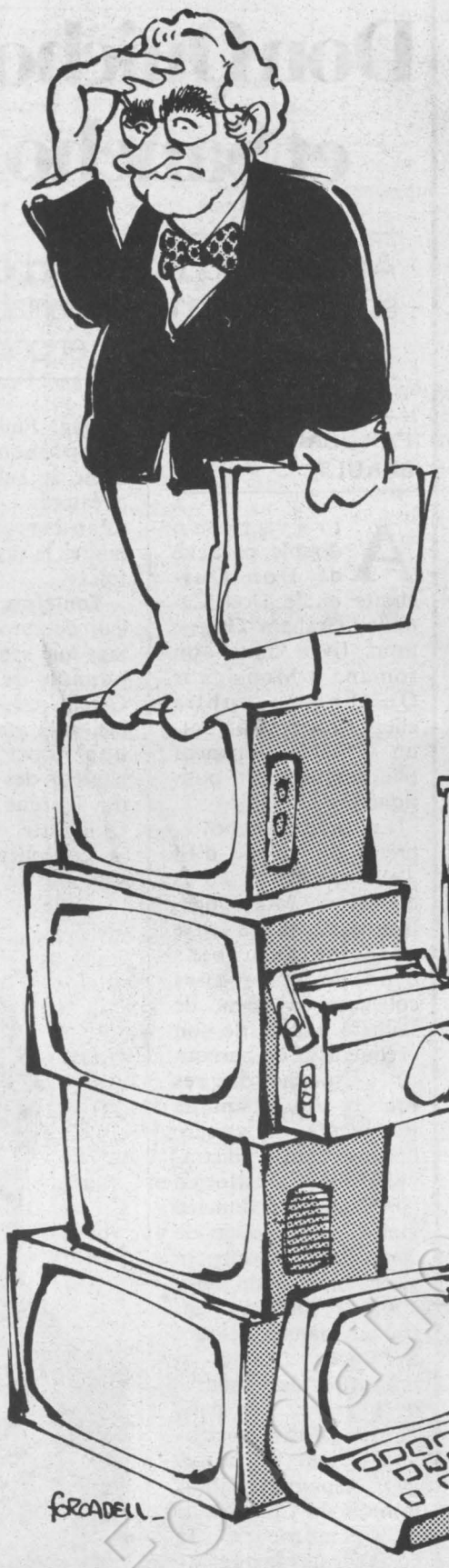
Là encore, nous avons, nous, parié sur la liberté : la puissance publique, dans un premier temps, va apporter ses moyens techniques et son concours financier pour l'exploitation des réseaux câblés ; ensuite, elle discutera à travers le pays avec tous ceux qui ont envie ou vocation d'animer ces réseaux : les collectivités locales ou les assocations qui deviendront éditeurs de programmes. Ils pourront évidemment reprendre les programmes actuellement reçus sur les antennes individuelles ; mais ils pourront y ajouter aussi tout ce qu'ils voudront afin d'offrir à l'usager la diversité, le pluralisme, des services nouveaux et une communication de caractère local. Car telle est bien la spécificité du câble : permettre l'épanouissement de l'expression locale à l'échelle d'une ville ou d'un quartier, d'une contrée rurale ou d'une région. Dans le cas des radios privées associatives comme dans celui du câble, j'ai la certitude que nous mettons en œuvre exactement la politique que nous avions proposée quand nous étions dans l'opposition : une politique de développement démocratique et décentralisé de la communication.

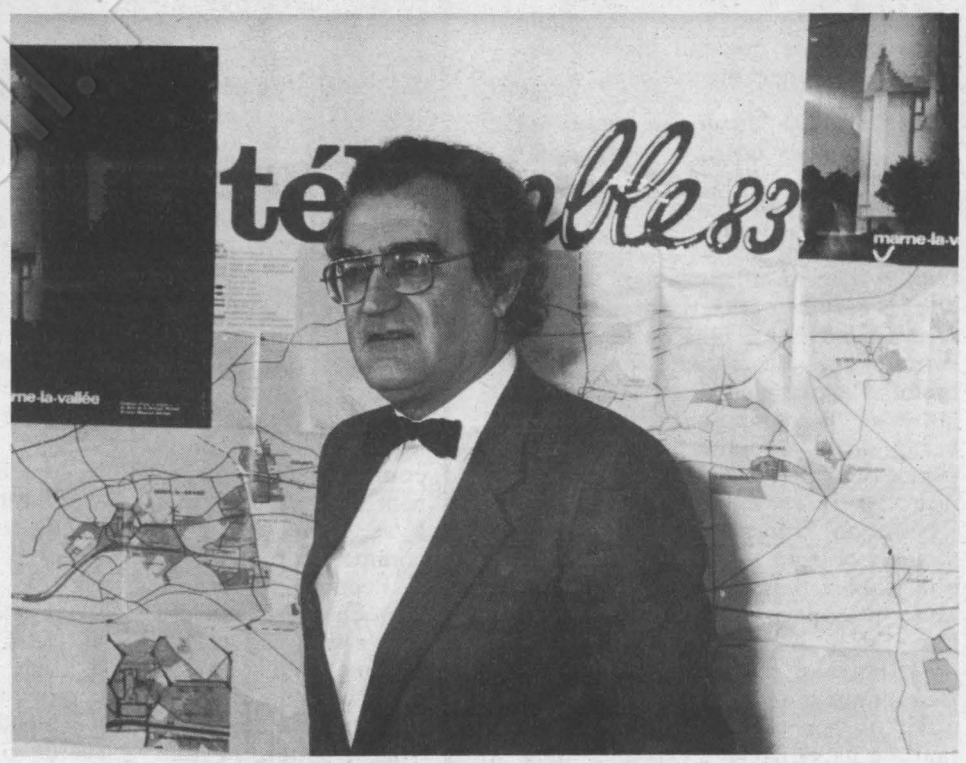
— Quand l'audiovisuel est attaqué, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, ce sont rarement ces voies nouvelles qui sont visées ; ce sont plutôt les « institutions » : les sociétés issues de l'ex-O.r.t.f...

— Qu'importe la cible. C'est la méthode qui est révélatrice et significative : toutes ces attaqes réitérées contre la télévision procèdent d'une opération menée par la droite. Une opération qui était déclenchée dès le 11 mai 1981 et qui repose sur un leitmotiv : contester sur tous les terrains possibles la législation de la nouvelle majorité. La droite, dans le cadre de cette stratégie, n'a pas manqué de jouer systématiquement sur une corde particulièrement sensible : la télévision.

Chaque Français prend le train ou le bus, est abonné au gaz et à l'électricité. Mais la relation la plus particlière, la plus intime qui puisse exister entre le citoyen et la nation, c'est à travers la télévision qu'elle s'exprime. Cette relation de type psychanalytique que le spectateur entretient chaque jour avec le monsieur ou la dame qui pénètre chez lui à l'heure du repas par le biais du petit écran, cette relation-là pas question d'y toucher ! La gauche s'en est aperçue dans tous les domaines où, depuis le printemps 1981, elle a voulu agir : la société française dans son ensemble a tendance à résister à tout ce qui est changement. Dès qu'on essaie de faire bouger telle ou telle structure, les mœurs, les relations de travail, etc., il y a toute une France qui se hérisse, qui ne veut pas qu'on modifie ses habitudes. Alors, modifier la télévision finit par relever du sacrilège.

La droite a choisi de jouer sur ce réflexe conservateur : c'est logique de sa part. Ce qui l'est moins c'est de voir certains journaux de gauche faire chorus avec elle ou bien une partie de l'opinion de gauche tomber dans le panneau. Je voudrais que la lecteur de « l'Unité » ne se laisse pas manipuler ainsi. Qu'il réfléchisse. Qu'il se demande qui lui serine que la télévision est mauvaise, qui essaie de le mystifier. Qu'il considère ce qu'il a regardé depuis une semaine : a-t-il vu une émission qui n'aurait pas dû avoir sa place, son petit bout de place dans l'ensemble pluraliste consituté par les trois programmes nationaux ?





Georges Fillioud aux journées du câble à Marne-la-Vallée - Val-Maubuée.

Qu'il considère les sondages mesurant la popularité des présentateurs : tous ceux qui arrivent en tête étaient déjà là avant le 10 mai 1981 ! Alors, où sont les scandales dénoncés par la droite ? Il serait temps de l'opinion de gauche se réveille et regarde la réalité des choses !

Que dit la droite ? Elle affirme : « La télévision est mauvaise, la télévision est socialiste, la télévision est mauvaise parce qu'elle est socialiste ». Les trois termes du raisonnement sont faux. Le raisonnement est faux. La droite a recours à de telles falsifications parce qu'elle ne supporte pas la leçon de courage qu'elle a reçue : la gauche a eu le courage de séparer le pouvoir télévisuel du pouvoir politique.

— Il y a d'autres attaques que celles inspirées par la droite. Il y a aussi des « critiques » de gauche. Il y a des gens qui pensent que la télévision n'a pas du tout changé, qu'elle n'a rien de socialiste...

— Je comprends ces critiques. Mais, je les condamne. Il faut que les hommes et les femmes de gauche fassent un choix politique clair : on ne peut pas avoir dénoncé l'annexion de l'audiovisuel par la droite et demander à un gouvernement de gauche de faire la même chose. Pour un socialiste, il n'y a pas de liberté sans socialisme. Il ne faudrait pas oublier le corollaire : il n'y a pas de socialisme sans liberté. Il faut que le vent de la liberté souffle partout. Et d'abord sur le service public de la radio-télévision nationale. La liberté, c'est le pluralisme, c'est la confrontation des idées. La liberté, c'est accepter que toutes les sensibilités s'expriment à la télévision.

Nous appartenait-il d'imposer une télévision au service du gouvernement en place ? Je réponds non. Une domination abusive des instruments de communication peut se transformer en boomerang politique ; l'histoire récente nous l'a démontré : Valéry Giscard d'Estaing a contrôlé la télévision, il a usé et abusé de ce contrôle, il n'en a pas moins été battu... Et puis, pourquoi aurais-je peur de la confrontation des idées ? Que la droite ait été effrayée par cette perspective, c'est normal : elle n'a pas grand-chose à offrir, à proposer sinon le maintien de quelques privilèges. Mais nous, qu'avons-nous à perdre à confronter nos idées à celles des autres ?

— Ce pari sur la liberté et le pluralisme ne peut être gagné que si les « institutions » de l'audiovisuel sont vraiment prêtes à jouer le jeu. Selon vous, est-ce le cas ?

— Les institutions sont faites par des hommes. Dans l'adiovisuel comme ailleurs. On peut changer les structures, déplacer les hommes : cela peut se faire assez vite. Mais il faut du temps pour changer les mentalités et les comportements. Ce n'est pas seulement vrai pour l'audiovisuel, c'est vrai pour tout le corps social. Là est la difficulté pour le gouvernement de la gauche : on ne passe pas facilement d'une société verrouillée à une société ouverte.

Il va falloir des années pour « déverrouiller » les esprits, donc les pratiques, donc le fonctionnement de l'audiovisuel.

— Le président de la République, quand il n'était encore que le candidat François Mitterrand, a délibérément donné à sa campagne une dimension culturelle. Est-ce que l'irruption des nouvelles technologies (le câble, les satellites) va nous valoir un supplément de culture ? Est-ce enfin l'avènement des industries culturelles ?

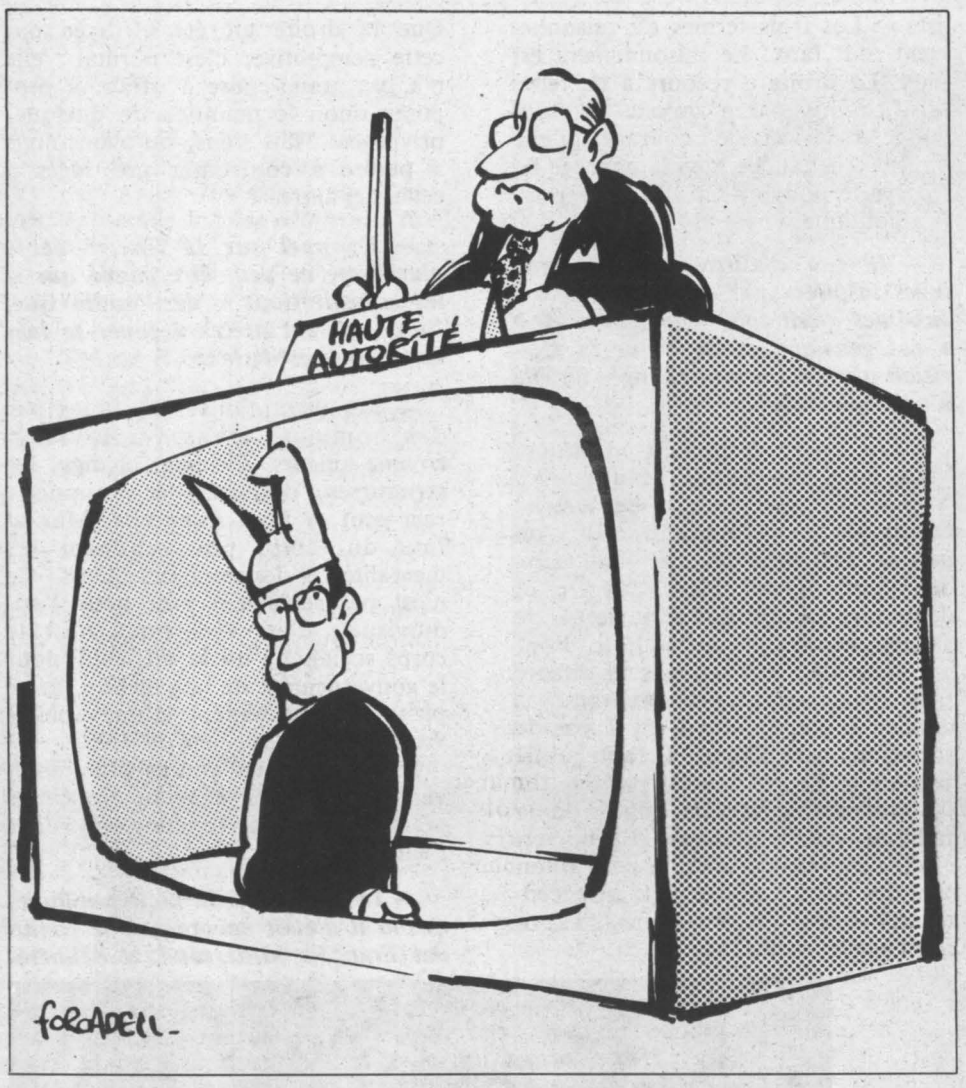


Photos S.c.a. Marne-la-Vallée.

Michèle Cotta et Bernard Schreiner, à Marne-la-Vallée.

— Pour le futur immédat et pour les dizaines d'années à venir c'est, à mes yeux, le « problème » à régler. La multiplication des vecteurs de communication va susciter un accroissement considérable des besoins d'images : à quoi servirait-il de lancer une chaîne supplémentaire, trois ou cinq canaux sur satellites et des réseaux câblés, si nous n'avions pas de nouveaux programmes à offrir ? Diversifier les programmes, faire en sorte que chaque vecteur ait sa vocation propre, c'est bien cela le pluralisme, c'est bien cela le respect et la satisfaction des différents publics qui composent une nation. L'enjeu culturel est évident. Mas il y a aussi l'enjeu économique : il va falloir répondre prochainement aux nouveaux besoins en programmes qui vont se manifester. Où les programmateurs vont-ils trouver ces programmes ? Serons-nous capables de les produire en France ? Ou bien faudra-t-il aller se fournir à l'étranger ? Si nous ne voulons pas nous laisser coloniser par les produits télévisuels américains, japonais ou autres, il faut se préparer dès maintenant. D'où la décision qui vient d'être prise en conseil des ministres de mettre en place une mission in-

(suite en page 22)



(suite de la page 21)

terministérielle d'évaluation et de mise à niveau de notre capacité de création audiovisuelle. La mission associe le ministère de la Culture, le ministère des P.t.t., le ministère de la Recherche, le ministère de la Communication (qui en assure la coordination) et tous les ministères peu ou prou concernés par cette bataille. Elle a été confiée à trois personnes, une femme (Souné Wade) et deux hommes (Michel Fansten et René Bonnel), qui sont d'ores et déjà opérationnels. Elle va devoir répondre à des questions essentielles : de quels moyens de production disposons-nous en France actuellement ? Comment ces moyens sont-ils utilisés ? Faut-il décider de les dynamiser ? Ou de les multiplier ? Quelles mesures de restructuration faut-il envisager ? Quels moyens financiers supplémentaires faudra-t-il apporter ? Comment organiser la production télévisuelle française pour qu'elle puisse mieux s'exporter ?

Il est évident que les conclusions de cette mission seront déterminantes aussi bien pour la politique de communication du pays que pour son rayonnement culturel.

— Le ministre de la Communication n'a pas seulement en tutelle l'audiovisuel. Il est aussi le ministre de la presse écrite. Vous intervenez très peu sur ce terrain...

— Il y a aussi des choses à changer en matière de presse écrite, c'est vrai. Car il n'est plus possible de prolonger la situation que nous subissons depuis des années : une législation sur la presse ouvertement ignorée et méprisée. Ou bien il y a une loi et on l'applique, ou bien on constate qu'elle est inapplicable et il faut la refaire. Puisqu'il est prouvé que la loi existante n'est pas applicable, il va falloir la changer : le gouvernement a décidé d'entreprendre cette tâche délicate.

Notre but est de revenir aux principes qui ont inspiré les ordonnances de 1944. Je rappelle que ces ordonnances, promulguées par le général de Gaulle, étaient directement issues des volontés exprimées par le Conseil national de la Résistance. Le C.n.r. avait considéré, à juste titre, qu'il fallait accorder une attention particulière à l'organisation de la presse parce qu'elle constitue un des éléments moteurs de la démocratie. Il avait, entre autres, repéré un dager : l'offensive que préparaient certains capitalistes pour racheter de grands journaux et constituer des groupes de presse à caractère monopolistique. Ce souci est hélas encore d'actualité.

Il n'est donc pas question pour nous de revenir sur l'esprit qui a inspiré les ordonnances de 1944. Il s'agit plutôt de traduire cet esprit en des termes législatifs qui s'appliquent à tous, qui soient incontournables. Il s'agit d'obtenir une transparence totale sur le financement de la presse : d'où vient l'argent ? Qui est qui ? Qui achète ? Cela afin qu'on en finisse avec les prête-nom et les monopoles de fait. Afin aussi qu'on ne puisse plus vendre un journal comme n'importe quelle autre marchandise... Je ne vois pas quelle force politique pourrait être en désaccord avec un tel projet de loi.

— Le poète disait : « Quand la vérité n'est pas libre, la liberté n'est pas vraie. » La liberté de communication est-elle un peu plus « vraie » depuis le 10 mai 1981 ?

— A chacun d'apprécier. A chacun sa part de vérité. Pour ma part, je pense qu'il y a plus de liberté et, surtout, que nous sommes plus nombreux à la partager. C'est la particularité de la communication : la liberté en ce domaine a besoin de règles pour la garantir, de moyens pour la faire exister. En pleine Révolution française, Camille Desmoulins pouvait monter sur la chaise d'un square pour haranguer les quarante personnes qui faisaient alors l'opinion parisienne. Si on veut assurer la liberté d'expression des Camille Desmoulins d'aujourd'hui il faut leur offrir un peu plus qu'une chaise ; il faut qu'ils puissent s'exprimer dans les colonnes de périodiques de grande diffusion, il faut qu'ils aient accès à l'audiovisuel ; si l'on continuait à leur refuser ces moyens, la liberté d'expression ne serait qu'illusion !

La responsabilité politique d'un gouvernement de gauche, l'une de ses responsabilités, en France, en 1983, c'est donc de prendre toute la mesure des techniques de communication et de permettre à chacun d'y avoir accès. Au bout de cette action, il devrait y avoir une liberté de plus en plus vraie. ●

Don Quichotte-Camillo et Sancho-Peppone

A travers un double pastiche, Graham Greene livre avec son dernier roman un véritable testament philosophique et politique

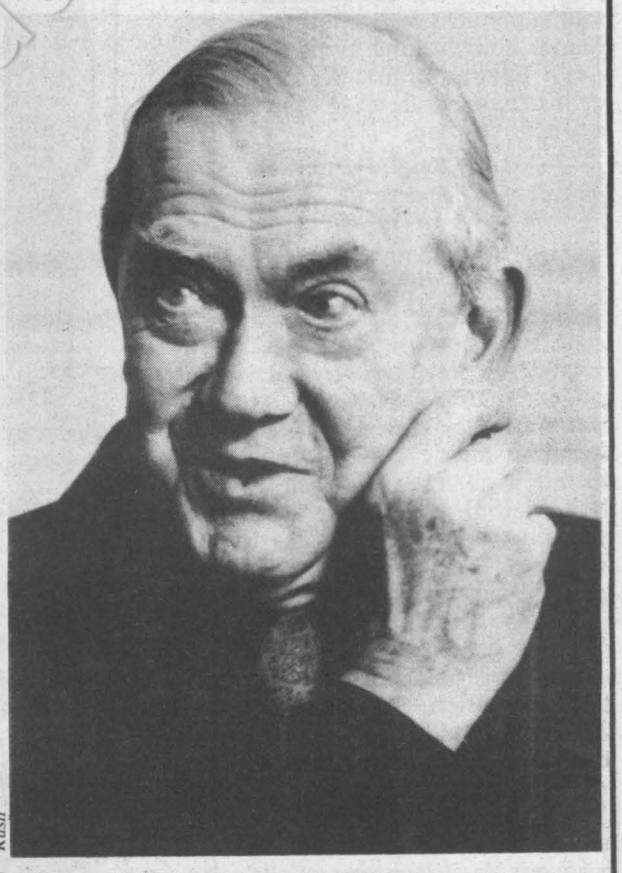
PAR JEAN-JACQUES BRAULT

A travers un double pastiche de Don Quichotte et de Don Camillo, Graham Greene nous livre dans son roman, « Monsignor Quichotte » publié chez Robert Laffont, un véritable testament philosophique et politique.

Le père Quichotte, prêtre du village d'El Tobaso, élevé à la dignité de Monsignor, laisse sa minuscule paroisse aux soins d'un de ses jeunes collègues en odeur de sainteté auprès de son évêque afin de parcourir l'Espagne d'après Franco. Au volant de Rossinante, sa voiture brinquebalante, il traverse la Castille en compagnie de l'ancien maire communiste de son village, au surnom sans surprise de Sancho, ce qui va l'entraîner dans quelques aventures cocasses et lui attirer les foudres de l'évêché. Les deux compagnons découvrent l'état de la société espagnole après la mort du Caudillo de triste mémoire : la toute-puissance de l'Opus Dei, le carriérisme et l'affairisme des gens d'Eglise plus soucieux de préserver leur position sociale que d'enseigner l'amour du prochain, le réseau d'informations que possède la garde civile, « le fantôme de Franco qui continue de patrouiller le long des routes ».

Tout comme Don Quichotte et Sancho, le prêtre et le maire communiste apprennent à se connaître et à se respecter. Tout comme Don Camillo et Peppone, ils échangent leurs vues sur leur foi respective. Les dialogues réitérés, construits sur le même schéma se révèlent à la longue quelque peu fastidieux. Parfois, le débat d'idées entre deux hommes de culture et sensibilité différentes se transforme en querelle. Alors s'engage un combat sans vainqueur au cours duquel Staline fait pendant à Torquemada, le grand inquisiteur, Brejnev à Franco, le bûcher au goulag. Finalement, la compréhension mutuelle se substitue aux préjugés. Le prêtre découvre Marx, le maire, le mystère de la foi.

Toutefois, si la valeur de cet ouvrage en tant que synthèse de la pensée de Graham Greene est incontestable, la trame dramatique n'est pas à la hauteur des espérances du lecteur. Le père Quichotte souffre de la comparaison avec son illustre ancêtre et conduire à la mort. Dans la galerie de portraits de l'œuvre de Graham Greene, le père Quichotte rejoint ainsi deux grandes figures d'ecclésiastiques : celle du prêtre martyr de « la Puissance et la Gloire » et celle du prêtre combattant révolutionnaire du « Consul honoraire. » Le romancier britannique réalise ainsi une trinité littéraire d'hommes de foi, humbles apôtres du Christ, qui symbolisent la grandeur de la condition humaine lorsqu'ils passent de la résignation à la révolte contre les nantis qui oublient le partage, les prêtres exploiteurs de la foi, l'Eglise qui pactise avec les dictatures.


Rush

Graham Greene de celle que l'on ne peut manquer d'établir avec Cervantes. Les transpositions d'aventures obligatoires, calquées sur celles de « l'Ingénieux Hidalgo Don Quichotte de la Manche », tombent souvent à plat. Ainsi les moulins à vent ne sont que le piètres moulinets d'un garde civil. Le père Quichotte, constamment saisi par le doute, manque de souffle, d'élan, de vitalité conquérante, de folie transcendante. Le héros de Graham Greene n'atteint une dimension digne de Don Quichotte que dans les deux derniers chapitres ; alors il ne se contente plus de constater la médiocrité du monde qui l'entoure ; alors il abandonne les hésitations qui le hantaient pour passer à la révolte et au combat qui vont le

Ce dernier roman se révèle essentiel à la compréhension de la pensée de Graham Greene, ce qui explique l'importance qu'il nous a avoué lui accorder lors d'un récent entretien. Dans « Monsignor Quichotte », l'auteur de « la Saison des pluies » combat l'opposition traditionnelle entre communisme et catholicisme. S'il s'insurge contre leurs déviations conduisant à la tyrannie et à l'oppression, il les soutient de toutes ses forces quand ils expriment la révolte devant l'injustice et l'espoir en un avenir meilleur. ●

La chronique littéraire de Claude Glayman



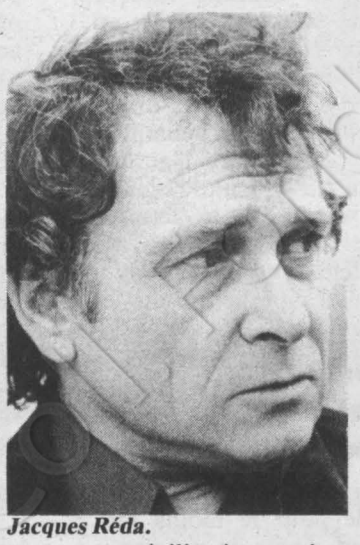
L'honneur des poètes

Géants ou "secondes classes", les poètes nous projettent toujours "hors les murs"

Georges-Emmanuel Clancier : « Panorama de la poésie française » (Seghers. Volume 1 : de Chénier à Baudelaire. Volume 2 : de Rimbaud au surréalisme). Georges-Emmanuel Clancier : « Le poème hanté » — Gallimard. Jacques Réda : « Hors les murs » — Gallimard.

DEPUIS une quinzaine de jours une image ne cesse de me hanter, celle des lunettes à verres fumés que portait le poète Henri Michaux (84 ans), en écoutant un autre poète, aveugle et paradoxal, Jorge-Luis Borges (84 ans). C'était dans une salle du Collège de France le mercredi 12 janvier 1983, la même où, paraît-il, il y a plusieurs décennies de cela, Paul Valéry prenait contact avec l'auguste lieu. Privilège de la poésie, elle bouleverse les cloisonnements mesquins de la vie quotidienne. Serait-ce ce qui lui confère universalité et éternité ? On l'a bien mesuré avec Aragon. Et on le mesure à observer la perpétuation sinon la permanence du flot poétique.

N'a-t-on cependant pas remarqué un recul « structurel » (comme disent les sociologues) de la poésie au fur et à mesure que se développe la société dans laquelle nous vivons, tous et de plus en plus ? La dimension dérisoire, le côté saltimbanque, la version non fonctionnelle du langage, autant de traits de la poésie qui en effet s'accordent mal



Jacques Réda.

avec une civilisation qu'on estime sans cesse plus matérialiste *(sic)* et plus pratique. En vérité les poètes n'ont jamais abandonné leur poste et la poésie est demeurée vivante au cœur des hommes de ce temps, singulièrement auprès des jeunes générations, comme on l'a vérifié lors des soulèvements de la jeunesse en 1968 dans les pays industriels (la situation de la poésie dans les nations du tiers monde et dans les pays de l'Est mériterait des commentaires appropriés qui distingueraient sans doute des vocations particulières).

Pour autant il n'est pas faux de déplorer que les grandes statues de poètes se soient faites de plus en plus rares, d'où l'émotion à contempler des géants en chair et en os, tels Michaux ou Borges. D'où aussi l'intérêt mis à bien suivre les nouveaux personnages de la poésie. En ayant toujours présent à l'esprit cette vérité de l'histoire de la littérature : la poésie ne cesse jamais, même si en certaines périodes les poètes sont aussi nombreux mais plus petits qu'à d'autres. On a tout le loisir de vérifier cette remarque en consultant les deux volumes du très remarquable « Panorama de la poésie française » de Georges-Emmanuel Clancier (deux volumes de poche réédités ces jours-ci chez Seghers). Que de noms méconnus, oubliés, en particulier dans la période où le romantisme s'enfante ! Clancier a eu raison de remettre en vedette ces « secondes classes » de la poésie : elles ont joué un rôle dans le chaînon de la poésie française (sans compter le plaisir à les découvrir et à les lire).

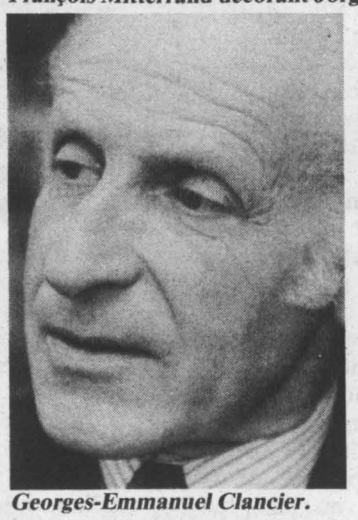
Ce n'est pas tous les jours qu'éclosent des Hugo, des Baudelaire, des Mallarmé (le tome 8 de la correspondance de ce dernier vient de paraître chez Gallimard, il porte sur l'année 1896 avec un savant commentaire de Lloyd J. Austin). Quant à Hugo on ne cesse de le scruter, Laurent Jenny dans une bonne partie de son essai « la Terreur et les Signes » (Gallimard) ajoute sa pierre au long train des exégèses hugoliennes.

Clancier lui-même est poète. Auteur de plusieurs recueils, il n'est pas seulement le romancier rendu célèbre par « le Pain noir ». « Le Poème hanté » (Gallimard), tout récent, montre que Clancier ne se situe pas dans la recherche mais dans une sorte de filiale classique du siècle. Il aime le chant (alitérations, rythmes, construction des vers y concourent plus que la rime quasiment absente). Clancier est un poète figuratif qui utilise simplement les mots du romancier et je dirais ceux de l'individu Clancier. La seconde origine qui vient de loin (d'où le titre du livre) explique probablement une certaine gravité présente dans de nombreux poèmes et qui marquent un reste-zeste d'Eluard. La proximité du romancier se retrouve plus volontiers dans les souvenirs et les évocations. Clancier parle de la femme « Ô femme en toi l'univers recommence ! », se remémore son enfance, l'école, ses origines modestes ; met en scène sa propre silhouette. Dans le registre grave il considère « les jours de l'évidence » ; l'Histoire, « le sanglant scandale » qui



A.F.P.

François Mitterrand décorant Jorge-Luis Borges.



Georges-Emmanuel Clancier.

écrase les hommes. Le poète se situe alors dans la morale « ... que je sois Dieu... » (comme Hugo) ; dans la pureté, celle de l'amour « J'ai chanté l'Eden dont tu rêvas les pommes » mais pas seulement. La métaphysique le concerne directement « être ou non est-ce là l'étonnant ? », c'est qu'il y a la mort et l'ignorance, « du monde pourtant bien peu sera parlé ». La vision de Clancier baigne dans une calme, odorante et belle image de nature, de campagne ; élément premier du poète qui renforce le bonheur qu'on éprouve à déchiffrer et à scander de courts textes merveilleusement et clairement ciselés.

En transitant par Gœthe dont nous découvrons la poésie grâce au second volume des poèmes de la maturité (Editions bilingue chez Aubier, dû à Roger Ayrault) et à la correspondance (choisie par « Les Presses d'aujourd'hui » dans leur belle collection « l'Arbre double ») ; nous atterrissons auprès d'un cadet de Clancier, Jacques Réda, qui avec « Hors les murs » (Gallimard) confirme son originalité et son importance. Comme dans les textes en prose de « Ruines de Paris » (« Prix des sept » 1978), ces poèmes ont la géographie de Paris pour thème principal. Topographie de la capitale, réelle d'abord, imaginaire ensuite ; ces textes sont comme autant de cartes postales, de « Vues de... » (« la Nouvelle Revue française », mois après mois, nous en expédie quelques-unes). Paris, presque le Paris de la zone, le Paris d'avant les tours, hors la fausse banlieue prétendument campagnarde des promoteurs immobiliers, à rebours du modernisme début de siècle façon Apollinaire et futuriste. Réda est un piéton nostalgique, passéiste ; qui paraît ne goûter que la vie d'autrefois, celle des quartiers anciens comme les aimaient Prévert et quelques autres personnages silhouettés dans ces poèmes. Les saisons, le temps, les évocations historiques y occupent une grande place. Réda, qui n'en célèbre pas moins le supermarché de Vélizy, fulmine contre « la nécropole automobile qui fulgure... et l'obstiné bourdon des autoroutes ». Mais ce serait le réduire que de l'enfermer en un Léon-Paul Fargue attardé et écologiste. Réda a créé une mythologie qui dépasse sa botanique dénonçant l'urbain et le turbin. Grâce à son art, un art qui doit beaucoup mais annonce aussi une voix. Une description léchée, parnassienne, à la José-Maria de Hérédia, des strophes aux longs vers qui usent fréquemment de parenthèses, une pompe magnifique qui, ma foi, pourrait bien être du Racine d'aujourd'hui (la richesse de vocabulaire en sus), vite tempérée par un jeu anarchiste à la Arthur Rimbaud (voyez « l'Orge et l'Yvette » qui deviennent le monde... et l'Abyssinie, réédition du « Bateau ivre »). Mots d'hier liés par la chaleur d'aujourd'hui qui préfigure une forme d'éthique pour demain. C'est souvent merveilleux et le plus souvent très réussi : une voix qu'on n'oublie pas mais qui nous fait oublier la « télé tutélaire » et « les Villes tentaculaires » (titre d'un recueil d'Emile Verhaeren repris dans la petite et admirable collection Poésie de Gallimard). Avec Réda on est ailleurs. N'est-il pas, ce compliment, le meilleur que l'on puisse adresser à un poète : être ailleurs grâce à lui.

ALERTE AU « PETIT GROS »

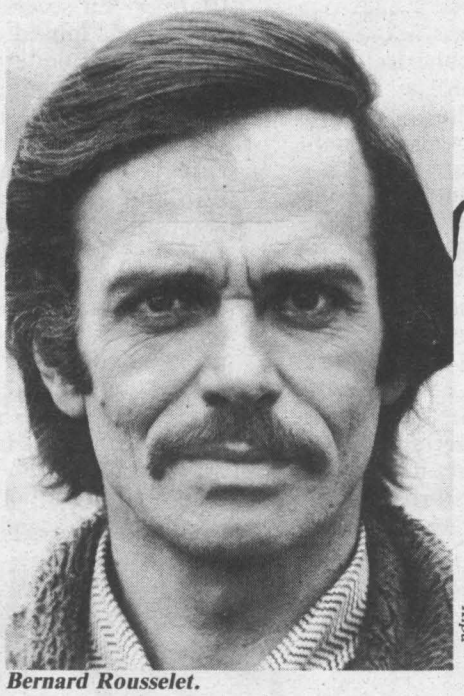
« Court sur pattes, rondouillard, blondasse, frisé et dégageant une odeur nauséabonde »... Ce portrait peu engageant est pourtant celui que des éditeurs grugés nous font régulièrement au téléphone de l'imposteur culotté qui se fait passer pour un journaliste littéraire de « l'Unité ». Utilisant sans vergogne le patronage de Claude Estier ou même carrément celui du président de la République, le pseudo Eric Johansson ou plus récemment Jean-François Riou, « brûlé » par nos soins dans toutes les maisons d'éditions avec lesquelles nous avons l'habitude de travailler, s'en prend maintenant aux petits éditeurs artisanaux qui, candidement, lui confient, sur sa seule bonne mine (sic) des ouvrages souvent fort coûteux.

Certes, les journalistes de « l'Unité » ne sont pas (pas tous !) des Appolon du Belvédère ou des Vénus de Milo mais quant à dégager une « odeur de vin et de malpropreté » il y a un monde. A bon entendeur... ***N.C.***

Comédiens: le droit à la différence

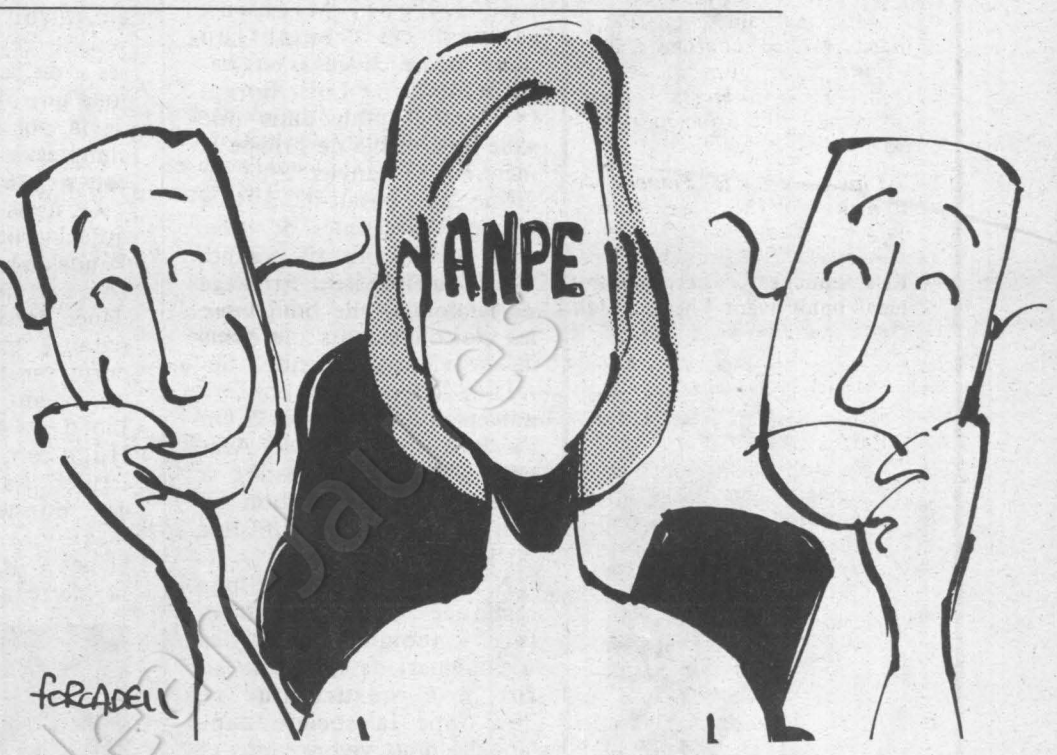
Ils sont quinze mille à n'avoir de réalité tangible que dans les fichiers de l'A.n.p.e. On a compris leur panique chez Bérégovoy où on s'est remis à plancher sur le sort des comédiens

PAR FABIAN GASTELLIER



Kipa

Bernard Rousselet.



PROFESSION : baladins, saltimbanques, bateleurs. Artistes, quoi, comédiens ou chanteurs ; musiciens ou danseurs. Signe particulier : espèce en voie de disparition (ils étaient 60 000 en 1936, 20 000 en 1968 et se retrouvent à peine 15 000 en 1982) que mine un chômage endémique de 80 à 85 %. Un tel label, ça vous fait quand même le profil particulier, la silhouette singulière ; bref, ça vous classe d'emblée « à part », « différent ». Impossible de mettre dans le même sac l'ancien élève du Conservatoire qui cavale les cafés-théâtres et un employé de banque : ils n'ont rien en commun et, même si le second risque toujours de se retrouver un jour sans emploi, il ne vit pas comme le premier avec l'adresse de son A.n.p.e. cousue au revers de son veston, aussi importante que le numéro d'appel du Samu ; aussi familière que sa boulangerie de quartier.

Le droit à la différence et la protection de cette différence. Voilà un peu ce qu'ils ont réclamé, les comédiens, en faisant grève le 20 janvier dernier pour protester contre la révision du régime des Assedic décrétée par le ministre des Affaires sociales, Pierre Bérégovoy. Un plan d'action qui visait à rééquilibrer les caisses du système d'assurance chômage mais qui constitue une menace pour le métier d'artiste. En clair, il s'agissait de revenir purement et simplement sur les dispositions particulières dont bénéficiaient jusqu'à ce jour (et grâce à un long combat) les gens du spectacle. Ne plus se contenter de cinq cent vingt heures de travail (ou soixante cachets) pour être indemnisé pendant une année (environ à 60 % des gains), mais devoir, comme tout le monde, aligner mille heures (soit cent vingt cachets) pour ne récupérer que... quatre-vingt-onze jours d'allocations. Dans l'état actuel de la profession, où l'on cavale de plus en plus après un emploi qui n'est jamais de longue durée, cela signifiait pratiquement que l'on prenait le risque de priver 80 % des comédiens de l'assurance chômage.

Un mal fou à vivre

Pour Jimmy Schulman, au Syndicat français des artistes et interprètes (S.fa.-C.g.t.), une telle mesure est redoutable : « Le décret du 25 novembre toucherait en premier les gagne-petit de notre profession, explique-t-il. Or ce sont des individus qui ont déjà un mal fou à vivre dans l'état actuel du régime des Assedic. Nous n'avons pas, aujourd'hui, une production suffisante pour permettre de multiplier les engagements. De ce fait, il sera très dur, voire impossible pour la grande majorité des comédiens, de totaliser sur douze mois mille heures de travail. Qui plus est, il faut dénoncer un état de fait scandaleux : les employeurs du spectacle, qui ne sont pas les plus à plaindre, bénéficient d'un taux préférentiel aux Assedic. Vous ne trouvez pas cela immoral ? Mois si ! »

Bah oui... telle est la réalité des choses. Bien différente de la légende dorée des stars millionnaires. Si celles-là existent et pointent comme les autres à l'A.n.p.e., histoire d'être couvert trois cent soixante-cinq jours par an par la Sécurité sociale ; si certaines d'entre elles, c'est vrai, plongent dans les magouilles et soutirent des caisses chômage de coquettes sommes d'argent entre deux tournages prestigieux et... bien payés (encore que le trucage soit difficile puisque le bénéficiaire d'un haut revenu doit attendre très longremps avant de pouvoir toucher son chômage et que ces gens-là sont généralement réemployés entre-temps), il ne faut quand même pas assimiler le gros de la troupe dont le revenu annuel avoisine le Smic à ces quelques privilégiés. « Il faut reconnaître la spécificité de cette profession », expliquait Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, lors des Rencontres sur les « acteurs du changement ». « Il convient d'adapter la réforme au terrain, précisait-il ; de reconnaître la précarité de cette profession, liée à un spectacle qui se monte ou pas, qui marche ou ne marche pas. Il faut lui réserver un sort particulier et, de la même façon que pour l'impôt sur les grandes fortunes on n'a pas taxé pareillement les immeubles et les œuvres d'art, il est nécessaire, ici, de mettre sur pied un statut fiscal particulier. Lorsqu'on plonge dans le domaine du spectacle, on ne peut pas raisonner exclusivement en termes économiques. » C.q.f.d., et tout le monde, chez Bérégovoy, de se mettre à replancher sérieusement sur les Assedic. Le dossier est reporté à fin février et d'ici là, on cause.

Mais la grève du 20 janvier ayant permis de mettre la lumière sur une corporation qui, aussi étrange que cela paraisse, reste encore dans l'ombre bien que passant son existence sous les sunlights, les comédiens en ont profité pour souligner quelques-uns des problèmes qui les touchent depuis longtemps en plein cœur, à savoir l'emploi et la protection des droits. Parce que, mis à part une petite indemnisation obtenue en 1977 pour les rediffusions télévisées, les comédiens, les artistes ne perçoivent pas un centime lorsque leur travail est ré-utilisé. A l'heure où le magnétoscope envahit le marché, où les films sont transformés en bandes-vidéo, cette question des droits dérivés est d'une cuisante actualité : « C'est une revendication légitime, explique-t-on au S.f.a. ; une revendication d'ordre social. Car les rediffusions permanentes bloquent de l'espace et du temps pour la production, la création. Empêchent donc les artistes de travailler. »

Une morosité déprimante est affichée

Mais là, sur ce point précis, la situation semble pour le moins bloquée. Sans grand espoir de victoire si l'on considère que les producteurs de cinéma viennent de s'opposer catégoriquement à toute négociation sur cette question et que les artistes américains, lors de la récente grève quasi mythique, se sont cassé le nez sur le même sujet. Pourtant, savoir que l'on peut faire ce que l'on veut de votre travail, le reproduire à l'infini, le détourner de ses fins premières (votre portrait, prévu pour un spot publicitaire, se retrouve placardé sur un produit alimentaire quelconque), c'est quand même assez scandaleux. Mais c'est comme ça. Et, comme le soupire Jimmy Schulman : « Si au moins on pouvait avoir la garantie que l'argent ainsi touché à partir de la facilité était réinvesti dans de nouvelles productions ! Mais il n'en est rien ! »

Reste le problème n° 1. La gangrène majeure : l'emploi. C'est le mal premier puisque sa constante dégradation entraîne le regain du chômage et a fait éclater la panique au sujet des Assedic. C'est un fait : les effectifs professionnels ont gravement baissé. La télévision tourne sur elle-même en ne produisant presque plus, le cinéma se gargarise du star système et paye de moins en moins cher les petits rôles, Radio-France ne prévoit aucune augmentation de la création. Quant au théâtre, l'argent qui lui a été donné par Jack Lang, notamment pour la décentralisation, n'a pas permis, contrairement aux promesses, la naissance de nouveaux emplois. Que s'est-il passé ? Mystère. Au ministère de la Culture, on avance le chiffre de 2 500 emplois débloqués dans les régions. Au S.f.a., on corrige le chiffre : oui, on a engagé des gens, mais des administratifs, pas des comédiens. Que le budget de la décentralisation ait servi à construire des décors chic et choc et à remodeler la structure d'accueil, c'est un détournement de fonds et un abus de confiance. Mais pourquoi les syndicats du spectacle, qui possèdent les listes des centres dramatiques et leurs chiffres, ne dénoncent-ils pas les coupables si coupables il y a ?

Résultat, tout le monde, dans la profession, affiche une morosité déprimante. C'est qu'il leur faut une solide foi dans le feu sacré pour continuer d'avancer... Bernard Rousselet, par exemple, un chouette comédien... qui survit par miracle. Dix années d'une belle carrière télévisée et théâtrale, pleine de premiers rôles. Puis le flou, le vide : « Après l'éclatement de l'O.r.t.f., en 1976, les acteurs du cinéma ont envahi le petit écran, explique-t-il. La crise avait fini par atteindre leur univers. Alors, ils nous ont pris notre terrain. Et toute une bande de comédiens qui n'étaient pas des vedettes mais qui bossaient bien se sont mis à ne plus trouver d'emploi, la concurrence sauvage entre les chaînes ayant développé la recherche des stars. » Alors Bernard se débrouille comme il peut : un petit rôle par-ci, une post-synchronisation par-là. Entre les deux, il assure la formation de comédiens dans un atelier, pour un salaire minable. Sans les Assedic, Bernard Rousselet n'existe plus. Et ils sont 15 000, en France, comme lui. A n'avoir de réalité tangible que dans les fichiers jaunâtres de la rue Pigalle, à l'Agence nationale pour l'emploi des comédiens. Salut l'artiste ! ●

Au risque de vous déplaire

VENDREDI 28 JANVIER

A.2 « Capitaine X », de Cécil Saint-Laurent et Pierre-Jean de San Bartolomé — 20 h 35.

De 1921 à 1923, un beau militaire promène son regard désespérément bleu sur les dégâts du traité de Versailles. Il y a six épisodes comme ça, pas follement excitants. Mais Pierre Malet (ne pas confondre avec Laurent, son jumeau, nettement moins intéressant) peut suffire à rallier quelques suffrages.

Ciné-club : « la Fiancée de Frankenstein », de James Whale — 23 h.

Avec sa coiffure électrique, Elsa Lanchester paraît follement punk avant l'heure. Malgré cela, un film émouvant.

Aïd, 33 ans, était encore berger en 1977. Aujourd'hui, il possède trois camions de 40 tonnes et sillonne les déserts. La modernité du transport n'a pas, pour autant, changé les mentalités et Aïd prie toujours autant. A son volant. L'émission ne précise pas quelle est la sécurité du piéton...

F.r.3 « les Forbans de la nuit », de Jules Dassin — 22 h 30.

Poursuites en tout genre dans le milieu interlope des boîtes de nuit et du catch. Solide. Et puis Gene Tierney, Gene Tierney, Gene Tierney...

LUNDI 31 JANVIER

T.f.1 L'avenir du futur : « Avalanche », de Corey Allen. Débat : prévoir les cataclysmes — 20 h 35.

Le satellite va très bien, merci. Les poissons de l'océan Indien ont eu bien chaud...

A.2 Théâtre : « Domino », de Marcel Achard — 20 h 35.

C'est triste, mais s'il est sorti de son contexte d'époque, Marcel Achard n'amuse plus personne. Cette façon de pérorer le verbe haut en prenant la pose, bof... Mais, là encore, il y a Danièle Lebrun. Détournement de talent.

F.r.3 « Thérèse Raquin », de Marcel Carné — 20 h 35.

On va jouer les anciens combattants : ça, c'était de la pellicule ! Ça, c'était de l'atmosphère ! Ça, c'était le bon temps. Avec, en prime, les yeux de Simone. La Signoret, la seule, l'unique.

MARDI 1er FEVRIER

T.f.1 L'an 40, un peuple et ses fantômes — de Claude Santelli (voir encadré).

A.2 Les dossiers de l'écran : « Marathon man » de John Schlesinger. Débat : les criminels de guerre, quarante ans après — 20 h 40.

Après un film relativement moyen, un bien passionnant débat. Monsieur Papon sera-t-il l'invité surprise de la dernière minute ?

F.r.3 La dernière séance, d'Eddy Mitchell : « les Aventures de Don Juan », de Vincent Sherman ; « l'Aigle des mers », de Michaël Curtiz — 20 h 35.

Un Don Juan aussi éloigné du mythe que le Royco Minut-soupe du potage de grand-maman... Mais on peut tomber en pâmoison devant cette espèce d'anguille noirâtre qui s'appelait la moustache d'Errol Flynn. Quant au mélo aventureux de Michaël Curtiz, il a un intérêt secret : sa musique, composée par Erich Wolfgang Korngold, compositeur méconnu qui écrivit pourtant un superbe opéra : « Die Tote Stadt » qu'on ne donne jamais. Sic transit...



MERCREDI 2 FEVRIER

A.2 « Trois morts à zéro » (n° 1) Téléfilm de Jacques Renard — 20 h 35.

Caisse noire et ballon rond. Toute ressemblance avec une couleur d'équipe bien connue ne serait que pur hasard, etc., etc. Avec Jean Carmet dans le rôle d'un commissaire de police mélomane que la moindre vue d'un stade de foot plonge dans la déprime. Les risques du métier...

F.r.3 L'affaire Salengro ou la presse comme arme qui tue, de Henri Deligny — 21 h 30.

Lille, le mercredi 18 novembre 1936. Roger Salengro, député-maire de la ville, ministre de l'Intérieur du gouvernement Blum, vient de se suicider, ne pouvant plus supporter une ignoble campagne de diffamation et de calomnies. Pour méditer sur une certaine presse qui n'en a pas fini avec ces procédés...

JEUDI 3 FEVRIER

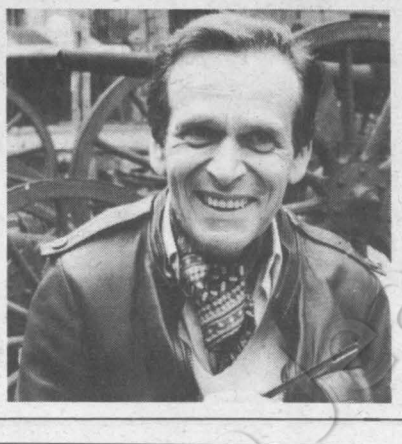
T.f.1 « Après tout ce qu'on a fait pour toi », téléfilm de Jacques Fansten — 20 h 35.

Deux soixante-huitards qui ont rêvé à un monde meilleur ont pondu un gosse qui se terre dans un mutisme absolu et se déshabille par provocation devant les caméras de télévision. Comme quoi, ma brave dame, il n'y a pas d'éducation idéale. Vive le martinet et le respect des valeurs... Avec Marie-Christine Barrault.

F.r.3 Cinéma 16 : « le Jour le plus court », de Pierre Kast — 20 h 35.

Le Kast de la semaine. L'histoire d'une brève rencontre en plein dans la tourmente de la dernière guerre, au cœur du Jura. Du charme.

L'émission de la semaine : l'an 40 ou un peuple et ses fantômes (n° 1) de Claude Santelli, mardi 1er février, T.f.1 — 20 h 35.



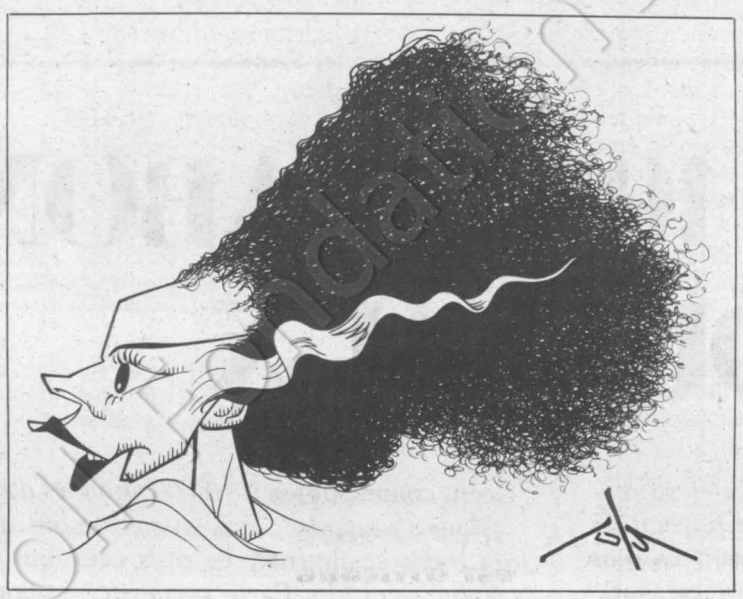
De l'obsession d'une ligne Maginot infranchissable à la débandade généralisée après Dunkerque. Claude Santelli mêle avec talent la fiction, les témoignages, les écrits de l'époque pour essayer de comprendre sinon d'expliquer ce que fut l'écroulement brutal d'une vaine espérance. De Berl à Céline, de De Gaulle à Pétain sans oublier les anonymes qui se souviennent, l'épopée de l'exode, la percée des troupes allemandes et le début d'un cauchemar reprennent du galon sur notre petit écran. On ne dira jamais assez combien les efforts de mémoire sont salutaires. Malheureusement, en même temps, on sait aussi que l'Histoire se répète dans ses erreurs, comme l'avait soupiré Paul Valéry, mort en 1945 et peut-être bien terrassé par ce constat déprimant.

F.r.3 Le nouveau vendredi : Ananas Connection, d'Amos Gitaï — 20 h 35.

Tout ce que vous voudriez savoir sur l'ordre alimentaire mondial sans oser le demander. Ou comment ne plus ouvrir sa boîte de conserve avec indifférence..

« Fragments d'exils », de Lew Bogdan — 21 h 35.

Depuis 1920, des Polonais quittent leur terre pour la France. Exils différents mais, au bout du compte, dans la solitude, tous les déracinements se rejoignent. Poignant.



SAMEDI 29 JANVIER

A.2 « Theodor Chindler », (n° 2) de H.W. Geissendorfer — 21 h 50.

Septembre 1914. Désarroi sur le front, hésitations et méconnaissance de la réalité à l'arrière. Un monde bascule mais ne le sait pas encore. Fa-buleux.

F.r.3 Opéra : « Rusalka », de Antonin Dvorak — 20 h 35.

Rarissime, cet opéra de Dvorak qui met divinement en musique une variation féerique sur la légende d'Ondine. Alors, profitons-en... Une naïade s'ennuyait. Devenue femme, elle tombe amoureuse. Mais la passion lui est interdite. Alors, elle s'en retourne au fond des eaux... Une belle réalisation de Jacques Karpo pour l'Opéra de Marseille, avec Lilian Sukis dans le rôle titre et la superbe Livia Budaï dans le rôle de la princesse étrangère.

DIMANCHE 30 JANVIER

T.f.1 « Chinatown », de Roman Polanski — 20 h 35.

Magouilles de série noire pour une rêverie exotique sur le quartier chinois de Los Angeles. Une intrigue aussi compliquée qu'un livret d'opéra, mais Faye Dunaway, Faye Dunaway, Faye Dunaway...

A.2 « Roule, routier »... en Arabie Saoudite (n° 3), de François Gall et Jérôme Habans — 21 h 35.

Le ras-le-bol de la semaine

« Le Prix du danger », dernier film du cinéaste Yves Boisset (auteur de « Dupont la joie »), co-produit par T.f.1, sort cette semaine sur les écrans. Si vous regardiez Antenne 2 dimanche dernier, vous n'en avez rien su.

Les faits : nommément invité, l'acteur principal du film, Michel Piccoli, a été décommandé et la présentation d'un extrait du film exclue de l'émission « Entrée des artistes ». « Sortez monsieur Piccoli », aurait pu dire en substance le propriétaire de ce créneau horaire, un certain Jacques Martin.

L'œuvre : « le Prix du danger » s'inspire d'une nouvelle d'un auteur américain, datant de 1964, et montre par une parabole apparemment osée les dangers possibles d'une certaine et extrême télévision. Le pays est imaginaire. La télé aussi. Le cinéma américain a d'ailleurs, à plusieurs reprises, illustré un tel sujet, de « Network » à « la 10e Victime » où Ursula Andress mettait une noble poitrine au service d'une noble cause. Bref, rien de bien neuf sous le soleil et Ursula n'est pas du genre à confondre le soufre et le déodorant.

Là où ça se corse, c'est quand Jacques Martin pratique la censure — apprenons à réappeler les choses par leur vrai nom — et se reconnaît manifestement dans le rôle du présentateur un rien salaud du « Prix du danger ». Alors qu'on ne lui avait rien demandé ! Le pauvre.

Le crime était presque parfait. Mais ne pouvait, morale oblige, rester impuni. Aussi « le Journal du dimanche », Zorro des alcôves, s'empressait-il de dénoncer non pas l'ineffable, mais la télévision. Sous-entendu, vous le devinerez aisément, la télévision d'Etat, la télévision socialiste quoi ! Qu'est-ce qu'on se marre ! Mais pourquoi tant de prudence dans le vocabulaire : les fascistes chiliens avaient-ils peur, eux, entre deux séances d'étripage en cave, de dénoncer une télévision à l'évidence « marxiste » ?

Mais écoutons la partie adverse. « Je sentais qu'il y avait anguille sous roche — déclare l'ineffable dans les accueillantes colonnes du « Quotidien de Paris ». Un ami proche des milieux du cinéma m'avait prévenu. Dans le dossier de presse de « Prix du danger », ils s'appuient sur toi, pas nommément, mais dans l'intention... » comme on le voit, rien que du très solide.

A la télé américaine existe une émission (« That's incredible ») où plusieurs personnes ont trouvé la mort dans des cascades. Yves Boisset, vous êtes indubitablement responsable du fait que Jacques Martin ait acheté des séquences de cette série américaine pour le passer dans son original « Incroyable mais vrai ». Qui se ressemble s'assemble ?

Il reste que confondre toute la télévision française avec Jacques Martin peut paraître excessif. Mais l'ineffable sévit six heures hebdomadaires. C'est beaucoup pour un seul homme ; surtout quand cet homme en dispose à son gré, refusant le droit de juger aux téléspectateurs, qu'ils soient de droite ou de gauche. Et quelle est cette conception d'un média de masse qui refuserait le droit d'exister à toute critique le concernant ? Ça sent déjà un peu « le Meilleur des mondes », non ? J'ai le sentiment qu'on nous a pris pour des cons. A quand un débat Piccoli/Martin, ou un Bellemare/Boisset ? Il y a, en tout cas, des coups de pieds à la médiocrité qui se perdent.

GILBERT SANS

LES ENTRETIENS DU JEUDI

De 19 h à 21 h,
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10, rue de Solférino,
75007 Paris

27 janvier

Philippe Farine, délégué général aux Relations internationales.

Michel Suchod, député de la Dordogne.

10 février

Maurice Benassayag, directeur de cabinet du secrétariat d'Etat chargé des Rapatriés.

17 mars

Martine Frachon, députée des Yvelines.

Jean-Pierre Moulins, délégué général à la Formation.

24 mars

Jacques Guyard, député de l'Essonne.

Colette Audry, déléguée générale à la Formation et membre du Comité directeur.

Tout courrier doit être envoyé à « l'Unité », service des petites annonces, 12, cité Malesherbes.

SPÉCIAL MUNICIPALES



La réussite municipale

Cet ouvrage abondamment illustré de photos couleurs est un outil de propagande pour les militants.
Prix de vente public : 50 F.

La politique municipale des socialistes

Ce dossier de 250 pages sera pour nous tous le livre de référence pour notre combat.
Prix de vente public : 90 F.

En vente au Club socialiste du livre, 10, rue de Solférino, 75007 Paris, et dans toutes les librairies. Des conditions spéciales peuvent être consenties aux membres du P.s.

FICHIER D'ARTISTES

Pleins d'énergie, de talent et capables d'assurer le succès de vos fêtes publiques ou privées comme ils ont assuré celui du Dépôt-Vente.

Audition publique chaque samedi après-diner. Jazz dansant : jeudi, rock années 50 : vendredi.

Le Dépôt-Vente de la Jatte
92200 Neuilly.
Tél. Gérard Vacher
637 33 99
ORGANISME DE FÊTE

petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

OFFRE D'EMPLOI

Réf. 291. Officier, en position hors cadre, ancien élève Saint-Cyr, domicilié région parisienne, travaillant à Paris, offre services à parlementaire socialiste, membre Commission de la Défense nationale et Forces Armées. Tél. 428.68.36.

DEMANDE D'EMPLOI

Réf. 289. Dame 40 ans, bonne connaissance en chimie cherche emploi. Etudierait toute proposition.

S'adresser à Madame Birac 78, rue de la Villette, 75019 Paris. Tél. 201.15.39.

DIVERS

Réf. 290. Ingénieur consultant organisation de structure étudie tout particulièrement les conditions de travail en milieu industriel et collectivités locales. Très motivé par la qualité du service rendu et par l'économie sociale apporte un soutien total aux gestionnaires publics ou privés fort consommateur de salaire.

Pour tout renseignement appeler Michel Clerc au (67) 41.90.13 Montpellier.

OBJECTIF : 10 000 ABONNES NOUVEAUX

Depuis quelques semaines « l'Unité » a changé de visage et se présente à vous avec un nouveau format, plus maniable, et une pagination plus étoffée qui permettra de réaliser un journal plus vivant et plus équilibré. De toute part, on nous dit que ce changement est apprécié.

Près de onze ans après sa naissance — nous fêterons bientôt notre 500e numéro —, « l'Unité » a donc pris un nouveau départ qui se prolonge par une grande campagne d'abonnements à laquelle nous fixons comme objectif 10 000 abonnés nouveaux.

Pour l'atteindre nous avons besoin du concours actif de tous ceux qui lisent ce journal, de tous ceux qui le diffusent, de tous ceux qui, responsables du Parti socialiste, militants ou sympathisants, ont la possibilité de le faire connaître autour d'eux. Face à la grande presse qui dispose de moyens écrasants, vous êtes notre richesse. Mobilisez-vous avec nous pour faire faire à « l'Unité » un nouveau bond en avant.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité
10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

* ***abonnement d'un an (230 F)*** ☐

* ***abonnement de six mois (150 F)*** ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastel lier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Pierre-Yves Poindron, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-ELysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.



Jean-Pierre Chaput travaillant à son mur.

Une bien jolie façon de faire le mur...

C'est au pied du mur qu'on voit... le peintre. Dans le XVIIIe arrondissement de Paris, Jean-Pierre Chaput "s'explique" quotidiennement avec sa fresque "les saltimbanques"



Pascal Lebrun

PAR LUCIEN CURZI

LA paupière basse, une barbe qui lui fait la tête d'un brigand vomi par une forêt, hirsute, une écharpe de laine pareille, lorsqu'il marche, à une traîne, il semble, ce matin, désespéré. Il a la voix embrumée des nuits d'insomnie. Le camion-nacelle, grâce auquel il élabore sa fresque, à l'angle des rues Montcalm et Marcadet (Paris, XVIIIe), dans ce quartier de Montmartre gris et pentu, est momentanément en panne. Par une sorte de fait exprès, il avait envie, justement, de travailler... Déjà, un ouvrier est glissé sous le pont.

Sur quatre panneaux de deux murs-pignons préalablement ravalés et recouverts, sur plâtre, d'un fond blanc acrylique, des enfants de la balle réhaussés de vermillon, vert pistache, bleu outremer, regardent les passants, nombreux, qui font halte devant la porte entrebâillée de ce chantier pas comme les autres. Ces enfants du cirque, enlevés dans une manière « poulbots de Montmartre », sont l'œuvre de l'homme râblé, originaire de la région de Malaga (Espagne), dont l'œil ombrageux a, ces jours-ci, chassé plusieurs collègues de la presse écrite. Car, Jean-Pierre Chaput, auquel la mairie de Paris a commandé une peinture murale, qui fait à présent comme un endroit gai et léger dans un îlot sans verdure, n'a, dit-il, rien à dire puisque, en voie d'achèvement, « mon mur parle pour moi ».

Dans l'enclos, entouré de palissades en tôle, une baraque. C'est là-dedans que dort le peintre, ouvrier et ange gardien du futur square. Ses voisins, une chatte noire en proie à des langueurs félines et, nageant en un doigt d'eau, un poisson moustachu, oublié dans un arrosoir en plastique. Car Luis Rivas Arroyo (« pareil, précise-t-il, à rives et petit ruisseau... ») affronte ce mur, de jour comme de nuit. Pendant que le commun des mortels dort du sommeil du juste, lui veille et s'agite. Si, poussé par il ne sait quelle force, il lui prend d'allumer des rampes de projecteurs et de sauter dans sa nacelle, alors, c'est parti pour un demi-tour d'horloge. Jean-Pierre Chaput surveille son mur comme un amant jaloux sa dulcinée.

A l'aide d'un épiscope, lanterne de projection adéquate, il a repéré les contours du dessin et fixé le mouvement. Après, il a essayé de suivre la maquette agréée par les services de l'architecture officiels. Mais, là-haut, à dix mètres du sol, les choses sont modifiées. Il accentue un geste, donne fluidité à telle expression, pose un violon sur une épaule, désencombre une perspective. Il s'interprète, selon les humeurs du jour. Des détails qui font la vie. La brosse lui tient lieu d'archet, les couleurs d'accords. D'une maquette de un mètre sur cinquante centimètres, on ne fait pas, automatiquement, une peinture de trois cent vingt mètres carrés. Sans cesse, l'œil corrige la main.

A quarante-cinq ans, Jean-Pierre Chaput est confronté à sa plus vaste peinture. Et ce n'est pas une mince affaire car, en un tel combat, le mur résiste. Serait-ce une raison suffisante pour éviter de se battre ? Lui, qui ne pense qu'à ça, marche au rouge. Il ne dit de mal d'aucun peintre, ses pairs, il ne parle ni art ni talent. Lui, qui a l'air si terrible, et à la fois si fou de ce qui est sa raison d'exister, peint des gamins gais, à peine flottés de tristesse, en tout cas prêts pour la fête, à moins qu'ils n'en reviennent. Pourquoi toujours des Pierrot et des Colombines, qui paraissent laisser passer leur bonheur ?

« Bourrée d'amour »

« Parce que j'aime les enfants, qu'au fond je n'ai jamais quitté mes jeunes ans, que je suis un enfant monté en graine. Mon père, qui était révolutionnaire, en Espagne, dans les rangs républicains, a été fusillé contre le mur d'une église, par Franco. Ma mère en est devenue folle. J'ai connu l'exode, les camps de réfugiés, la misère. Une famille de paysans français m'a adopté. J'ai eu une grand-mère méchante, gourmande et menteuse, et une grand-mère gentille, qui retroussait ses lourds jupons violets les fois qu'elle trônait sur un grand pot bleu. Moi, je vidais ensuite ce pot. Quand je trayais les vaches, je faisais gicler le lait sur mes copains. C'était au temps où je flirtais avec les chèvres, du côté de Rodez.

« Mais qu'importe, j'ai tout loupé dans ma vie, oui tout... sauf le mur (rires). Il est là, il restera et, sous son vernis satiné, lorsqu'il sera inauguré le 17 février prochain, il égayera le quartier. Tenez, les enfants de l'école maternelle de la rue Vauvehargues, les élèves d'Odile Arlaud viendront ces jours-ci. Ils seront maquillés, nous ferons la fête... »

Maintenant, le mécano a réparé le camion-nacelle. L'anxiété de Jean-Pierre Chaput, du coup, s'est dissipée. On sent qu'il se retient de courir vers son manège. Il fait durer le plaisir de l'attente. Il raconte encore, un nouveau ballon de rouge sur le zinc, qu'après une enfance à Billy (Allier) où, à l'âge de dix ans, il évoquait, à genoux, la protection de sainte Barbe lors des orages, il a suivi les cours de l'école des Beaux-Arts de Clermont-Ferrand, décoré les murs intérieurs de l'église de Camjac (Aveyron), brossé une quantité de paysages, marines, bouquets, et même une « maja muerte », encouragé dans sa vocation par le pasteur Valéry-Radot, de l'Académie française. Et encore, il a un fils, sans en dire davantage.

Dans la cabane où la table est encombrée, un seul livre, dévolu à Picasso, « le maître » tout-puissant. La télé diffuse, ce midi-là, à plein régime, une fantaisie et fugue de Jean-Sébastien Bach. Ni la chatte voluptueuse ni le poisson solitaire dans son bocal de fortune s'en inquiètent.

Bientôt, le XVIIIe arrondissement aura un square de poche équipé « à la romantique » de bancs, réverbères, arbres, peut-être d'un espace pour la pétanque. Une fresque aussi, ajoute Jean-Pierre Chaput, alias Luis Rivas Arroyo, « bourrée d'amour ». ●

UN BANQUIER QUI FONCE...

... AUSSI POUR LE PARTICULIER.

Nous sommes une banque spécialisée des P.M.E.

Nous vous proposons de vous traiter comme elles.

Nous pouvons, et avons la volonté, de le faire, car :

- **Nous sommes et désirons rester une BANQUE A DIMENSION HUMAINE,**

- **nous avons toujours la solution à VOS PROBLEMES qu'ils soient de rémunération de votre épargne ou de financement de vos projets,**

- **vos dépôts nous permettent d'aider les entreprises.**

BANQUE PARISIENNE DE CREDIT
« AU COEUR DE LA VIE DES P.M.E. »

S.S. 56, rue de Chateaudun - 75009 Paris
66 agences Paris banlieue province

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement

de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université
75007 PARIS - Tél : 550.32.04

Précision

A la suite de notre article « Banques » : les insinuations — sans provision — du R.p.r. », M. Michel Habib-Deloncle nous prie de publier la précision suivante :

« Etant Avocat à la Cour, je n'ai aucune part dans le R.p.r. Banques. Le délégué national du R.p.r. Banques est mon fils, Pierre Habib-Deloncle. Bien que l'harmonie politique soit beaucoup plus grande entre mon fils et moi qu'entre Messieurs Louis et Pierre Joxe, je ne suis pas plus engagé par ses écrits et ses faits et gestes que l'ancien ministre du général de Gaulle ne l'est par les déclarations du président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. »

cinéma

N° 290 • Janvier

entretien avec
EDDY MITCHELL

entretien avec
MAX DEUTSCH

LE CINÉMA FRANÇAIS D'AVANT-GUERRE

et tous les films au cinéma et à la télévision

sepur

69, rue des Frères Lumière
Z.I. Des Chanoux
93330 NEUILLY SUR MARNE
Tél : 300.15.22 et 64.60

SOCIETE D'ENTRETIEN ET DE PROPRETE URBAINE

Enlèvement d'ordures ménagères
de gravois et de détritus
par bacs multibennes

Nettoiement murs et édifices
par projection (eau chaude
et froide, sable)

Nettoiement de voies
publiques et privées
Assainissement

Hygiène publique
Balayage de chaussées
et autoroutes par aspiration

100 — 756

BILAN DE DIX-HUIT MOIS DE POLITIQUE SOCIALE

Cette semaine "l'Unité" publie les mesures sociales prises depuis le 10 mai 1981 dans le domaine de la famille, de la petite enfance et de la jeunesse

Famille: quatre axes prioritaires pour une politique globale

LE gouvernement a mis en œuvre une politique globale de la famille autour de quatre axes prioritaires :

— des aides financières plus fortes, plus justes et plus simples ;

— un vaste programme pour la petite enfance ;

— une politique familiale de l'habitat ;

— solidarité et respect avec l'aide sociale à l'enfance.

Des aides financières plus fortes, plus justes et plus simples

LES LIGNES DIRECTRICES :

— revaloriser et promouvoir les prestations familiales d'entretien, versées tous les mois aux familles pour compenser les charges liées à la présence d'un enfant ;

— harmoniser l'aide suivant le rang de l'enfant ;

— respecter la liberté et la responsabilité des familles ;

— simplifier le système des prestations familiales.

LES MESURES :

a) Revalorisation des allocations familiales :

— de 25 % pour toutes les familles en juillet 1981 ;

— de 25 % pour les familles de deux enfants en février 1982, familles trop oubliées auparavant : 2 700 000 familles bénéficiaires ;

b) Revalorisation de l'allocation-logement de 50 % de la masse financière distribuée en deux étapes (juillet et décembre 1982), puis de 6,8 % en juillet 1982 ;

c) Autres prestations familiales :

— revalorisation et simplification des prêts aux jeunes ménages en avril 1982 (D. n° 82-318 du 8 avril 1982) ;

— délai de carence pour le droit à l'allocation d'orphelin ramené de six à deux mois (D. n° 82-534 du 23 juin 1982).

d) Les prestations familiales ont été augmentées de 6,2 % au 1er juillet 1982, à l'exception du complément familial revalorisé de 14,1 % pour favoriser les familles nombreuses.

Elles seront encore augmentées de 7,5 % au 1er janvier 1983 et une revalorisation deux fois par an, janvier et juillet, depuis longtemps revendiquée, sera opérée à partir de 1983.

e) Les effets du quotient familial ont été plafonnés en 1982 à 7 500 F par demi-part, pour supprimer les injustices les plus criantes de ce mécanisme.

f) Une déduction fiscale de 3 000 F par an pour les frais de garde d'un enfant de moins de trois ans sera possible dès 1983 pour les parents qui exercent tous deux une activité professionnelle. Cette mesure existait jusqu'ici pour les seuls parents isolés.

g) Le projet de loi portant réforme des prestations familiales déposé au Parlement en avril 1982. Compte tenu de la surcharge de travail, il ne pourra être examiné qu'au printemps 1983. Il comporte trois grandes mesures :

— la réforme de l'allocation d'orphelin qui se traduira pour 550 000 enfants orphelins d'un seul parent ou enfants de mères célibataires par une hausse de 30 % de la prestation. Une meilleure garantie des pensions alimentaires sera également obtenue par cette réforme ;

— une première étape de généralisation des prestations familiales dans les Dom, en faveur des handicapés, des veuves, des nourrices et gardiennes d'enfants, des étudiants ;

— la création d'une allocation familiale, d'environ 170 F par mois, au dernier enfant à charge. 500 000 familles sont concernées.

(suite en page 29)

Sygma



(suite de la page 28)

Le projet de loi simplifie par ailleurs les textes et supprime certaines petites prestations accessoires ou ponctuelles.

Les contraintes économiques et financières ont conduit à écarter une mesure initialement prévue dans la loi : l'attribution des majorations pour âge à l'aîné des familles de deux enfants, le seul à ne pas en bénéficier.

Le tableau ci-dessous, concernant une famille de trois enfants de moins de 10 ans, montre l'effort important accompli en faveur des familles.

MONTANT DES PRESTATIONS VERSEES

Revenus mensuels	4 000 F		7 000 F		10 000 F	
	Janv. 81	Janv. 83	Janv. 81	Janv. 83	Janv. 81	Janv. 83
Allocation-logement moyenne	503 F	696 F	289 F	505 F	0	0
Allocations familiales	710 F	1 024 F	710 F	1 024 F	710 F	1 024 F
Complément familial	455 F	592 F	455 F	592 F	455 F	592 F
TOTAL	1 068 F	2 312 F	1 454 F	2 121 F	1 165 F	1 616 F

Un vaste programme pour la petite enfance

Les besoins les plus grands et les moins satisfaits des familles concernent l'accueil et la garde des enfants en bas âge : le développement des services et équipements collectifs est donc une priorité, affirmée par le Plan intérimaire, car il n'y a que 100 000 places de crèches, collectives ou familiales à l'heure actuelle pour plus d'un million d'enfants devant impérativement être gardés.

Dès 1982, 10 000 places de crèches sont créées, grâce à un quadruplement des crédits d'investissement, entre 1981 et 1982.

Mais pour prolonger cet effort et l'amplifier, le gouvernement a dégagé, à partir du 1er janvier 1983, les moyens financiers (250 MF en 1983, 500 MF en année pleine pour la Cnaf, pour la passation de « contrats-crèches » entre les caisses d'allocations familiales et les gestionnaires (généralement les collectivités locales) : ils auront pour effet de diminuer la charge de fonctionnement supportée par les collectivités locales, en contrepartie d'un développement quantitatif et qualitatif.

Mais au-delà, un groupe de travail interministériel sur la petite enfance a fonctionné en 1982 et remis son rapport : « l'Enfant dans la vie », à partir duquel Madame Dufoix, secrétaire d'Etat chargée de la Famille, a fait une communication au conseil des ministres le 23 novembre 1982 : une grande politique de la petite enfance sera ainsi mise en œuvre à partir de 1983, reposant sur une appréhension globale de la vie de l'enfant, en rupture avec le cloisonnement antérieur des interventions.

SUR PLACE POUR DÉCIDER.

LE GROUPE DES BANQUES RÉGIONALES. GROUPE CIC.

groupe cic

Nées dans leur région, les banques du Groupe CIC sont bien placées pour innover. Elles en ont le désir et la capacité. Proches de leurs clients, elles sont à même de les comprendre et de chercher sans cesse les nouvelles solutions qui font avancer le service bancaire.

BIEN PLACÉ POUR ENTREPRENDRE.

LE GROUPE DES BANQUES RÉGIONALES. GROUPE CIC.

groupe cic

CIC 2.024

Une politique familiale de l'habitat

Le premier aspect de cette politique est de garantir effectivement le droit au logement, à un logement de qualité suffisante pour toutes les familles : les très fortes hausses de l'allocation-logement sont un élément primordial de ce droit. Il est complété par la loi sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires adoptée en 1982 par le Parlement.

La mise en place au niveau départemental de commissions des impayés de loyers, pour éviter l'expulsion et la précarisation des locataires en difficultés financières, procède du même souci.

Mais la politique familiale de l'habitat va bien au-delà du simple droit au logement : elle a pour objectif de faire prendre en compte la dimension familiale, le fait familial, dans la conception même de l'habitat et de l'urbanisme : les enfants sont trop souvent les oubliés de la cité ; les familles nombreuses et défavorisées sont trop souvent exclues des centres-villes et rejetées dans des banlieues où la vie familiale et sociale devient difficile. Les opérations de rénovation des centres anciens sont trop souvent synonymes de départs pour les familles modestes et pour les familles nombreuses.

Aussi, le secrétariat d'Etat à la Famille a signé dix contrats en 1982 dits « contrats-familles » avec les collectivités locales et les organismes concernés par les opérations de rénovation : ces contrats, élaborés avec la participation des familles et pour tenir compte de leurs besoins, ont pour objet de financer les surcoûts résultant de cette prise en compte.



Pascal Lebrun

Cette politique sera poursuivie et amplifiée en 1983.

Solidarité et respect avec l'aide sociale à l'enfance

La protection de l'enfance n'est que l'un des aspects de la politique familiale et de la politique en faveur de l'enfance. Plus qu'ailleurs, l'objectif de solidarité nationale est affirmé ; plus qu'ailleurs, le gouvernement doit veiller à ce que les « usagers » soient respectés dans leurs droits et leurs libertés, individuellement et collectivement.

Le premier objectif du secrétariat d'Etat a été de garantir aux pupilles de l'Etat — enfants les plus défavorisés parce que privés d'une famille — la chance d'être accueillis dans une famille ayant vocation à devenir la leur. A cet effet, une série de mesures concrètes a été élaborée afin de faciliter la recherche d'une famille pour les enfants présentant des particularités (âge avancé, handicaps, couleur de peau ou liés en fratrie). Le point d'orgue de cette démarche tient en un projet de loi dont les orientations générales ont été adoptées par le conseil des ministres le 21 octobre

Jeunes: la priorité des priorités

Insertion sociale des jeunes

STAGES D'INSERTION

Dans le cadre de l'ordonnance portant programme d'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 18 ans, le ministère des Affaires sociales a eu particulièrement sous sa responsabilité les stages dits d'insertion sociale, en faveur des jeunes les plus en difficulté. Le programme est en cours. On peut estimer à 30 000 au minimum le nombre de jeunes concernés par l'insertion sociale (sur un programme de 100 000 au total).

CONTRATS DE JEUNES VOLONTAIRES

Le ministère a participé à l'élaboration et au lancement de ce programme qui représente, pour 1982, 10 000 contrats dont environ le tiers du ressort du ministère des Affaires sociales.

OPERATION PREVENTION DE L'ETE 1982

La campagne a visé à fournir un appui à 11 départements, parmi les plus sensibles (loisirs proposés à des jeunes ; animation de quartiers pour ceux restant sur place). Les bons résultats de cette opération ont prouvé qu'il était possible de mener avec succès une politique de prévention. Elle sera renouvelée et élargie pour l'été 1983.

Vie associative

DEVELOPPEMENT DES POSTES FONJEP

Destinés à faciliter la rétribution des personnels permanents employés dans les associations de jeunesse et d'éducation populaire. Pour le seul ministère des Affaires sociales, le nombre de postes Fonjep est passé de 715 avant le 10 mai 1981 à 1 295 en 1982.

CENTRES SOCIAUX

Développement sensible de l'aide aux centres sociaux et sociaux-culturels :

— dès le 11 juin 1981, dotation complémentaire de 9 millions de francs et aide pour la création de 250 emplois nouveaux en 1981,

— création de 100 emplois d'animateurs jeunes (sur crédits aide sociale à l'enfance) en 1981. Chiffre porté à 200 en 1982.

HABITAT SOCIAL

— Achèvement du programme habitat et vie sociale,

— participation à la politique d'action sociale centrée par sites (Commission Dudebout ; contrats d'agglomération ; contrats-familles) qui permettra à l'action sociale d'intervenir de façon plus globale et moins spécialisée.

DETENUS

Mise en œuvre d'un programme d'accueil et d'insertion sociale des détenus bénéficiaires de l'amnistie de juillet 1981 (a concerné environ 7 000 personnes).

OBJECTION DE CONSCIENCE

Prise en charge de l'administration des objecteurs de conscience (passage du ministère de l'Agriculture au ministère des Affaires sociales). Préparation des modifications à intervenir concernant la réglementation applicable aux objecteurs de conscience.



Pascal Lebrun

1982 : chaque année le directeur départemental des Affaires sanitaires et sociales aura l'obligation de rendre compte au conseil de familles des pupilles de l'Etat de l'évolution des enfants sur lesquels ils exercent, par délégation, une tutelle. Cette révision obligatoire est de nature à faciliter la recherche d'une famille d'accueil. Cette réforme fondamentale complétera une innovation capitale dans la procédure d'acquisition de la qualité de pupille qui relèvera désormais d'une décision de justice susceptible de recours, afin de clarifier au mieux et dans les meilleurs délais la situation des enfants remis à la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales aux fins d'adoption.

Le Parlement sera saisi de ce texte de loi présenté conjointement par le ministre de la Justice et le secrétariat d'Etat à la Famille au printemps 1983.

Soucieux au premier chef du sort des enfants délaissés, le secrétariat d'Etat à la Famille se doit aussi de mieux prendre en compte le désir de nombre de nos concitoyens d'accueillir un enfant.

Un effort important sera engagé afin d'informer les 30 à 40 000 candidats sur les réalités de l'adoption dans notre pays, qui justifient notamment des délais d'attente fort longs pour ceux qui désirent adopter un enfant en bas âge d'origine européenne. Des instructions seront données pour faciliter l'accès des candidats à l'adoption aux enquêtes effectuées sur eux. Enfin le secrétariat d'Etat a pris l'initiative de coordonner les ministères concernés par l'adoption internationale afin de garantir les personnes intéressées et les pouvoirs publics contre les aléas de l'adoption d'enfants étrangers.

Le secrétariat d'Etat à la Famille a plus largement entrepris un travail en profondeur dans le domaine de la protection de l'enfance. Sur la base d'un dossier problématique, une large consultation des partenaires sociaux mais aussi des services extérieurs a été effectuée dans la perspective de la communication au conseil des ministres du 23 novembre 1982. Deux grandes orientations ont été dégagées :

1°) l'option radicalement décentralisatrice prise pour l'aide sociale à l'enfance doit aller de pair avec un engagement de l'Etat pour garantir des objectifs prioritaires de solidarité nationale. L'Etat veillera dans l'avenir à ce que ces objectifs soient atteints. A cet effet, il relaiera les initiatives des collectivités locales en leur apportant une aide technique ; à défaut, il adoptera une attitude d'impulsion.

Dans le court terme, le secrétariat d'Etat à la Famille poursuivra son effort pour faciliter l'adaptation des dispositifs départementaux aux besoins locaux (reconversion des grands établissements ; rénovation des pouponnières, cadre juridique offert aux structures éducatives innovantes, meilleure reprise en compte de l'apport des assistantes maternelles...) ;

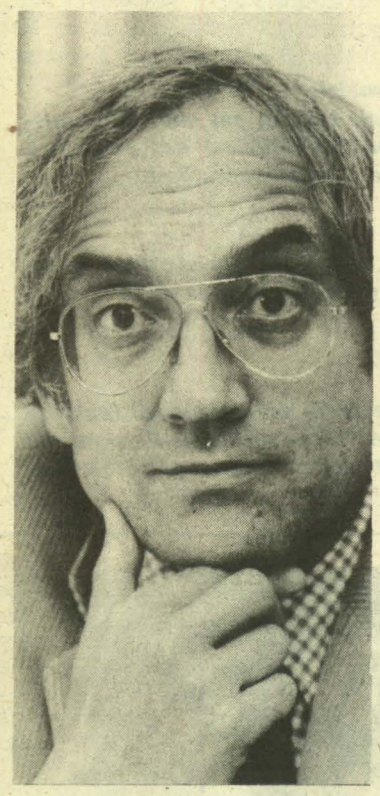
2°) et fondamentalement, le secrétariat d'Etat à la Famille entend veiller à une meilleure prise en considération des droits des usagers de l'aide sociale à l'enfance afin de rompre définitivement avec une attitude d'assistanat.

A cet effet, une série de mesures ont été adoptées et se concrétiseront dans les prochains mois pour améliorer l'information des usagers sur leur dossier et pour mieux les associer individuellement et collectivement aux décisions les concernant et plus largement la politique de protection de l'enfance, enfin pour promouvoir une révision régulière des situations de chaque enfant. Un projet de loi sera proposé au gouvernement. Ces mesures seront complétées par la publication dans le premier semestre 1983 d'un « Guide des usagers ».

L'effort du gouvernement en faveur de l'enfance en difficulté trouvera enfin une autre illustration dans les initiatives qui seront annoncées avant la fin de l'année par les ministères de la Santé, de la Justice, de l'Intérieur, de l'Education nationale et le secrétariat d'Etat à la Famille dans le domaine de l'enfance maltraitée.

Ces instructions conjointes correspondent à l'engagement pris publiquement par le secrétariat d'Etat de promouvoir une action interministérielle sur cette délicate question. Elles traceront le cadre de la mobilisation souhaitée par les pouvoirs publics dans les prochains mois. Pragmatiques, toutes ces dispositions au profit des enfants et des familles en difficulté visent à modifier sensiblement le sort qui est le leur et à lutter véritablement contre les inégalités.

La chronique de Max Gallo



QUI n'a dans la mémoire, quelle que soit la génération à laquelle il appartient, ce défilé aux flambeaux sous la porte de Brandebourg, les uniformes et les emblèmes qui, cette nuit-là, deviennent le symbole légal de l'Allemagne ? Qui ne sait ce qui, à partir de cette prise du pouvoir — formellement constitutionnelle —, advint aux antinazis, au peuple allemand et à l'Europe ?

Si tout cela est su, pourquoi revivre, même à l'occasion d'un cinquantenaire, ce cauchemar ? A fixer le passé n'oublie-t-on pas l'une des seules lois de l'histoire : que les virus qui secouent les sociétés changent à chaque fois de forme. On se vaccine contre le retour des svatiskas, et c'est une autre épidémie qui survient. On se prépare à affronter des hommes en chemises brunes, on guette le dictateur tonitruant qui va imiter le Führer, on se rassure parce que les rues sont vides de sections d'assaut et qu'il n'y a, semble-t-il, aucun paranoïaque sur les tribunes et on ne décèle pas la maladie qui guette, peut-être plus subtile, et qui peut cependant nous terrasser. L'histoire et les anniversaires nous tendent ainsi un piège : on connaît chaque détail, on croit se prémunir et on s'aveugle.

A moins qu'on ne réussisse à faire renaître du passé non pas tant les gesticulations de l'événement que le mouvement des mécanismes. Par exemple, qu'on tente de comprendre les raisons de la passivité de l'immense et puissante gauche allemande en ne se réfugiant pas derrière la constatation mille fois soulignée — et exacte — de sa division ou bien de celle de la démobilisation du peuple allemand, emporté par le courant nazi.

Qu'on sache bien, en cette année du cinquantenaire, que le 5 mars 1933 (après six semaines d'un pouvoir brutal, après l'incendie du Reichstag — le 27 février —, la persécution contre les communistes, les arrestations), les électeurs, malgré la mise en condition, ne donnent que 43,9 % des voix aux nazis. Que 4 845 654 Allemands apportent encore leurs suffrages aux communistes (contre 5 980 163 aux élections du 6 novembre 1932) et 7 177 294 aux socialistes qui avaient recueilli 7 247 959 voix à ces mêmes élections de novembre. Qu'on mesure ce que représentent de fidélité et de détermination, de potentiel de lutte ces 12 022 948 voix, qui, en pleine persécution contre la gauche, dans le déferlement de la propagande et des parades, malgré l'intimidation, les arrestations, les coups, la censure, sont allés aux urnes pour glisser dans l'enveloppe un bulletin de vote communiste ou socialiste. Seulement 70 665 électeurs socialistes ont renoncé entre novembre 1932 et mars 1933. Et pourtant la frontière du 30 janvier avait été franchie. Hitler était le pouvoir et les sections d'assaut une police de fait. Qu'on n'accable pas après cela, en ce cinquantième anniversaire, le peuple allemand. C'est au niveau de ses élites politiques et sociales, des directions des partis ouvriers, de tous ceux qui choisissent de diriger une nation, des groupes sociaux ou des formations politiques que se situe la reponsabilité majeure. La fraction du peuple allemand qui votait à gauche s'est obstinée à pavoiser ses fenêtres aux couleurs rouges de la gauche, même le 5 mars 1933 quand cela équivalait à se désigner aux persécuteurs. Encore fallait-il pour que cela fût utile que dès l'été 1932, quand se préparait à l'évidence la prise du pouvoir par le nazis, les dirigeants de la gauche aient donné à ceux qui leur faisaient confiance les directives d'action qui s'imposaient. Certes, communistes et socialistes étaient tragiquement opposés les uns aux autres. Et la responsabilité du Komintern est ici écrasante. Mais tous les témoignages concordent. Manès Sperber — le communiste d'alors — et Willy Brandt le socialiste se rejoignent quand ils évoquent cette époque. « Pour le militant que j'étais, déclare Sperber, la nécessité d'une contre-manifestation (le 22 janvier lors de la démonstration nazie devant le siège du P.c.) s'imposait. Ne fallait-il pas réagir à cette provocation ? Or, à ma stupéfaction, les militants du parti reçurent des consignes qui n'allaient pas dans ce sens. On nous demandait très officiellement de laisser passer, de « faire le mort » Et Willy Brandt, après avoir précisé qu'en 1931 et peut-être même au début de 1932 il y aurait eu des possibilités d'empêcher l'avènement de Hitler, ajoute : « Le régime hitlérien a été, entre autres raisons, terrible pour le peuple allemand parce que ses adversaires étaient démoralisés. J'ai connu beaucoup de simples gens qui attendaient vainement une consigne, un ordre. Nous autres, Allemands, nous avons tendance à attendre qu'un signe vienne du sommet. Cela n'a pas été le cas et puis ce fut l'effondrement. Beaucoup de gens ont protesté, n'ont pas accepté cette attitude. Mais autre chose est d'être vaincu le drapeau largement déployé. » (Cités par « le Nouvel Observateur ».)

Témoignages accablants parce qu'ils contraignent les responsables de la gauche à cesser d'accuser l'ennemi d'être l'ennemi et le peuple, par son aveuglement, son complice. Fallait-il attendre des nazis, qui n'avaient jamais porté de masques ou dissimulé leurs intentions, autre chose que la répression, la violence, la destruction de la constitution ? Entre les élections de novembre 1932 qui marquent le recul du nazisme (il perd deux millions de voix, trente-quatre députés et les caisses du parti sont vides) et la prise du pouvoir, que de passivité ! Certes, devant un phénomène politique nouveau et qui faisait fusionner en lui les instincts les plus archaïques et les techniques de manipulation des masses, on pouvait se tromper. C'est Léon Blum qui écrit, après novembre 1932 : « L'accès au pouvoir, légal ou illégal, est désormais clos devant Hitler. » Erreur admissible. Hitler n'était pas encore chancelier. Mais comment expliquer, après l'incendie du Reichstag, les illusions d'Otto Wels, président du groupe parlementaire socialiste dont les membres viennent courageusement de s'opposer au vote des pleins pouvoirs à Hitler (le 22 mars 1933) mais qui conclut pourtant — alors que la persécution s'est déjà déchaînée — : « Si vous êtes un gouvernement légal, nous serons une opposition légale » ?

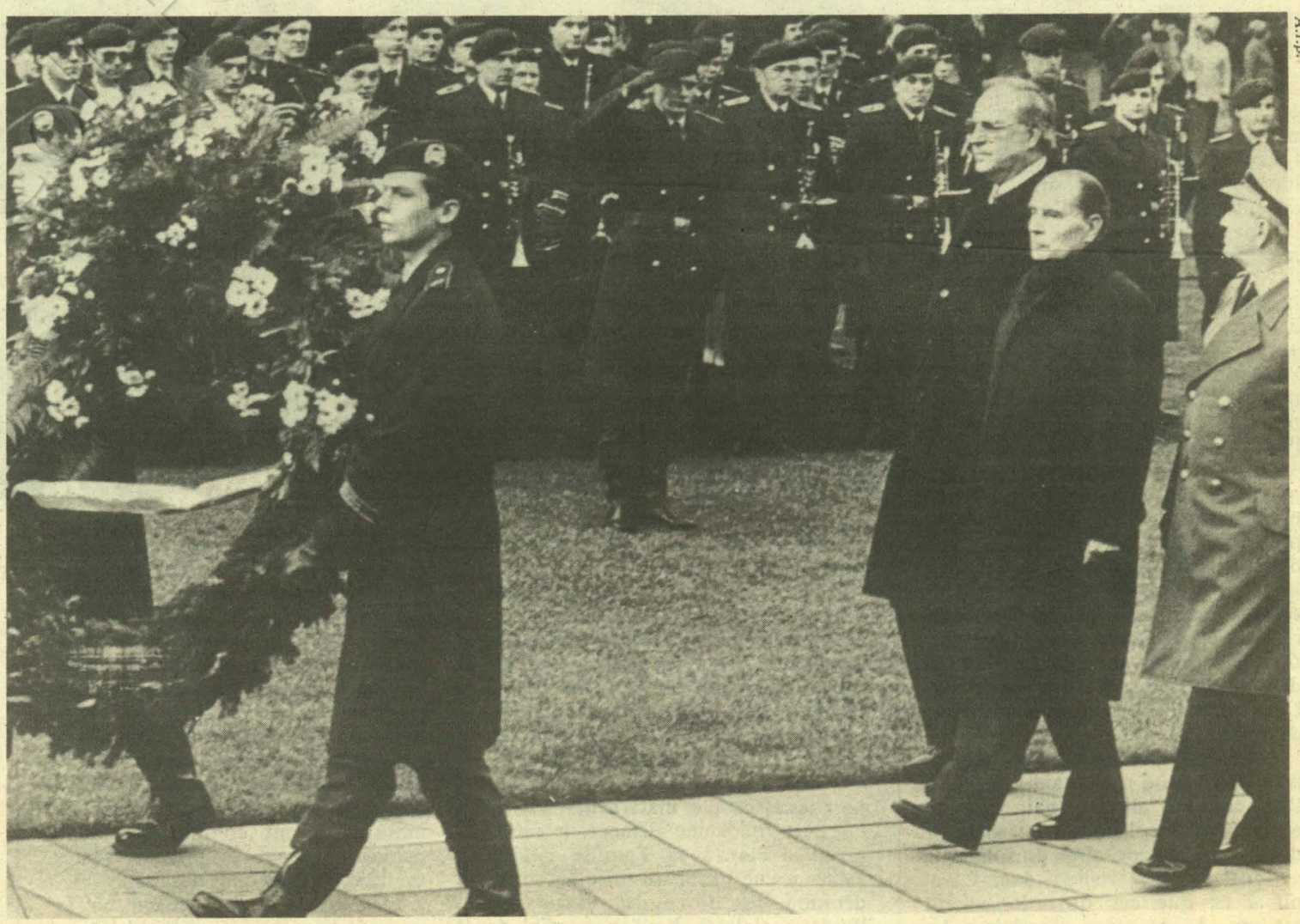
Il suffira de quelques semaines pour que s'ouvrent sur les derniers opposants les portes des tout nouveaux camps de concentration. Ils se nomment Buchenwald et Dachau. Ils sont créés en ce printemps 1933.

Maintenant oui, le peuple allemand a les reins brisés. Il subit. Il accepte. Il fera la guerre.

Mais qu'on ne dise plus qu'il s'est précipité dans le nazisme.

Qu'on pense une nouvelle fois à ces 12 022 948 électeurs socialistes et communistes de mars 1933.

De leur faute la défaite ou bien responsabilité de ceux qui prétendaient — et leur courage et leur sincérité ne sont pas en cause — les représenter, les diriger et les défendre ?



A.f.p.

Helmut Kohl et François Mitterrand déposant une gerbe au mémorial allemand des victimes de la guerre et du despotisme.

A qui la faute?

Hier – il y a cinquante ans – le 30 janvier 1933 Hitler

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325